

La livre sterling monte de près de 4 % la Banque d'Angleterre cessant de la freiner

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algerie, 30 dr.; Maroc, 1,50 dr.; Tunisie, 1,30 dr.; Belgique, 1 dr.; Autriche, 17 sch.; Danemark, 16 kr.; Espagne, 16 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; France, 1 fr.; Allemagne, 40 pf.; Italie, 320 l.; Japon, 178 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 1 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr. S.A.; 65 cts; Venezuela, 10 c. bs.

Tarif des abonnements page 4

3, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 08
C.C.P. 4807-23 PARIS
Tél. Paris 656022
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La première rencontre Gierek-Wyszynski

La rencontre, le 29 octobre à Varsovie, entre M. Edouard Gierek et le cardinal Wyszynski marque une nouvelle date importante dans les relations entre l'Eglise catholique et les autorités communistes polonaises. Cette entrevue, la première depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gierek en décembre 1970, entre le chef du parti et le primate démontre une volonté réciproque de dialogue qui trahit heureusement sur la période précédente.

Le motif premier de cette prise de contact sans doute été le voyage que M. Gierek va entreprendre à Rome, à la fin du mois de novembre, et la visite qu'il compte rendre à cette occasion au pape.

La rencontre avec Mgr Wyszynski apparaît comme un geste de M. Gierek montrant sa volonté de ne pas tenir le primat à l'écart d'une évolution qui, évidemment, intéresse au premier chef, mais qu'il avait semblé parfois envisager avec quelque méfiance. Il a fallu, ces dernières années, toute la diplomatie soviétique de Mgr Foggi, qui dirige le groupe de travail du Vatican chargé des contacts permanents avec le gouvernement polonais instaurés à l'automne 1974, pour faire tomber les soupçons du cardinal quant aux conséquences, pour l'Eglise polonaise, d'une normalisation précoce des rapports entre Varsovie et le Saint-Siège.

La ligne suivie jusqu'à présent par M. Gierek dans sa politique religieuse montre que, pas plus que les diplomates du Vatican, il ne compte réaliser un rapprochement entre son pays et le Saint-Siège sur le dos des catholiques polonais. Depuis qu'il a pris les rênes, voilà bientôt sept ans, M. Gierek n'a cessé d'affirmer qu'il souhaitait voir s'instaurer une sorte de coexistence pacifique avec l'Eglise, ce qui était une façon de reconnaître le poids culturel, social et politique que cette institution représente en Pologne.

L'an dernier, par exemple, dans son fameux discours de Mielec devant les ouvriers d'une usine aéronautique, M. Gierek affirmait, avec un certain optimisme, qu'il n'y avait pas de conflit entre l'Etat et l'Eglise. Il ajoutait qu'à son avis il existait « un vaste champ pour une coopération féconde de l'Eglise avec l'Etat dans la réalisation d'objectifs nationaux importants ». On peut trouver un écho à cette déclaration dans la brève information donnée par l'agence polonaise PAP sur la rencontre entre le premier secrétaire et Mgr Wyszynski. Les deux hommes, écrit l'agence, « ont échangé des vues sur les problèmes importants de la nation et de l'Eglise, qui sont d'une grande importance pour l'unité des Polonais dans l'œuvre de création de la prospérité de la Pologne ». Le prochain voyage à Rome de M. Gierek n'a donc pas été le seul sujet de discussion.

Comment, du reste, pouvait-il en être autrement étant donné le rôle joué par l'Eglise et de nombreux catholiques dans l'évolution sociale et politique du pays depuis la crise de juin 1976 ? Si Mgr Wyszynski s'est gardé de jeter de l'huile sur le feu au plus fort des troubles, il n'en a pas moins réclamé vigoureusement par la suite que l'on tienne compte des travailleurs et des simples gens.

La relative modération avec laquelle le pouvoir a traité jusqu'à présent les différents groupes oppositionnels est à mettre pour une large part au compte de l'Eglise, qui a su, en plusieurs occasions, servir d'intermédiaire discret et efficace et aussi de lieu de refuge. Restent cependant entre la hiérarchie catholique et l'Etat communiste les traditionnels sujets de friction : autorisation de construction de lieux de culte, enseignement religieux, discrimination professionnelle des chrétiens, censure et accès aux médias d'information, lourdes charges fiscales.

Il faudra sans doute encore bien du temps pour parvenir dans tous ces domaines à de véritables progrès. Un jalon vient cependant d'être posé, qui laisse augurer heureusement de l'avenir.

La visite à Paris du premier ministre québécois

Le Québec peut être pour les Français la porte d'entrée pour l'Amérique

NOUS DÉCLARE M. RENÉ LÉVESQUE

La visite officielle que le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, fera en France du mercredi 2 au vendredi 4 novembre sera entourée d'un faste exceptionnel : au déjeuner offert jeudi par le président de la République ont été conviés tous les membres du gouvernement ; la veille, le premier ministre québécois sera reçu avec solennité à l'Assemblée nationale.

Ce voyage, un an après l'accession au pouvoir des indépendantistes québécois, provoque une certaine tension entre Paris et Ottawa. Au cours de sa conférence de presse, le 28 octobre, le premier ministre canadien a déclaré que M. Lévesque devrait être traité « comme un simple premier ministre d'une province canadienne ». « Si la France devait manifester sa sympathie avec les options politiques de M. Lévesque — a ajouté M. Trudeau, — nous réagirions ». M. Xavier Deniau, député du Loiret et vice-président de l'Assemblée nationale, qui était à Montréal, a

répondu dimanche que les dispositions prises au Palais-Bourbon l'avaient été par le bureau de l'Assemblée nationale à l'unanimité. Il a rappelé que les visites des premiers ministres québécois étaient régies « par une longue tradition » (trois prédécesseurs de M. Lévesque ont été reçus à Paris avec des égards particuliers : MM. Jean Lesage, Daniel Johnson et Robert Bourassa ; celui-ci avait assisté, le 4 décembre 1974, à un conseil des ministres).

M. Lévesque sera accompagné de M. Claude Morin, ministre des affaires intergouvernementales (chargé des problèmes extérieurs).

Dans l'entretien qu'il a eu avec notre correspondant Alain-Marie Carron, et que nous publions ci-dessous, le premier ministre de la province canadienne francophone déclare que « le Québec peut être pour les Français la porte d'entrée en Amérique ».

● Pourquoi avez-vous choisi de commencer officiellement votre visite par Metz ?

— Il fallait trouver par où la commencer, puisque je suis depuis quelques jours déjà en France. Or, j'ai séjourné en Alsace-Lorraine au cours de l'hiver 1944-1945, à une époque où j'étais tout jeune agent de liaison de l'armée américaine et correspondant de guerre à l'essai. C'est ce qu'on appelle des souvenirs.

« Nous avons à peine eu la perception de la France jusqu'à la fin des hostilités en Europe, qui est arrivée pour nous à Innsbruck, en Autriche. Là, la France était présente sous la forme de la 1^{re} Armée de de Lattre de Tassigny. Je me souviens qu'il avait le goût d'un certain panache et beaucoup de raffinement dans le choix du lieu de son cantonnement. Au cours de l'été 1945, nous sommes allés dans le sud de la France, en Provence et vers Marseille.

« Pour moi, cela devenait une façon agréable de découvrir la France. Pour les Français, ce devait être parfois pénible. Il y avait une certaine tension entre les gens du pays, qui, à ce moment-là, étaient encore rationnés et cette surabondance qui caractérisait l'armée américaine. Les gens ne savaient pas toujours que je parlais le français, et je ne veux pas trop me souvenir de ce que j'ai entendu alors. J'ai vu la même chose en Corée et au Japon, cela doit faire partie de toutes les guerres.

● Votre visite restera-t-elle de courtoisie, prise entre la « non-ingérence » et la « non-indifférence » ?

— Mais ce genre de paramètres s'applique à moi aussi. Dans la situation politique actuelle de la

France, mieux vaudrait peut-être que j'observe, moi aussi, cette attitude de non-ingérence. Je crois que la formule a été bien dessinée, d'abord pour ne pas mécontenter Ottawa, ce qui est quand même important dans le contexte actuel. Ensuite, pour marquer qu'après la « gaffe historique » du général de Gaulle — très bénédique à beaucoup de points de vue — le dossier québécois a pris un autre rythme.

Mais tout a été maintenu et à certains moments intensifié par les gouvernements du Québec et ceux de France qui se sont succédé depuis. Je crois, que c'est, pour une tradition, que le premier mandat d'un gouvernement du Québec soit marqué, entre autres choses, par une de ces visites !

● Le point faible de ces rapports n'est-il pas la coopération économique ?

— Oui, cet aspect des choses a toujours été le plus compliqué. Quand les Français en général pensent Amérique, ils pensent Etats-Unis, ils pensent anglais. Ce qui nous a souvent ulcérés, c'est de voir que des entreprises françaises qui viennent au Canada, et passent par cela par le Québec, ont encore cette préférence instinctive pour ce qui est anglais, parce qu'elles ont l'impression que c'est plus professionnel et plus sérieux.

Propos recueillis par ALAIN-MARIE CARRON.

(Lire la suite page 7.)

L'ADMISSION A L'UNIVERSITÉ

Le renforcement des barrages

par JEAN VINCENS (*)

Placer cette limitation du nombre des inscrits dans le cadre des rapports que chaque université entretient avec le secrétariat d'Etat.

Par la force des choses, ces rapports sont gouvernés par la volume des moyens financiers dont dispose le secrétariat d'Etat et par les critères qu'il utilise pour les distribuer aux universités. Pendant les années autoritaires, où les moyens excédent presque la capacité de dépenses des universités, le choix des critères d'allocation n'avait pas une

(*) Professeur à l'université des sciences sociales de Toulouse.

importance très grande. C'était à qui saurait demander et justifier en demandant. Le nombre d'étudiants inscrits était l'une des bases de l'allocation des moyens et un bon président d'université savait avoir beaucoup d'habileté. Mais il y avait bien d'autres moyens d'obtenir de l'argent ou des postes d'enseignement, et les tactiques différaient d'un établissement à l'autre. Ici, on accueillait à bras ouverts, qu'il s'agisse de réduire le taux d'encadrement. Là, on débauchait sans compter et l'on réclamait des moyens supplémentaires en cours d'année. Ailleurs, on gâtait sagement et modestement en attendant que la vertu serait récompensée par une dotation plus généreuse.

Dans tous les cas, il s'agissait, pour chaque université de promouvoir une certaine idée d'elle-même et de résoudre par une politique à moyen terme, plus ou moins consciemment élaborée, un lot de conflits internes et d'ambitions disparates, comme il sied dans toute organisation humaine.

(Lire la suite page 7.)

Toutes les hypothèses demeurent donc ouvertes depuis que les responsables français ont fait savoir — par la publicité donnée à la réunion exceptionnelle de la semaine dernière à l'Elysée — que « les limites de l'intolérable avaient été atteintes », ainsi qu'une source militaire l'avait laissé entendre à l'issue de cette séance à l'improviste (le Monde du 28 octobre).

Même rapide et ponctuelle, une action militaire, après l'échec d'un règlement diplomatique, ne pourrait être entreprise qu'après l'exploitation des renseignements qui manquent encore sur les mouvements des unités estroliques et de leurs otages, et qu'avec l'accord des autorités mauritaniennes. Or, depuis 1973, la rupture des accords de défense entre Paris et Nouakchott n'a pas favorisé les relations militaires entre les deux pays. Cette situation rend délicate la préparation d'une intervention française par surprise, dont l'échec, reconnaît-on de source militaire, serait lourd de conséquences.

(Lire nos informations page 4.)

UN NOUVEL ORGUE A LYON

Les « défaillances » de Liszt

Après en avoir choisi les lieux, ou sein de la commission, Pierre Cochereau vient d'inaugurer l'orgue de l'Auditorium Maurice-Ravel à Lyon, dont la construction a été confiée à la société Gonzales. Avec quatre-vingt-deux jeux sur quatre claviers, transmission électropneumatique pour le tirage des notes, système électrique pour la registration, combinatoire électronique, console mobile et escamotable, cet instrument d'esthétique néoclassique, hérité des tuyaux de l'orgue de Chaillot qu'un orlage à 75 % d'éclairage en doit particulièrement précieux.

sombre, l'envers du décor ou le revers de la médaille. Les meilleures excuses pourtant n'y changeraient rien : l'inauguration de l'orgue à l'Auditorium Maurice-Ravel, l'une des meilleures salles de concert françaises, vaste et excellente cloître, transmission électropneumatique, devait être précédée de la « Dante-Symphonie » de Liszt, partition injustement délaissée du seul enregistreur (Hungaroton SLP.X. 1070) ne donne qu'un reflet assez pâle ; un double événement donc, qu'on pouvait, à l'avance, saluer comme tel connaissant la qualité de l'orchestre et de son chef, Serge Bodu.

GERARD CONDE.

Les grandes fêtes ont leur côté

(Lire la suite page 5.)

JEAN DUTOURD

Mascareigne ou le schéma

« La fable la plus cocasse de l'année »

LE FIGARO DIMANCHE

ROMAN / JULIARD

AU JOUR LE JOUR

Tout se paie

Deux députés réformateurs viennent de déposer une proposition de loi instituant le vote obligatoire et une amende de 100 F en cas de non-inscription sur les listes électorales.

Voilà un système qui rentabiliserait les urnes et susciterait la moralisation de la vie civique en contraignant les citoyens paresseux à se déplacer jusqu'aux bureaux de vote. Mais si les abstentionnistes estiment que le choix qu'on leur propose ne vaut rien, MM. Boudet et Daillet n'auront beau les contraindre à voter, ils ne les empêcheront jamais de voter nul.

D'ailleurs, si l'abstention des électeurs se paie, il faut en toute justice que la moitié des candidats se paie également. C'est pourquoi il faudrait organiser un amendement à la proposition des deux députés réformateurs, prévoyant une amende de 100 F par vote nul, dont le montant total serait réparti entre tous les candidats d'une même circonscription.

BERNARD CHAPUIS.

idées

POINTS DE VUE SUR LA GAUCHE

LA GAUCHE DE LA GAUCHE

par RAYMOND JEAN (*)

Il faut le reconnaître : le statut actuel n'est pas réjouissant pour personne. A l'heure où l'on affirme de tous les côtés que les citoyens doivent prendre en main leurs propres affaires, assister leurs représentants, agir sur l'évolution, beaucoup d'hommes et de femmes risquent au contraire d'avoir le sentiment pénible que la « politique » leur échappe, qu'ils n'ont aucune prise directe sur elle, qu'elle est entièrement entre les mains d'autres qu'eux, d'états-majors des partis ou professionnels de la vie publique. Ces professionnels disent blanc, noir, ou les deux à la fois, et il faut les écouter, les suivre, prendre les tournants qu'ils affirment nécessaires ou indésirables de prendre, en assimilant le mieux possible les explications dont ils sont d'ailleurs prodigues pour le meilleur et pour le pire.

Les militants s'y retrouvent, parce qu'ils ont l'habitude d'écouter les courbes de parcours difficiles et qu'ils font confiance aux dirigeants qu'ils ont élus. Mais les autres s'y perdent. Ils ont l'impression d'un jeu qui se joue par-dessus leur tête, de décisions où ils n'ont aucune part, de faits accomplis devant lesquels on les place et, inévitablement, de zones d'ombre auxquelles ils n'ont pas accès. Ce jeu se joue, mais il s'y résigne parce qu'ils ont appris à vivre politiquement par délégation.

Les médias et la télévision tenant dans ce domaine le rôle que l'on sait, il se produit pour eux, dans leur existence politique, ce qui se produit dans leur existence amoureuse ou dans leur besoin d'action. Ils vivent à travers les autres. Pour l'action, ce western. Pour l'amour, ce feuilleton. Pour la politique, ce débat, ce tête-à-tête ou cette conférence de presse. Et les grands leaders des partis apparaissent à leurs yeux comme des acteurs qui simplifient ou déforment ce qu'ils désirent en de bizarres psychodrames, comme des divinités mythologiques familières mais supérieures qui lancent la foudre à droite ou à gauche, soufflent le chaud ou le froid selon le moment, décident à leur place, de l'espérer ou de son contraire.

Actuellement en effet, ce serait plutôt le mal en sommeil de l'espérer. Provisoire, on veut l'espérer. Mais la tentation est si grande pour beaucoup de se dire qu'après tout le parti communiste était resté communiste et le parti socialiste était resté social-démocrate — choses qu'apparemment on avait perdu de vue — mieux vaut renoncer à leur incertaine alliance que de faire des concessions inadmissibles ou aller au-devant de malentendus qui simplifient ou déforment ce qu'ils désirent en de bizarres psychodrames, comme des divinités mythologiques familières mais supérieures qui lancent la foudre à droite ou à gauche, soufflent le chaud ou le froid selon le moment, décident à leur place, de l'espérer ou de son contraire.

Bibliographie

EUROCOMMUNISME ET ÉTAT de Santiago Carrillo

De tous les dirigeants communistes occidentaux, M. Santiago Carrillo est sans conteste celui qui a poussé le plus loin la définition et l'analyse de l'eurocommunisme. On peut ajouter, quatre mois après les élections générales en Espagne, que le secrétaire général du P.C.E. a mis résolument ses idées en pratique. Abandon de la notion de dictature du prolétariat, mise en cause très nette de la nouvelle classe bureaucratique et qui dispose en U.R.S.S. d'un pouvoir politique immensément et incontrôlé, démolition des « déviations stalinistes » planétaires pour le respect de l'adhésion démocratique et la sauvegarde de toutes les libertés : M. Carrillo est en avance d'une évolution, et il l'a fait franchement ses cartes, il reprend et approfondit ses thèses dans un ouvrage, *Eurocommunisme et État* (1), dont nous avons déjà rendu compte (2) et qui sort maintenant en France. M. Carrillo affirme que l'eurocommunisme n'est pas une nouvelle forme de social-démocratie. Ce n'est pas non plus, dit-il, une tendance au sein du communisme international, prétendant avant tout analyser sérieusement les nouvelles relations sociales dans les sociétés capitalistes avancées et qui portent le socialisme dans leurs entrailles. Il est possible, selon M. Carrillo, de démocratiser l'appareil de l'État capitaliste sans le détruire par la force.

(1) *Eurocommunisme et État*, par Santiago Carrillo. Flammarion, 151 pages, 25 F.
(2) Voir l'article de Charles Vanhove dans le Monde daté 26-27 juin 1977.

l'évidence est que, si cette dynamique disparaît, les perspectives qu'elle ouvrait disparaissent avec elle, et le temps sera vite venu des nouveaux prophètes qui annoncent le fin de la gauche comme ils annonçaient celle du marxisme, du progressisme, du rationalisme et leur faillite généralisée.

Certains d'entre eux, puisque cela, en définitive, ne pouvait déboucher que sur l'inconnu, des évolutions incontrôlées et, à la limite, sur ce qu'ils appellent le goulet. Tout se passe, à leurs yeux, comme si les doctrines de la gauche, forgées par des caprices théoriques d'intellectuels, pouvaient être relâchées du jour au lendemain au profit de visions moins exaltantes, mais finalement moins dangereuses de l'histoire. Ils n'oublient qu'une chose, c'est que ces doctrines, avant d'être la loi de la classe ouvrière et de ses égarés, ont été le grand goulet du dix-neuvième siècle, d'abord de la condition de ces milliers d'ouvriers asservis, de maîtres et d'enfants, de journées de travail inhumaines, livrés à l'exploitation, à la sous-alimentation, aux exploitations de toute espèce, parqués dans des bidonvilles et des quartiers infâmes — ce monde de l'enfer et de l'horreur —, dont parlait Engels à propos des travailleurs de Manchester.

Une situation à renverser

J'y pense l'autre jour, à Beauvoir, et me promenant devant une très belle exposition sur les techniques modernes, où mes yeux sont tombés tout d'un coup sur une citation de Taine tirée de ses *Notes sur l'Angleterre*, épinglée en légende à une photographie, atroce, de quartiers ouvriers de ce temps. J'y jetai, à Taine inattendu : « Ce peut-être une vie plus violente, plus contrainte aux instincts naturels de l'homme ? » C'est pour renverser cette vie violente, en effet, que le socialisme s'est d'abord édifié et que le passage de gauche moderne s'est mis en route. Qu'elle ait pu conduire ailleurs qu'à où elle devait conduire, nous le savons bien. Mais ce n'est sûrement pas une raison pour oublier aujourd'hui de quel prix s'est payée l'accumulation capitaliste et pour jouer à quitta ou double avec le courant d'action qui est né de cette conscience historique de l'exploitation des hommes.

Car la logique est toujours la même. Georges Marchais a dit beaucoup de choses ces temps-ci, et devant beaucoup de micros. Mais, deux jours après la journée du 22 septembre, devant le « Club de la presse », le croit-il à simplement décevant : « Les travailleurs aux bas salaires, les chômeurs, les dix-sept millions de pauvres plus les autres qui veulent le changement, nous n'avons pas le droit de les décevoir. » Naturellement, on espère une politique de la gauche à l'heure de ces problèmes terriblement concrets et urgents pour proposer une vision nouvelle de la société tout entière, mais il reste que c'est d'abord là qu'elle s'engage, dans la nécessaire renversement d'une situation intolérable qui veut que des millions de gens se débattent pour survivre dans des conditions quotidiennes insupportables, tandis que d'autres continuent à accumuler des profits démesurés. Et cela implique des choix.

Ces choix si évidents que l'on semble parfois refuser de les regarder en face. Et que l'on préfère n'importe quelle explication aux différents aspects de la gauche que celle qui consiste à admettre que les partages se font sur ces choix. Et pourtant ? Je disais tout à l'heure : renversement. C'est un mot qui peut être pris à la lettre et dans un sens révolutionnaire, si l'on admet qu'il signifie la neutralisation réelle, par la contrainte que permet seul un seuil minimal de nationalisations, d'un système dont on connaît les méfaits. Et qui implique des mesures sociales non équivoques dont les moyens doivent être pris là où il se trouve, c'est-à-dire du côté du capital et des grosses fortunes.

Il y a mille façons de voter ces réalités de leur substance, mais il arrive un moment où ce ne peut plus les étaler. La dynamique du programme commun, depuis 1972, a été de les prendre en compte clairement, tout en affirmant le projet d'une société qui se soit ni capitaliste ni totale aux libertés, mais au contraire orientée vers l'expérimentation d'une vraie démocratie et ouverte aux courants autogestionnaires. Il s'agit de dire que ces obstacles à sa réalisation ne manquent pas. Mais toute la signification de l'union de la gauche était de les

surmonter dans l'unité et l'élan des forces populaires.

C'est cette unité et cet élan qui doivent être retrouvés. Mais pour cela, il faut qu'on laisse penser, agir et parler ceux qui ne sont pas simplement les « juges » de la politique, mais doivent être les acteurs. Ils en ont assez d'entendre les uns et les autres leur apporter des explications sans faille et les appeler à s'y rallier. Ils ont assez de pièces du dossier et essayer de les comprendre. Il paraît peu probable qu'ils se trompent sur l'essentiel. Mais ils jugeront peut-être qu'on peut avoir raison sur le fond et faire des maladroites d'en la forme. Ou inversement que les apparences de la constance et de la sérénité peuvent cacher des changements de cap, sur le vol. Bref, s'il faut rectifier ou réorienter le débat, ils y contribueront par leur pression même. Mais surtout ils feront qu'ils soient ouverts.

En se présentant comme ceux qui ont fondamentalement intérêt à ce qu'il s'engage sur les bases claires qu'il veut voir et avoir chose qu'un jeu idéologique et épidémique, apparaît comme la gauche de la gauche, c'est-à-dire la forme vivante qui pèse sur les débats et apporte des politiques et les forces à sortir de l'ombrage. Cela sera d'autant plus difficile que l'ombrage, on le sait, est profond. Et on a vu ces dernières semaines que, hors des zones militantes, la démolition, la désignation et une sorte d'humour ironique prennent vite la place d'un fléau inquiet des jours précédents.

C'est évidemment la rançon des réflexes de pessimisme qu'on inculque aux masses à force d'exhiber à leurs yeux le spectacle de ceux qui ont manqué de faire et de diriger la vie politique à leur place.

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL ET L'«EUROCOMMUNISME»

par PHILIPPE ROBRIEUX (*)

dirigeants russes. A cela, une raison impérieuse : il agit, pour les hommes au pouvoir, d'une question de vie ou de mort politique. Tout cela hantise d'une détermination, même partielle, à l'égard de la révolution.

On comprendrait, c'est dans les relations humaines, qu'il y ait « partis frères » ou dans les aléas de la coexistence pacifique que les observateurs s'efforcent le plus souvent de découvrir les motivations profondes des dirigeants soviétiques et des autres. Comme si les accusations mutuelles de révisionnisme ne relevaient pas tout simplement de cette idéologie qui s'oppose à la définition une fois pour toutes comme l'écran de fumée propre à dissimuler les manœuvres des milieux dirigeants. Comme si le passage de l'interventionnisme à l'Angla des maquisards de Neto, les initiatives de la diplomatie soviétique en Europe, la conférence d'Helsinki ou celle de Prague, pouvaient permettre d'effacer les conséquences du Goulag. Comme si les déclarations de Moscou avec les eurocommunistes n'étaient que le résultat d'un jeu diplomatique et non le résultat d'un jeu diplomatique et non le résultat d'un jeu diplomatique.

Autrement dit, toute la politique soviétique s'explique aisément une fois qu'on la situe dans son contexte réel, à savoir l'engrenage du terrible échec stalinien. C'est ce qui conduit à la manière d'interpréter Jaurès et Roy Medvedev dans leur dernier livre très informé consacré aux années de pouvoir de Khrouchchev (1). Ainsi, la malheureuse blague d'un « eurocommunisme » de Madrid s'explique-t-elle, lui aussi, beaucoup mieux si on tient compte de la situation intérieure soviétique. Malgré la volonté clairement exprimée de Santiago Carrillo, le communiqué final d'état gardé de toute allusion directe à la répression à l'Est. Or, il ne faut pas de doute que cette condamnation — tout au moins — aurait puissamment aidé les démocrates aux prises dans ces pays avec le Léninisme bureaucratique. C'est évidemment pourquoi les dirigeants russes ont joué de leur influence, encore considérable, voire de leurs moyens de pression, pour obtenir le silence.

En réalité, le maintien de l'état quo intérieur, conditionne toute la politique actuelle des dirigeants soviétiques.

(1) *Khrouchchev : Les années de pouvoir*, éd. Maspero, 220 pages, 12 F. — *Le Goulag*, éd. du Champ libre, 200 pages.

par JEAN-PAUL DOLLÉ (*)

déjà primaires de mon calendrier, comme 1915, Marignan, et la vie et le mort de ce voyageur en désespoir et en amour.

Mais il y avait les marins, les navigateurs de l'infini, les caboteurs de l'immense flot du refus de la compassion. Ah ! comme les animaux ces marins de mer, forces d'apathie, grandes gueules et stridences d'un destin héroïque ! Je briserais, ils valaient ; et puis ils furent vaincus et ce fut Cronstéd II. Le lin-céol océanique de la tension du grand cri libertaire. C'était le liban ou Trotski. Trotski gagne ; il mourra de cette même qui l'avait fait vainqueur.

1917, c'était aussi les paysans enivrés de vodka et de terre, les fous de la révolution, l'impalpable ruine des humbles vengeurs ; le chef de la colonne interne des exclus du roman du dimanche et de la tendresse. Ils chevéchèrent, les Atlantes du périple du nihilisme. Tout brisé, tout rasé, tout gagné ; la liberté ou le mort, avoir tout, tout de suite. L'odeur d'un village assailli et conquies, d'un village pris et défilant, de la consommation, le pillage qui se convoite et la plainte de la femme, éternelle victime de son rang, aristocrate peut-être, morte

ce que soit Marx la responsable du Goulag ? Il faudrait donc, en prétexte qu'Hilber se réclamait du darwinisme, condamner Darwin. Ce n'est pas sérieux. Aussi revenons plutôt à Marx. Des pays qui du point de vue du développement économique, du niveau de vie et des libertés, sont encore en deçà du capitalisme, comment pourraient-ils prétendre absolument pas prétendre à l'achèvement la construction du socialisme. Et c'est bien dans un contexte de crise matérielle et morale qu'il faut analyser l'essor des forces centrifuges au sein du mouvement communiste international. Ainsi, pour juger du degré d'autonomie de la démarche de chaque parti par rapport à Moscou, il importe d'évaluer la nature et la profondeur de la mise en question du socialisme soviétique. Toutefois, il ne faut pas confondre « désuétification » et « déstalinisation ».

Pour être violente, la rupture avec Moscou peut en effet fort bien déboucher sur une sorte de national « stalinisme », comme elle l'a fait avec Enver Hoxha, Ceaușescu ou Mao. Car la « désuétification » n'implique que l'indépendance vis-à-vis de Moscou, tandis que la déstalinisation suppose d'autres transformations beaucoup plus fondamentales.

Démocratiser l'appareil

D'abord, la démocratisation du parti par le retour aux normes internes en vigueur au temps de Lénine. Imaginons quelques instants une polémique publique entre Paul Laurent et Georges Ségué : l'un et l'autre désapprouvent Marchais et le disent ; tous deux font officiellement campagne auprès des militants pour recueillir leurs votes au cours du congrès annuel ; enfin, ces mêmes hommes, ayant exprimé leurs divergences, sont finalement réduits à la direction du parti.

L'important n'est pas la libéralisation à la périphérie du système, la permission pour les adhérents de base de discuter sans pouvoir communiquer de cellule en cellule ; c'est le centre moteur, l'appareil du parti, qu'il faut démocratiser. Ce qu'il faut, c'est en finir avec le pouvoir absolu du secrétaire général sur l'ensemble du parti, sur les militants réduits à l'incapacité sous peine de licenciement. Telle est la signification du « Léninisme » au lieu de l'« eurocommunisme » du parti.

Ensuite, le réexamen critique du passé. Il est indispensable d'interroger sur ce qui a rendu

devoir été encheîné aux boyards de l'absurde. J'avoue que la geste révolutionnaire est une histoire d'hommes, écrite par des hommes pour qu'elle soit lue par des hommes, jaunes et crutels de préférence ; crutels de leur haine de n'avoir point trouvé l'amour, ignorant que l'amour exclut la haine et le crutels.

Mais ce fut mon monde, notre monde. Le siècle relenti de cet exploit. Nous en payons maintenant les dividendes amers. Le Goulag et l'arrestation de nos espoirs les plus fous. Il n'em-pêche, 1917 existe et je ne n'ai-mettrai à personne de cracher sur sa tombe. Nous sommes des millions à nous être levés à l'heure d'Octobre. Des peuples entiers y trouvent le courage de lutter. Des femmes et des hommes humbles ne plient plus le genou parce qu'ils savent, de l'antique sagesse de l'espérer, qu'il se fit un jour la prise du Palais d'hiver, de l'hiver de nos craintes, de nos oppressions et de notre misère.

Malgré tout ; malgré l'absence de la terreur et l'obscurcissement de toutes les valeurs ; malgré la brisure de mes plaines et de mes combats, salut Lénine ! Car relenti à jamais les paroles de ce qui nous brûle : le liban. « Ni Dieu, ni César, ni Tribunal. Le monde va changer de base. Nous ne sommes rien, soyons tout. »

(*) Ecrit pour l'école des « nouveaux philosophes », auteur de plusieurs essais, dont l'« Ode à la France » (cf. le Monde du 23 septembre 1977).

nistes qui ont su aussi affronter l'hostilité et les moyens de pression — combien nombreux et efficaces — des Russes, malgré leur faiblesse relative. Après avoir défini le système brejnevien comme relevant du socialisme primitif, Santiago Carrillo a récemment mis en cause l'adhésion de l'U.R.S.S. d'une même couche sociale qui accapare le pouvoir et les privilèges. Trotski, qu'il faudra bien « réhabiliter », n'est pas loin. Appréciation aussi des condamnations et juges « superficiels », voire « simplistes », par Berlinguer, désireux de ménager l'actuelle direction soviétique. Qu'on se souvienne de l'interview révélatrice de juin 1966 où Togliatti posait la question d'une possible « dégénérescence bureaucratique » de la révolution russe. Loin donc de continuer à brandir aussi haut l'étendard de la révolte, le P.C.I. définit lui-même sa position actuelle lorsqu'il se pose bruyamment en internationaliste socialiste et les Soviétiques. Quant à Georges Marchais, même après les prises de position remarquables de Jean Stienstein, il demeure dans le tour. On voit toutefois qu'il a abandonné les positions triumvirales de l'horre, glorifiant sans retenue les miracles du socialisme « au pays des soviets », pour se rapprocher quelque peu de la zone « intermédiaire » où évolue Berlinguer.

Pour que l'eurocommunisme réalise ses objectifs ambitieux, encore faut-il que le parti espagnol ait eu conduit la déstalinisation suffisamment loin, s'engage résolument dans la voie de la déstalinisation. Santiago Carrillo doit accepter de ne pas disposer de plus de pouvoir dans son parti que Lénine lui-même, ou Mitterrand dans son P.S. d'aujourd'hui. L'extension des libertés peut empêcher une nouvelle aventure socialiste de sombrer dans le marasme bureaucratique. Avec, au bout, le mécontentement populaire et son inévitable corollaire, la terreur policière. Sans même parler de garanties plus ou moins illusoires, on ne peut continuer à promettre aux non-communistes la liberté tout en la refusant dans les faits aux communistes, avant même la révolution.

Le parti communiste espagnol comprendra-t-il qu'il lui faut aller jusque-là ? Les partis italiens et français finiront-ils par trouver en eux-mêmes la force de le suivre ? Ou bien faudra-t-il attendre — et combien de temps — un nouveau « printemps de Prague » à Moscou ? L'eurocommunisme a-t-il devant lui une véritable chemin à parcourir ? Il veut réellement répondre à l'espérance des progressistes. Et l'enjeu est de taille puisqu'il conditionne l'avenir de l'Europe occidentale.

(*) Historien, ancien secrétaire de l'Union des étudiants communistes.

LA DISSIDENCE

Chetcharanski pour fêtes commémoratives

de horre

et France les 1 et 2

économique

A TRAVI

Grande-Bretagne

Inde

مكتبة الأصل

Le Monde

étranger

LA DISSIDENCE DANS LES PAYS DE L'EST

M. Chtcharanski pourrait être jugé après les fêtes commémoratives de la Révolution

M. Chtcharanski a été arrêté et sera jugé, a-t-il déclaré à TF1 le rédacteur en chef de "Literaturnyia Gazeta", lors de l'émission "L'Événement" le 27 octobre. Quarante-buit heures plus tard, nous signalons notre correspondant de Moscou, Daniel Vernet, l'agence Tass a renouvelé ses accusations contre le militant pour l'émigration des juifs et la défense des droits de l'homme, arrêté le 15 mars dernier. Dénonçant les "campagnes antisémitiques" menées en Occi-

dent, elle rappelle que M. Chtcharanski aurait encore - sur ordre de ses patrons - fourni à l'Occident des données concernant les entreprises et les institutions soviétiques qui commercent avec les pays capitalistes.

De plus, prétend l'agence Tass, - au cours des trois dernières années, il s'est marié trois fois. La morale du - combattant juif pour les droits civiques - n'est pas reluisante.

Le « Hyde Park du socialisme »

L'écrivain soviétique Victor Nekrassov, qui vit maintenant à Paris en conservant la nationalité de Kiev, qu'il quitta il y a quelques années, nous a adressé les réflexions qu'il a inspirées l'interview à TF1, dans l'émission "L'Événement", de M. Tchakovski, rédacteur en chef de la "Literaturnyia Gazeta", organe de l'Union des écrivains de l'U.R.S.S. (le Monde du 28 octobre).

Je pense que le télespectateur français qui observait le sourire inamovible de M. Tchakovski tout en essayant de comprendre s'il avait ou non répondu à la question qui lui avait été posée devait se demander : mais qui est-ce là ? Quel journal dirige-t-il ? Que lisent deux millions et demi de lecteurs soviétiques ? Je suis l'un de ces lecteurs depuis trente ans déjà et je peux leur expliquer certaines choses. J'affirme en toute responsabilité que Tchakovski ne croit pas un seul mot de ce qu'il a dit. Il sait qu'il ment et il sait que les journalistes qui étaient en face de lui le savent. Cela ne le gêne en rien. Ce n'est pas à eux qu'il répondait, mais à ceux des camarades du comité central du parti qui l'avaient délégué à Paris. (...) Bref, il sait tout et il comprend tout. Il se moque totalement de ce que diront de lui demain les journaux parisiens pour lui ce sont des journaux bourgeois et vénaux. Mais qu'est donc son journal à lui ? Je répondrai par une histoire racontée par Victor Perelman, qui travailla dans ce journal et est à présent le rédacteur en chef d'un périodique russe "L'Époque" et nous, écrit en Israël :

« Un jour, un fonctionnaire soviétique chargé des problèmes du travail et des salaires, rendit une visite à la rédaction de la gazette littéraire. Dans l'ensemble, il rendit hommage au journal, mais critiqua un article dans lequel on avait dit que, dans notre pays, le travail des ingénieurs était mal rémunéré. « Comprenez-moi, les amis, dit le fonctionnaire important, le

gouvernement n'a tout simplement pas d'argent, tout est là. Alors pourquoi créer des brimeurs malsaines et écrire sur quelques choses que nous ne sommes pas en mesure de faire ? » Tchakovski écouta attentivement, puis le remercia cordialement pour ses indications précieuses, mais se permit d'exprimer ses propres considérations sur le fait de savoir s'il fallait ou non écrire à propos du salaire des ingénieurs. « Une fois, dit-il, dans un entretien confidentiel que j'ai eu avec un assistant du camarade Brejnev, celui-ci me dit avec humour : « Votre journal est extraordinaire. C'est nous, vous êtes une sorte de Hyde Park du socialisme. C'est parfaitement exact ! Qui connaît Hyde Park sait que quiconque peut y tenir un discours, mais que le gouvernement n'est absolument pas obligé de satisfaire les revendications formulées. De même, nous nous permettons de discuter du salaire, mais nous ne considérons absolument pas qu'il faille l'augmenter. Effectivement, le gouvernement n'a pas assez d'argent, mais il ne s'agit pas d'argent, le lecteur le sait. Ce qui est important, c'est que le problème, qu'il croit qu'il tente de résoudre. Quant à savoir si le problème sera résolu ou pas, ce n'est plus l'affaire du journal. »

Les autorités continuent de harceler les contestataires

Le K.G.B. use actuellement de chantage à l'égard d'Irina et Victor Bralovski, mathématicienne et physicien, privés de travail depuis leur demande d'émigration pour Israël en 1972. Bralovski est l'un des organisateurs du séminaire des sciences qu'il se tient régulièrement à Moscou. Il y a un an, il a appris qu'il était autorisé à quitter l'U.R.S.S. avec son fils de quinze ans, mais son fils n'a pas sa femme, car celle-ci pourrait détenir des secrets, « compte tenu de ses contacts avec ses collègues ». Leur fils, n'ayant pas été autorisé à quitter le pays, a dû attendre la fin de l'année 1976, après la scolarité obligatoire, sera donc appelé au service militaire d'ici deux ans. Les parents prennent donc la décision d'attendre la fin de l'année 1976, après la scolarité obligatoire, sera donc appelé au service militaire d'ici deux ans. Les parents prennent donc la décision d'attendre la fin de l'année 1976, après la scolarité obligatoire, sera donc appelé au service militaire d'ici deux ans.

« s'il fournit un bon témoignage » sur Anatole Chtcharanski. Deux autres défenseurs des droits de l'homme, le physicien Youri Orlov et l'écrivain Alexandre Guinebourg, arrêtés au début de l'année, ne peuvent voir leur famille. Mme Irina Guinebourg a récemment déclaré que le K.G.B. cherchait à obtenir contre son mari le témoignage d'un jeune garçon de dix-sept ans, enfant d'une alcoolique, que le couple élève depuis cinq ans. L'adolescent refuse jusqu'à présent de le faire.

Quarante dissidents soviétiques, dont l'académicien Sakharov, l'écrivain Grigorenko et l'écrivain Vladimir, ont adressé, dimanche 30 octobre, au Soviet suprême un appel en faveur d'une amnistie des prisonniers politiques, en fait « prisonniers d'opinion », à l'occasion du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre.

M. Mario Soares en France les 1^{er} et 2 novembre

M. Mario Soares, premier ministre et ministre des affaires étrangères, du Portugal, devait séjourner en France les 1^{er} et 2 novembre, a annoncé, le 29 octobre, le ministre des affaires étrangères de Lisbonne, M. Soares, accompagné de M. João Lima, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'émigration.

Durant sa visite à Paris, le chef du gouvernement rencontrera le prince Saoud Al Fayçal, ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite, précise le communiqué officiel. Les relations arabo-portugaises s'étaient ressenties de la décision, prise en mai dernier par le Portugal, d'établir des relations diplomatiques avec Israël.

avec Israël avec échange d'ambassadeurs. L'ancien ministre des affaires étrangères portugais, M. Medeiros Ferreira, qui a récemment démissionné, s'était opposé à cette décision. Pour sa part, M. Lima dissuadera avec les autorités françaises de la question des droits portugais. Les efforts du gouvernement de M. Barre pour réduire le nombre de travailleurs étrangers ont suscité de vives critiques à Lisbonne.

L'ambassade des États-Unis à Moscou proteste contre le traitement infligé à un diplomate américain

De notre correspondant

Moscou. — L'ambassade des États-Unis à Moscou a protesté, le 19 octobre, auprès du ministre soviétique des affaires étrangères contre le traitement infligé à un diplomate américain qui assistait à la conférence de Tbilissi (capitale de la Géorgie) sur l'environnement, organisée par l'UNESCO, et-on apprit samedi 20 octobre. Un citoyen soviétique, se présentant lui-même comme Ivan Ivanovitch, membre du K.G.B., a fait irruption à Tbilissi, dans la chambre d'hôtel de M. Constantin Waverly, chef adjoint de la délégation américaine à la conférence sur l'environnement, il a exigé que le diplomate américain lui fournisse des renseignements sur « des diplomates travaillant dans diverses ambassades des États-Unis », en le menaçant, en cas de refus, de publier une lettre qui aurait été écrite jadis par son père, et de le dénoncer comme un collaborateur des nazis.

Le diplomate américain a déclaré qu'il n'avait rien d'important à dire, mais qu'il était spécialement envoyé à Moscou pour parler avec lui. Devant le refus du diplomate de coopérer avec les services soviétiques, Ivan Ivanovitch l'aurait menacé et aurait fait appel à un second Soviétique qui se tenait en réserve dans l'hôtel. Les deux hommes seraient restés dans la chambre de M. Waverly, malgré les protestations de ce dernier.

« Nous sommes surpris au dialogue pour changer de politique, mais nous ne passerons jamais à l'État de la conservation », a déclaré, par exemple, le porte-parole du P.C. à l'intersyndicale, M. S. Carro, qui a été dévalisé d'environ 22 % en 1977, le serait-il nouveau de 14 %.

« Les prisonniers politiques. — Tel est le thème d'un solide dossier présenté dans un numéro spécial de "Croissance des jeunes nations" (novembre 1977). Ce dossier comprend notamment des témoignages de détenus, une interview de M. de Felice, des études sur les prisons dans le tiers-monde et en Europe, une liste des associations de solidarité. (Croissance des jeunes nations, 183, boulevard Malesherbes, Paris, 7 F.)

La situation économique s'aggrave au Portugal

De notre correspondant

Lisbonne. — Les négociations menées dans la capitale portugaise entre la délégation du Fonds monétaire international et les autorités portugaises, afin d'étudier les conditions d'ouverture d'une deuxième tranche de crédits de 50 millions de dollars pour financer une partie du déficit de la balance des paiements du pays, risquent de s'achever sans succès. Parmi les « suggestions » faites par le F.M.I. figureraient le réajustement de l'équilibre budgétaire, l'encadrement du crédit, le contingentement de l'importation de produits de consommation et une nouvelle dévaluation de l'escudo. Leur adoption par le gouvernement portugais faciliterait la réduction de 750 millions de dollars qui a été promise par un consortium de pays, parmi lesquels figurent les États-Unis et la République fédérale d'Allemagne, de 800 millions de dollars du déficit de la balance des paiements avait déjà été l'objectif prioritaire de la politique économique du gouvernement M. Soares pour l'année 1977. Pourtant, les deux « trains » de mesures d'austérité prises au mois de février n'ont pas donné les résultats escomptés. Les recettes du tourisme et des envois des émigrés ont enregistré, certes, un accroissement spectaculaire.

En revanche, la balance commerciale s'est progressivement détériorée, car l'augmentation des recettes tirées des exportations n'a pas compensé la hausse des importations consécutives à la dévaluation. Deux raisons justifient cet échec : la structure de l'économie nationale, fortement dépendante de l'étranger pour les matières premières et les biens d'équipement ; la crise que connaissent les principaux pays acheteurs de produits traditionnels fabriqués au Portugal, comme les textiles et les vins. Les prévisions établies au début de l'année en matière de balance des paiements ne se sont donc pas réalisées. D'après les dernières données statistiques, son déficit, pour 1977, dépasserait 1 milliard 200 millions de dollars.

Dans ce contexte, le gouvernement portugais se voit contraint d'accepter la plupart des exigences du Fonds monétaire, sous peine de manquer de devises pour payer les importations. Le projet de budget pour 1978, approuvé en conseil des ministres le 15 octobre dernier, résout de façon très sévère les dépenses publiques : les ministères ont été invités à réduire leurs dépenses : de 15 % pour les salaires, 30 % pour les biens d'équipement et 35 % pour les contrats de services avec les entreprises privées.

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

● LE GOUVERNEMENT TRAVAILLISTES vient de perdre un nouveau député samedi 29 octobre. Mme Millie Miller, élue de la circonscription d'Ilford North, dans la banlieue de Londres, a succombé à une longue maladie. Elle avait été élue avec seulement 773 voix de majorité. Il manquait désormais, aux travaillistes qui gouvernent avec l'appui du petit parti libéral, cinq voix pour s'assurer une majorité aux Communes. — (A.P.)

Inde

● DEUX PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et quarante, dont dix policiers, blessées, au

cours de violentes manifestations, qui ont eu lieu, dimanche 30 octobre, à Madras, au sud de l'Inde, pour protester contre la visite de Mme Gandhi. La veille, des manifestants avaient attaqué la voiture de l'ancien premier ministre. — (Reuters)

Italie

● UN HOMME A ÉTÉ TUÉ par explosion d'un engin qu'il manipulait devant une concession d'automobiles ouest-allemandes, samedi soir, 28 octobre, à Turin. — (Reuters)

Philippines

● DES ÉLECTIONS LEGISLATIVES auront lieu avant mai 1978, a annoncé, dimanche 30 octobre, le président Marcos. Elles auront pour objet de choisir les membres élus de la prochaine Assemblée. La précédente avait été dissoute en 1972. — (Reuters)

CONTRE UN RECOURS À LA FORCE

Les soussignés, tout en s'associant aux efforts pacifiques entrepris pour obtenir la libération immédiate de tous les techniciens français retenus par un Front Polisario non reconnu par la France, mettent en garde l'opinion publique contre le recours à la force publiquement envisagé. Ils ne peuvent admettre une telle action de caractère néocolonialiste et militariste. Ils condamnent notamment l'utilisation éventuelle de parachutistes, dont les excès posés sont encore dans les mémoires. Ils considèrent qu'éventuellement les convergences existent entre le Front Polisario et l'Algérie une telle intervention compromettrait dangereusement l'avenir des relations avec cette dernière et démontrerait la persistance d'un soutien unilatéral au pouvoir marocain.

Le 28 octobre 1977,
Jean-Paul Sartre,
Simone de Beauvoir,
Pierre Malherbe,
Daniel Guérin.

Téléphonez les signatures à 331-43-22 où sera indiqué un numéro de C.C.P.

DIPLOMATIE

Les déclarations de M. René Lévesque

(Suite de la première page.)

Ce qu'il nous faudrait trouver dans ce domaine, c'est une volonté politique plus précise de mettre en place les instruments d'investissement. Nous ne sommes pas, dans le domaine économique, des mendiants : le niveau de vie au Québec est quand même comparable à l'importe quel niveau de vie européen. On pense nous assés au prolongement de nos activités. Pour des Français, la porte d'entrée en Amérique, ce peut être le Québec. De la même façon pour nous, sans compter l'importance du marché français, la France est la porte d'entrée de la Communauté européenne.

● La date de votre référendum sur l'indépendance ?

— Le référendum n'aura pas lieu avant la fin de 1978 et viendra sûrement avant les prochaines élections. Il nous fallait d'abord une législation pour pouvoir l'organiser. Nous avons choisi la loi-cadre plutôt qu'une loi spéciale. Nous avons publié un Livre blanc sur ce projet de loi. Le vote de la loi devrait intervenir avant la fin de l'année ou au début de la prochaine session. Nous ne sommes que dans une première étape, et pour la première fois à l'Assemblée nationale une discussion fondamentale qui avait jusqu'ici été écartée. Ce débat est ouvert depuis la fin de l'année.

● Vous dites « seulement un an », mais beaucoup de

personnes semblent dire « déjà un an ». On se plaint dans certains milieux de l'incertitude actuelle.

— Mais c'est idiot ! Cette incertitude est toujours liée à la propagande économique. C'est un problème important, mais c'est de la propagande.

● On entend dire : « Il n'y a plus d'investissements. Le jour où nous saurons où nous allons, les investissements reviendront peut-être ? »

— N'est-ce pas ! Curieusement, partout où des investissements semblaient indiqués, y compris de très gros investissements, ils ont été, depuis un an, réalisés. Alors, la grande campagne d'alarmisme, à l'investissements, n'est que de la propagande. Les entreprises, la même chose pour General Motors, la même chose pour deux ou trois sociétés étrangères qui sont liées à des sociétés publiques du Québec dans le domaine minier, et de même dans le secteur des pâtes à papier. Dans chaque cas, il s'agit de centaines de millions de dollars. Ce n'est pas pour nos beaux yeux que l'on s'intéresse à un marché de deux millions et demi d'habitants comme Montréal, un des plus rentables du monde. Quant aux ressources de base, mines et forêts, pour autant que les marchés de transformation soient actifs dans le monde, ce n'est pas cette incertitude-là qui va les arrêter.

L'affaire des aiguilles du ciel

● La souveraineté pour le Québec impliquerait un certain nombre de difficultés économiques. Votre gouvernement ne dit jamais à ses administrés qu'ils leur faudra faire un certain nombre de sacrifices pour cette souveraineté. Pourquoi ?

— Mais je n'y crois pas ! Je n'y crois honnêtement pas. Plus tôt que de rester dans les généralités, prenons un cas, une situation antérieure aux élections de novembre dernier. L'affaire des « aiguilles du ciel », que nous appelons les « gens de l'air ». Je vais définir ce problème concrètement et vous pourrez multiplier ces exemples presque à l'infini. Et vous trouverez qu'il y a dans l'autonomie complète du Québec plus d'avantages immédiats perceptibles que de désavantages hypothétiques. Cette affaire consistait en ce que un certain nombre d'aiguilles du ciel, de pilotes professionnels mais aussi de pilotes privés francophones qui contestaient l'usage exclusif de l'anglais dans le ciel du Québec et dans les communications air-sol au-dessus de la province. Personne ne contestait la règle internationale qui veut que lorsqu'il s'agit de liaisons internationales ou lorsqu'une deuxième langue est nécessaire, l'anglais soit utilisé.

Mais, en examinant le dossier, nous avons découvert une certaine réalité économique, au-delà du problème de principe. Les aéroports, les tours de contrôle dépendent du gouvernement fédéral et de son ministère des trans-

qui m'a paru dangereusement improvisé, il a d'ailleurs été obligé d'en atténuer la portée par la suite. Si j'étais cynique, je dirais que cela va nous aider parce que le seul souvenir de référendum panquébécois que nous ayons remonte aux référendums sur la conscription au cours des deux guerres mondiales. Chaque fois le Québec a été massivement d'une opinion exactement contraire à l'opinion, également massive, du reste du Canada.

● Y a-t-il là une source possible d'affrontement ?

— Vous savez, M. Trudeau est un homme qui, à mon avis, a été pensé fondamentalement il y a déjà vingt-cinq ans, dans un monde où il y avait un homme très, qui a beaucoup de peine à évoluer. Il a beau essayer d'adopter à l'occasion une attitude de souplesse, il est fondamentalement rigide.

● Croyez-vous à la possibilité d'une « troisième voie », entre votre position et la position actuelle du gouvernement fédéral ?

— Je n'ai pas très confiance dans le gouvernement fédéral, ni dans tout ce qui gravite autour, pour chercher des troisièmes voies. Ce n'est pas ce que je veux dire qu'on n'y arrivera pas car, pour la première fois, grâce à nous, il y a un débat fondamental au Canada anglais qui n'était pas venu jusqu'ici. M. Trudeau lui-même pour se développer. Si des idées valables pour l'avenir émergent, nous avons toujours dit que nous étions prêts à les écouter, étant entendu que sur notre option fondamentale, sur laquelle nous travaillons depuis dix ans, nous ne céderons pas.

● Pourquoi feriez-vous plusieurs référendums et le premier ne marcherait pas ?

— Notre volonté, qui est l'émancipation d'une colonie intérieure, un nationalisme d'affirmation de soi-même, sera très difficile à déraciner. Je crois même que c'est indéradicable. Nous pensons qu'il serait beaucoup plus sain de pouvoir gagner le premier référendum, et nous travaillons à cela. On peut prévoir, dans le cas d'un échec au référendum, que l'on se retrouverait à la même position. Mais le Québec continuera d'évoluer, les nouvelles générations succédant aux anciennes. On sait très bien que, très intensément, c'est dans les générations montantes que se recrée la force de cette idée de changement. Aussi, s'il devenait évident au bout de quelques années que l'État fédéral ne pouvait pas gérer la population, je crois que seuls des gens obtus n'accepteraient pas de le faire. Mais, durant le présent mandat, il n'y aura qu'un référendum, puis des élections. Ensuite l'avenir prendra soin de lui-même.

Propos recueillis par ALAIN-MARIE CARRON.

Le président du Gabon et le général Videla se sont engagés à organiser une coopération étroite entre leurs deux pays, au terme d'une visite qui vient de faire à Buenos-Aires M. Omar Bongo. Celui-ci a indiqué que son pays souhaite acheter à l'Argentine de la viande et des produits agricoles, et faire appel à la technologie de ce pays sud-américain. En contrepartie, le Gabon peut offrir à l'Argentine du pétrole, du manioc et de l'uranium. — (A.F.P., Reuters.)

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Nouvelle vague d'arrestations d'« agitateurs »

La police sud-africaine a procédé, vendredi 28 octobre, à une nouvelle vague d'arrestations visant des « agitateurs » responsables, selon les autorités, de troubles sporadiques à l'intérieur des cités africaines, à annoncer, samedi, le major-général David Eriel, haut commissaire adjoint, chargé de la répression des émeutes. Celui-ci n'a, toutefois, donné aucune précision sur l'ampleur de ces opérations.

D'autre part, selon des sources diplomatiques à Pretoria, citées par l'A.F.P., le gouvernement sud-africain ne prendra pas avant six à huit mois sa décision sur la mise en chantier d'une usine d'enrichissement de l'uranium.

A Washington, M. Brzezinski, conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité nationale, a fait valoir, dimanche, que l'embargo sur les ventes d'armes à Pretoria n'est que « le début de la réaction » des États-Unis. Il a noté, cependant, qu'il fallait « laisser le temps aux Sud-Africains d'effectuer des aménagements nécessaires tout en les poussant à faire ces changements le plus rapidement possible ». Il a enfin exprimé ses craintes devant une éventuelle intervention soviétique ou cubaine en Afrique du Sud. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

« Ce n'est pas l'affaire des Neuf »

De notre correspondant

Johannesburg. — Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Fik Botha, en réponse à la demande des neuf protestations et arrestations décidées à Pretoria (le Monde du 30-31 octobre), a accusé, samedi 29 octobre, les pays du Marché commun « de stimuler dans les affaires intérieures d'un État, de créer un climat de méfiance et d'encourager les militants radicaux à commettre des actes de violence ».

Le gouvernement a pris connaissance avec surprise du contenu de la déclaration des gouvernements des Neuf, car certains de leurs déclarations constituent une flagrante ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain. Il n'a dans la lettre de M. Fik Botha, remise à l'ambassadeur de Belgique à Pretoria, M. A. Doms, qui avait demandé au C.E.E. M. Doms a quitté l'Afrique du Sud depuis lors, rappelé en consultation par son gouvernement.

C'est le devoir et la responsabilité du gouvernement sud-

afrique de déterminer ce qui constitue une menace à la paix intérieure. Ce n'est pas l'affaire des Neuf, car ce ne sont pas eux qui subissent les conséquences. Le gouvernement sud-africain soutient les droits de l'homme. C'est précisément pour cette raison que le devoir du gouvernement est de vérifier que la population, sous sa juridiction n'est pas intimidée et que ses droits fondamentaux ne sont pas entravés par des méthodes et actions subversives.

A la requête des neuf gouvernements demandant que soit ouvert un dialogue avec les dirigeants noirs, le ministre sud-africain, faisant allusion aux chefs bantoustans (réunis par le mouvement « la Conscience noire ») dont « le gouvernement maintient un dialogue permanent (avec eux) sur des points politiques importants, incluant l'exercice des droits politiques pour les Noirs d'Afrique du Sud ».

Le gouvernement sud-africain exprime son inquiétude face au refus des Neuf de reconnaître les « éléments positifs » de la politique sud-africaine. Au lieu d'encourager les Noirs, Blancs, Métis et Asiatiques à parvenir à un accord entre eux, dans un esprit de compréhension et de tolérance, l'immixtion des Neuf dans nos affaires intérieures a l'effet de créer la méfiance et d'encourager les militants à utiliser la violence pour atteindre leurs objectifs.

Apparemment l'embargo imposé sur les ventes d'armes proposé à l'ONU et soutenu par les pays occidentaux n'impressionne pas outre mesure le ministre sud-africain de la défense, M. Fik Botha. Après avoir souligné que les États-Unis et la Grande-Bretagne, ainsi que la France depuis 1975, appliquaient déjà un tel embargo, celui-ci s'est exalté samedi soir : « Qui donc essaie-t-on de bluffer ? ». Ce que nous ne pouvons fabriquer en Afrique du Sud, nous continuerons à l'obtenir du monde extérieur !

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Namibie

CINQ SOLDATS SUD-AFRICAINS ET SOIXANTE ET UN MAQUILLÉS SONT TUÉS AU COURS D'UNE BATAILLE DE TROIS JOURS.

Cinq soldats sud-africains et soixante et un maquillés de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ont été tués dans des combats qui se sont déroulés près de la frontière entre la Namibie et l'Angola, du 22 au 24 octobre, a annoncé dimanche 30 octobre, le quartier général de la défense sud-africaine. Cette bataille, d'une ampleur sans précédent depuis la fin de l'intervention sud-africaine en Angola, en février 1976, a fait également de nombreux blessés dont le chiffre n'a pas été précisé.

Selon le communiqué de Pretoria, l'engagement a commencé le 22 octobre après qu'un commandement de quatre-vingt soldats de la SWAPO, basés dans le Sud-ouest, se fut introduit en territoire namibien et se fut heurté à une patrouille des forces de sécurité sud-africaines au sud de la frontière. L'attaque a été, affirme-t-on, « réprimée calmement ».

Le gouvernement sud-africain s'apprête à « protester officiellement » contre la violation des frontières de la Namibie, On ignore après de quelles autorités cette protestation sera élevée. En effet, Pretoria et Lusaka n'entretenaient aucune relation.

D'autre part, le gouvernement sud-africain a annoncé, dimanche 29 octobre, la fermeture de la frontière avec la Namibie, lundi 30 octobre, son consulat à Windhoek, mettant un terme à la dernière présence diplomatique étrangère dans ce territoire. Bonn a pris sa décision afin de « sauvegarder les intérêts à long terme » des vingt-cinq mille personnes de langue allemande (dont 5 000 possèdent un passeport ouest-allemand) qui demeurent dans sa ancienne colonie. — (A.F.P.)

Angola

M. NETO DÉNONCE LES RÉACTIONNAIRES QUI DÉNIGRENT LES ALLIÉS SOVIÉTIQUES ET CUBAINS

Le président Agostinho Neto a accusé, samedi 29 octobre, certains « réactionnaires » de tenter de dresser la population contre les coopérateurs soviétiques et cubains servant en Angola. Dans un discours prononcé à Luanda, dans le Nord-Est du pays, le chef de l'État a précisé que ces « réactionnaires » essaient de faire en sorte que notre peuple adopte une attitude hostile à l'égard de ces amis et alliés et tentent d'obtenir la démission et la démission de ces coopérateurs étrangers. Rappelant que l'aide des pays socialistes n'est pas simplement militaire mais aussi technique, M. Neto a ajouté : « Les coopérateurs étrangers doivent être accueillis avec une grande chaleur et accomplir la gigantesque mission de reconstruction nationale. Nous ne devons pas être contre les étrangers, contre ceux qui contribuent, par leur travail, à la mise en valeur de notre pays ».

D'autre part, M. Neto a invité ses concitoyens à aider les autorités angolaises qui s'efforcent de chasser les réfugiés noirs des régions diamantifères de la province de Lunda, limitrophe du Shaba (ancien Katanga). « Il est dangereux », a-t-il dit, d'avoir des réfugiés de proximité de diamants. « A cet égard, la radio angolaise a précisé que 60 % du matériel de la compagnie Diamang, nationalisée le 1^{er} septembre, a été mis hors d'usage du fait de l'incompétence du personnel ou d'actes délibérés de sabotage. » (Reuters.)

LE SORT DES OTAGES DU POLISARIO

Paris presse Alger d'obtenir la libération des détenus

De notre correspondant

Alger. — Paris s'est efforcé de son tour de décrire ses rapports avec Alger, tout en cherchant à trouver une solution à l'affaire des otages détenus par le Front Polisario. L'ambassadeur de France, M. Guy de Comméas, a été reçu pendant plus d'une heure par le président Boumedienne, à qui il a remis un message de M. Giscard d'Estaing. Ce message demandait à l'Algérie d'apporter son concours à un heureux dénouement de l'affaire.

La France ferait observer que, jusqu'à présent, aucun membre de la Croix-Rouge internationale n'a pu entrer en contact à ce sujet avec les autorités compétentes. L'ambassadeur aurait également tenté de dissiper les appréhensions de l'Algérie au sujet d'une intervention militaire française en Mauritanie, étant entendu que l'envoi éventuel d'une force chargée d'assurer la protection des civils français travaillant dans ce pays ne pouvait être entièrement écarté. Il aurait également demandé au chef de l'État de faire la distinction entre l'attitude du gouvernement et celle des organes de presse.

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Missoffe, a convoqué les ambassadeurs des États-Unis, de l'U.R.S.S., de la Grande-Bretagne et de la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité, pour attirer leur attention sur les risques d'une telle intervention, « susceptible de mettre en danger la sécurité internationale », a annoncé l'agence de presse algérienne A.F.S. Nous croyons savoir que l'Algérie a également indiqué qu'elle s'intéressait au sort des Français disparus.

Le Front Polisario continue, quant à lui, à les ignorer. Dans une déclaration publiée dimanche, le bureau exécutif du mouvement déclare que « l'engagement et l'alignement de la France sur les positions marocaines et algériennes sont maintenant officiellement dévolus », et que

PAUL BALTA.

● L'Association des amis de la République arabe sahraoui démocratique proteste, lundi 30 octobre, dans un communiqué, contre les mesures d'expulsion annoncées samedi 29 octobre par le ministère de l'Intérieur contre « huit militants du Front Polisario ». « A ce jour, après recherches soignées, nous n'avons pas pu identifier les personnes qui ont été expulsées de l'Algérie », affirme le communiqué.

Centrafrique

BANGUI ANNONCE LA LIBÉRATION DES TROIS ÉTUDIANTS QUI « AVAIENT OFFENSÉ L'EMPEREUR ».

Trois étudiants centrafricains condamnés en août dernier, à dix ans de prison, par le tribunal militaire de Bangui pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'État et offense à l'empereur Sokouba I^{er} », ont été remis en liberté, vendredi après-midi, a annoncé, samedi 29 octobre, le Voix de l'empire centrafricain, citant M. Victor Dela-Réty, ministre et directeur de la presse impériale.

Celui-ci a indiqué que leur libération avait été décidée par l'empereur « afin de couper court à certaines fausses nouvelles répandues... » Les ennemis de l'empire, selon lesquelles les trois jeunes gens étaient morts en prison, ou la suite de mauvais traitements. A ce propos, le ministre a mis en cause la Ligue française des droits de l'homme. [Selon toute vraisemblance, les trois étudiants auxquels se réfère la radio centrafricaine sont MM. Ange Blagat, ancien responsable de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (F.E.A.N.F.), Doungouma Foké et Romain Sopo, auxquels il était reproché d'avoir utilisé l'appellation « République Centrafricaine ». La Ligue des droits de l'homme s'était récemment inquiétée de leur sort. M. Mezardem, député socialiste du Calvados, avait, pour sa part, attiré l'attention sur les mauvais traitements subis par les détenus. (Le Monde du 7 octobre.)]

afrique asie

LA PLUS FORT TIRAGE, LA PLUS GRANDE DIFFUSION ET AUDIENCE DES PÉRIODIQUES DU TIERS MONDE

Cette semaine, dans tous les kiosques :

LA MISSION DU « CHE » EN AFRIQUE

Un dossier sur le 10^e anniversaire de la mort de « Che » Guevara

SÉNÉGAL : L'offensive de l'opposition.

GUINÉE : Non aux colonomies !

MAROC : L'istiaql pour gérer la crise.

ALGÉRIE : La grande rumeur de la bourgeoisie.

ZAIRE : Mbumba : que Mobutu démissionne !

YEMEN DU NORD : Le complot saoudien.

Océan indien : La voie stratégique.

ainsi que de nombreux autres articles sur la Tunisie, Bahrein, le Mozambique, le Bénin, la Libye, les Philippines, le Liban, l'Égypte, l'immigration, le Brésil, le sport, le cinéma, la médecine, les livres, etc.

ACHETEZ, ABONNEZ-VOUS A :

« AFRIQUE-ASIE »

9, rue d'Aboville, Paris-2^e

Le Monde

Service des Abonnements

4, rue des Italiens

75001 PARIS - CEDEX 05

C.C.P. 687-22

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

106 F 155 F 231 F 370 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

155 F 210 F 325 F 520 F

ÉTRANGERS

(par mandat)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

155 F 210 F 325 F 520 F

2. LE TONKIN

112 F 167 F 272 F 420 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (transferts) ven-

dient bien joindre ce chèque à

leur demande.

Le changement d'adresse an-

nucléaire ou postale (deux

semaines au plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

« Veuillez avoir l'obligeance de

relayer tous les vœux auprès de

capitales d'imprimerie.

مكتبة من الأصل

CHIRAC

OU LA FRINGALE DU POUVOIR.

Aujourd'hui un extrait dans Le Monde:

TROIS AFFICHES POUR GISCARD, UNE POUR CHABAN.

Aux présidentielles de 1974, Charbonnel crée à Brive le premier comité de soutien en faveur de Chaban-Delmas tandis que Chirac entame le processus qui le conduira à l'hôtel Matignon, Premier ministre de Giscard d'Estaing. A Paris, ces choses-là se partagent avec des prises de position, des communiqués et des conférences de presse. Mais sur le terrain ? Le temps de la campagne, à Ussel, Chirac donne aux colliers d'affiches la consigne : trois affiches pour Giscard et une pour Chaban. Charbonnel est plus sectaire. Il s'engage à fond pour le maire de Bordeaux. Mais, à la fédération départementale de l'U.D.R., la lutte est sans merci : les adhérents de la circonscription d'Ussel, qui n'étaient que douze en 1970 et vingt-huit au 14 décembre 1974, passent en quinze jours à 624. Ils font donc la loi et écartent Charbonnel.

Ces précisions sont établies par le procès que Charbonnel intente à Chirac, devant la 1^{re} chambre du tribunal de la Seine, à la suite de ces manœuvres. Les éléments d'un dossier judiciaire ne sont pas des racontars.

Le procès est ouvert le 25 juin 1975. Charbonnel saisit le tribunal des "violations graves, répétées, délibérées des statuts" de l'U.D.R., en particulier par le fait que Chirac a obtenu son élection de secrétaire général, le 14 décembre 1974, "par fraude".

Demain

MON PETIT JACQUES



400 pages bien serrées de révélations.

ÉDITIONS ALAIN MOREAU

Le Monde

politique

LE CONGRÈS DES ÉLUS SOCIALISTES A VILLEURBANNE

Les communistes envisagent-ils une solution d'union nationale

M. François Mitterrand a envisagé, dimanche 30 octobre à Villeurbanne, devant les élus socialistes, l'hypothèse selon laquelle le P.C.F. troquerait l'union de la gauche contre une stratégie de « compromis historique » à la française, c'est-à-dire d'union nationale. M. François Loncle, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche, avait déjà évoqué cette perspective le 7 octobre au milieu de France-Inter.

En Italie, les communistes, ayant largement investi la société civile, se voient contraints de gérer — bon gré, mal gré — la crise économique. En Espagne, le P.C.E., placé en situation minoritaire par les électeurs, a besoin d'éviter sa marginalisation et doit s'attacher à conforter une vie démocratique encore fragile.

Qu'est-ce que, en France, pourrait pousser le P.C.F. à une politique d'union nationale ? Son désir d'échapper au tête-à-tête avec un P.S. aujourd'hui plus puissant que lui ? Certes. Pourtant, à l'inverse, on voit mal pourquoi les communistes envisageraient une participation à la gestion plus « compromettante » que celle qu'ils ont refusée lors des négociations sur l'actualisation du programme commun. D'autant qu'au sein de la majorité bien plus nombreux sont ceux qui, comme M. Michel Debré, prônent l'union nationale.

Le P.C.F. face à une crise économique dont il sait qu'elle rend plus aléatoire

le succès d'une éventuelle expérience de gouvernement de la gauche, avait demandé au P.S. pour prix de sa participation au gouvernement, des garanties politiques (une composition de l'équipe ministérielle proportionnelle à l'influence politique des partis) et institutionnelles (l'extension des nationalisations et l'élection des P.D.G. des entreprises nationalisées). Il ne les a pas obtenues et a choisi de rompre sur le terrain des nationalisations, après avoir, un temps, envisagé de choisir celui de l'impôt sur le capital. C'est d'ailleurs ce qui explique l'incident intervenu sur ce sujet à l'Assemblée nationale entre députés communistes et socialistes le 18 octobre.

On voit mal ce qui pourrait faire croire au P.C.F. qu'il obtiendrait plus de garanties dans le cadre d'un hypothétique « compromis historique ». M. Mitterrand y croit-il d'ailleurs vraiment et n'a-t-il pas surtout cherché à semer le trouble chez les militants communistes en leur montrant que leur parti s'apprête, peut-être indirectement, à faire élire des députés de la majorité ? Il y aurait là effectivement une forme de « compromis historique ».

Plus convaincante tontefois est l'analyse que M. Jean Poperen, membre du secrétariat du P.S. et ses amis des clubs, études, recherches et informations socia-

listes (ERIS) développent dans leur « Synthèse flash ». Selon eux, la stratégie d'union de la gauche ne se fait pas pour le P.C.F. qu'un élément de démarche. Toujours fidèles à la notion de « rôle dirigeant du parti », les communistes ne révisent pas à une stratégie d'union du peuple de France, c'est-à-dire à une alliance, autour d'eux, de partis socialistes de gauche (P.S.U., P.C.E.R.S., par exemple), d'une formation social-démocrate classique, d'un mouvement radical et de gaullistes d'opposition ?

Dans cette perspective, on comprendrait que le P.C.F. cherche à briser le P.S. Mais l'exercice même de ses critiques, pour l'instant, produit l'effet inverse. Ce n'aurait peut-être pas été le cas si les communistes en étaient restés au débat sur l'actualisation du programme commun. A ce niveau, en effet, la position aurait été vive dans, et hors, le P.S. pour demander à M. Mitterrand l'abandon encore du lest. Ce n'est pas sa surprise, par exemple, que l'on sente M. André Bouloche, député socialiste, expliquer dans « l'Alsace » du 30 octobre que « la nationalisation de Peugeot est inéluctable », mais qu'il n'est pas obligé qu'elle se fasse immédiatement. « La question peut être réglée au cours d'un second programme commun », ajoute-t-il.

THIERRY PFISTER.

M. Mitterrand : ou il y aura union de la gauche ou il y aura maintien de la droite au pouvoir

De notre correspondant régional

Lyon. — C'est sur un appel à une mobilisation générale des élus socialistes — maires, conseillers municipaux ou généraux — pour qu'ils s'engagent, chacun à son niveau, dans le combat politique des prochains mois, que s'est achevé le congrès de la fédération nationale des élus socialistes et républicains (F.N.E.S.R.), réuni samedi 29 et dimanche 30 octobre, à Villeurbanne.

M. Pierre Mauroy, maire de Lille, vice-président de la F.N.E.S.R., avait esquissé, dimanche, le rôle nouveau que doit jouer la fédération, « outil indispensable pour exprimer et particulièrement les revendications des élus ». M. François Mitterrand, dans le discours de clôture d'une heure et demie qu'il a prononcé dimanche matin, a exprimé avec force la nécessité d'un engagement total des élus, « premiers militants » du parti, dans la bataille à venir.

C'est ce thème que reprend, en conclusion, la résolution adoptée par les congressistes après que M. Hubert Dubedout, député de la Seine, et nouveau président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (1), en ait donné lecture : « Dans ce combat politique, les élus locaux et départementaux socialistes et républicains ne sont

pas neutres. Ils doivent développer leur participation et leur soutien aux luttes engagées par les travailleurs, par les citoyens, pour défendre leur emploi et améliorer leurs conditions de travail, de logement, d'accès à l'éducation, de sécurité, de développement individuel et collectif. »

En faisant des communes conquises en mars dernier par

la gauche, et par les socialistes en particulier, des bases d'assant pour les législatives, et de ses élus des fantassins, le parti socialiste veut profiter des expériences qui ont été tentées — et dont plusieurs ont été évoquées au cours du congrès — pour montrer concrètement ce qui, au niveau des collectivités locales — et dans les limites du système actuel — peut déjà être entrepris pour « changer la vie ». C'est à l'évidence dans cet esprit que M. Mitterrand a fait inclure, dans la résolution finale, un alinéa qui invite les élus, dans les assemblées où ils détiennent le pouvoir, à « prendre toute décision et tout arrêté destinés à mettre en œuvre une véritable politique de protection de l'environnement ».

« La vieille tradition républicaine »

Le premier secrétaire du P.S. a voulu montrer que les socialistes n'avaient pas dévié, qu'ils restaient fidèles à leurs engagements de 1972 et qu'ils combattaient pour la gauche jusqu'au bout, et y compris aux élections. « Au deuxième tour, nous remettrons les suffrages socialistes à la disposition de la gauche pour qu'elle assure sa victoire », a-t-il déclaré. La veille, M. Pierre Mauroy avait été plus précis encore : « Je mets au défi le P.C. de refuser l'accord de désistement. Malheur à ceux qui manqueraient à la vieille tradition républicaine. (...) Nous, nous n'avons pas à réfléchir. Quel que soit le candidat P.C. ou P.S., nous sommes prêts à voter le désistement des socialistes. » Pour M. François Mitterrand, le P.S. continue de faire sien le

programme commun de gouvernement signé en 1972. « Ce contrat est le nôtre, il demeure dans la totalité de ses dispositions », a-t-il noté.

Y a-t-il virage à droite ? « A force de se prolonger, ce virage finirait par nous remettre à notre place », a ironisé M. Mitterrand, qui a confirmé que « le P.S. voterait en toute circonstance d'être directement ou indirectement l'allié de la droite ». Il a ajouté : « On nous accuse de ne pas avoir de politique de changement. Mais ni la gauche ni la droite n'en ont. (...) Il ne peut y avoir que des tactiques de réaction. Par exemple : le compromis historique, ça n'est pas l'union de la gauche, c'est l'union avec la droite ! Je suis convaincu que le P.C. est sincère. Ou bien il y aura union de la gauche, ce que nous voulons, ou bien il y aura maintien de la droite conservatrice au pouvoir. On ne peut pas, en refusant l'union de gauche et le compromis historique avec la droite, se contenter de détruire les expériences de la gauche pour laisser, après plus de vingt ans, la droite continuer à exploiter les travailleurs, les producteurs, la majorité du peuple français. »

Pour M. Mitterrand, qui estime que les socialistes ne sont « pas du tout pessimistes », il ne peut y avoir de victoire de la gauche sans succès socialiste. « Le succès socialiste servira au succès de la gauche tout entière », a-t-il déclaré. Et c'est parce qu'il y a un grand parti socialiste que la gauche peut gouverner. Et c'est seulement si l'on peut vraiment changer la société. Tout le reste n'est qu'aventure, démagogie ou refus en profondeur que la société change. »

BERNARD ELIE.

M. Poperen (P.S.) : le P.C.F. n'a pas une stratégie unitaire

Synthèse flash, bulletin des clubs, études, recherches et informations socialistes (ERIS), animés par M. Jean Poperen, député, membre du secrétariat du parti socialiste, note dans son numéro du 28 octobre : « Le P.C.F. éprouve un vif besoin de s'expliquer, avec ses militants, et l'on peut penser que ce sera l'interrogatoire sur les résultats de son offensive au stade actuel. S'adresser à ses militants, telle semble être, en effet, la principale raison de la grande opération soutenue par les médias du pouvoir que vient de lancer la direction du P.C.F. Même si les données officielles sont, pour le moment, insuffisamment précises, et d'ailleurs contradictoires, deux constata-

tions semblent dès maintenant raisonnables : d'une part, il ne paraît pas établi que le P.C.F. ait gagné du terrain dans l'opinion ; d'autre part, loin de casser le P.S., la direction communiste l'a fortement soudé. (...) »

« A coup sûr, les communistes ont changé : rien n'est immuable en ce monde. Mais la vérité que la crise actuelle, c'est que le P.C.F. n'a renoncé ni à la notion de « rôle dirigeant du parti », ni à la vision bipolaire du monde. Or ces deux données sont essentielles, plus, ce sont elles qui fondent la stratégie même du P.C.F., une stratégie qui n'est donc pas la stratégie unitaire, mais qui intègre la démarche unitaire comme une composante. L'histoire du P.C.F. est une constante oscillation entre les moments où cette composante est valorisée, et ceux où elle est rejetée au second plan : nous sommes à l'un de ces moments-là. »

M. COLPIN : le P.C. ne servira pas de marchepied au P.S.

M. Jean Colpin, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré dimanche 30 octobre, à Marseille : « Pour les dirigeants socialistes, même s'ils se déclarent, même s'ils proclament sur tous les tons leur attachement à l'union, une seule chose semble désormais les préoccuper : ramasser des voix à droite et à gauche et réclamer la voix des communistes au deuxième tour. Mais nous, les communistes, nous ne l'entendons pas de cette oreille. Nous n'avons pas l'intention de servir de marchepied au parti socialiste pour qu'il aille au gouvernement seul ou avec d'autres et y pratique une politique de gestion de la crise à l'instar des gouvernements socialistes de nombreux pays d'Europe où les travailleurs connaissent le chômage et l'austérité tandis que les trusts ont la vie belle. » — (Corresp. part.)

« M. Didier Mouchaux, membre du bureau exécutif et animateur de la minorité du P.S., a déclaré, dimanche 30 octobre : « Les déclarations de certains dirigeants du M.R.G. posent le problème de l'existence même de l'Union de la gauche socialiste et démocratique (U.G.S.D.) en vertu de laquelle sont conclus les accords électoraux de premier tour entre P.S. et M.R.G. » Il a ajouté : « Certaines personnalités radicales de gauche donnent l'impression de ne se préoccuper que du report des voix au second tour des élections législatives. (...) Comment le P.S. pourrait-il maintenir une alliance électorale au premier tour de scrutin avec une formation qui remettrait en cause des engagements pris en commun ? »

Sous le signe de la décentralisation

De notre correspondant régional

« Il n'est pas de réforme de la Sécurité sociale ou de l'aménagement du territoire, il n'est pas de solution au problème du logement ou des transports, sans une audacieuse décentralisation », a déclaré M. François Mitterrand dans le discours qu'il a prononcé, dimanche 30 octobre, devant le congrès des élus socialistes. Le premier secrétaire du P.S. estime que la « malimise sur le pays » par les élites de l'ENA et les grands corps de l'Etat ne peut être détruite que par la décentralisation. « Il faut casser la mécanique », a-t-il dit.

Un grand débat s'est engagé à l'intérieur du parti socialiste sur ce thème de la réforme des structures de la France, opposant d'une part les partisans de la thèse de M. Edgar Pisani — dont une analyse par M. Pierre Gaudet, spécialiste des problèmes d'urbanisation, directeur de la Fondation des villes, a été publiée dans le Monde des 29 et 30-31 octobre — et d'autre part des hommes comme M. François Mitterrand, Pierre Mauroy et de nombreux militants socialistes. Pour le premier secrétaire du P.S., il faut que « la vie des collectivités soit

dominée par le pouvoir des citoyens ». Cela signifie l'élection au suffrage universel d'un exécutif au niveau de la région et du département, et des communes pleinement responsables. « C'est la fin des préfets et des sous-préfets ou tout au moins un profond changement du contenu de leurs fonctions », a déclaré M. Mitterrand.

Les communes sont considérées par la majorité des élus socialistes — et la résolution finale de la fédération en prend acte — comme des « communautés irremplaçables ». « Ce sont des foyers de démocratie, personne ne songe à leur disparition », a indiqué M. Pierre Mauroy. « Mais dans le même temps, a-t-il dit, elles doivent envisager une mise en coopération des moyens techniques indispensables. Pour M. Mitterrand, la solution passe par l'association ou la syndicalisation qui permet de respecter au maximum les différences. « Le respect de chaque fraction de territoire ou de chaque groupe humain peut même conduire à institutionnaliser le suffrage direct à des niveaux plus proches de la base », a-t-il noté, en citant l'exemple des quartiers, dans les villes. — B. E.

LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjonctionnistes européens avec la collaboration de Cegos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme: a) croissance la plus forte possible; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités); c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, équilibre des échanges commerciaux, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Les économies se redressent, mais le moral est atteint

APRÈS les signes de fléchissement des productions observés au cours du mois dernier un peu partout, même aux États-Unis, et les craintes qu'ils ont suscitées, est-ce à nouveau le remède et le retour de l'espoir?

On ne peut l'affirmer pour le moment, même si des améliorations sont perceptibles simultanément dans plusieurs pays.

C'est surtout le cas aux États-Unis où les indicateurs qui préfigurent l'évolution de l'activité dans les mois à venir se sont finalement mieux comportés qu'on ne l'avait cru. Après la correction en hausse apportée au chiffre de juillet, ils n'ont plus baissé trois mois de suite, mais seulement deux mois en mai et juin, et de 0,2 % seulement. En revanche, en juillet, ils ont progressé de 0,2 % et en août de 0,8 %.

D'autres données confirment ce redressement, en particulier les commandes à l'industrie, qui, en août, ont fait un bond de 2,3 % (après, il est vrai, une chute de 3,8 % en juillet).

En France aussi on observe à nouveau quelques signes favorables, avec une certaine reprise de la consommation des particuliers, comme en témoigne, par exemple, la progression plus vive des chiffres d'affaires des grandes surfaces

depuis juillet. En Allemagne, comme l'illustre notre courbe, la production industrielle repart très légèrement vers le haut, amélioration qui semble confirmée par une augmentation des ventes au détail en août.

En Grande-Bretagne, le recul semble cesser sous l'effet, là aussi, d'une certaine reprise récente des ventes et de la consommation des ménages. Seule l'Italie, qui, jusqu'ici, a connu une croissance assez vive, voit sa production industrielle en juillet et en août en retrait par rapport à celle de l'année précédente.

A part cette exception, on constate plutôt de légères améliorations. Pour les juger, il faut pourtant rester prudent. Elles ne sont que relatives. L'expérience a montré que les hausses, autant que les baisses, ne vont pas loin. Pourquoi? D'abord, les stocks restent limités et l'ajustement se fait rapidement. Les entreprises continuent à piloter à vue et restent collées à la demande. Or, celle-ci repose surtout sur la consommation de particuliers, et cette dernière effrénée subit des soubresauts brusques, comme le montre encore l'évolution récente des ventes au détail aux États-Unis: après être remontées de 1,7 % en août, elles ont

à nouveau baissé de 1,2 % en septembre.

En revanche, l'investissement au sens large, le logement et le bâtiment d'abord (seul aux États-Unis) et les équipements industriels, ne progressent guère, ou en tout cas sont loin d'effectuer le rattrapage qu'il faudrait pour remettre l'activité à un rythme régulier.

A cet égard les chiffres de progression cités ne doivent pas faire illusion: ils se rapportent, à des niveaux bas, même aux États-Unis. Par ailleurs, les investissements

réalisés restent surtout défensifs et de rationalisation. Ils ne sont guère offensifs, ce qui n'est d'ailleurs pas étonnant quand on constate les taux d'utilisation des capacités qui n'arrivent pas à s'élever beaucoup au-dessus des 80 %.

Dans ces conditions, la crise prolongée et aggravée de la déflation ne surprendra pas: la production d'acier est certes stimulée par l'automobile, mais rarement par le bâtiment, et plus guère par les équipements industriels. Les entreprises n'investissent pas assez.

Louange du déficit

Pourtant dans plusieurs pays, dont l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France, les gouvernements ont fait un effort pour renverser le courant qui augmentait la part des salaires au détriment de l'autofinancement des entreprises. Effectivement, ils y ont réussi, sans

toujours oser l'aveouer. Malheureusement, les conséquences se font attendre et la fameuse phrase du chancelier Schmidt « les bénéfices des entreprises d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain » tardera toujours à se vérifier.

vaincre la réticence des entreprises à embaucher, en prenant en charge une partie des salaires sous forme de subventions, comme en Grande-Bretagne, ou de suppressions de charges salariales comme en France. L'Italie, elle aussi, entre dans cette voie avec ses aides spéciales de jeunes chômeurs.

Dans ces conditions, les déficits budgétaires ne sont pas près de se résorber. En Allemagne, le gouvernement, qui pensait réduire le sien (de 35 milliards et représentant 4 % de son produit intérieur brut), fait maintenant machine en arrière. Comble de l'ironie, même s'il constatait que quelque 25 milliards de DM prévus dans les budgets antérieurs avaient été bloqués par les lenteurs des procédures administratives, il envisage d'accroître ces dépenses, demandant aux Länder de dépenser plus vite, tout en adjurant les Allemands de se montrer bons consommateurs.

En France aussi, fait nouveau, on

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	—	++	—	—	++	++
FRANCE	—	—	—	—	+	+
ITALIE	—	—	—	—	++	+
GRANDE-BRETAGNE	—	+	—	+	++	++

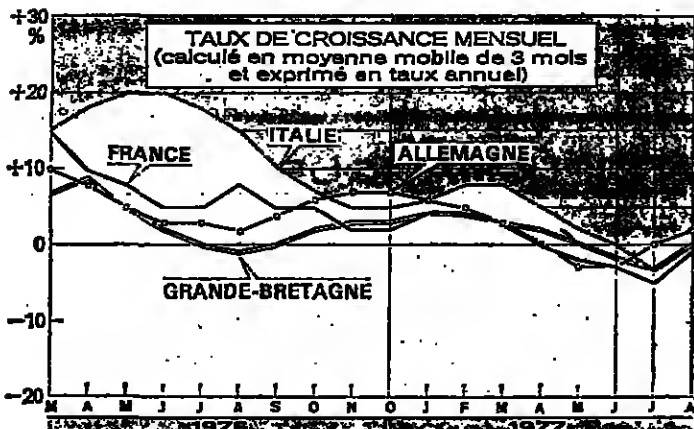
++ ++ excellent ++ bon + assez bon — médiocre — mauvais — très mauvais — tendance préjudiciable

(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

ÉTATS-UNIS: SITUATION ET INCIDENCES

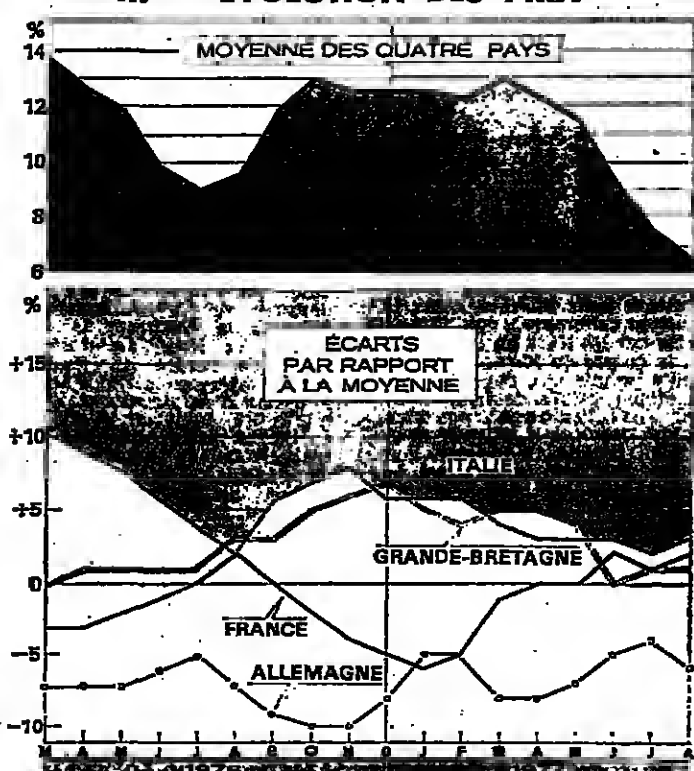
CROISSANCE	+	Après les craintes de récession, les derniers chiffres sont un peu plus rassurants. L'indicateur en avance qui préfigure l'évolution de l'activité a augmenté de 0,2 % en juillet et de 0,8 % en août. Les commandes à l'industrie marquent une forte reprise de 2,3 % en août. Les ventes au détail ont, au cours du même mois, augmenté de 1,7 %, mais malheureusement elles ont à nouveau reculé de 1,2 % en septembre.
PRIX	(-)	Le rythme de l'inflation a nettement diminué pour revenir à un peu plus de 5 % en août et septembre. Cependant, la récente évolution des prix de gros qui ont à nouveau augmenté un peu plus vite de 0,5 % en septembre, contre 0,1 % en août, est préoccupante.
CHOMAGE	(-)	Le taux de chômage par rapport à la population active a à nouveau baissé, revenant de 7,1 % en août à 6,8 % en septembre. Ce chiffre correspond à 6,8 millions de chômeurs pour un effectif employé de 91,2 millions.
CAPACITÉ	+	Conséquence du ralentissement observé au cours du deuxième trimestre, le taux d'utilisation des capacités de production a reculé légèrement de 83,7 % en juillet à 82,7 % en août et septembre.
ECHANGES	(...)	La série des déficits commerciaux continue. Août s'est caractérisé par une sensible baisse des exportations, qui ont été inférieures de 2,7 milliards aux importations. Au total, sur huit mois, le déficit cumulé FOB-FOB est de 17,6 milliards, et en FOB-CAF de 24 milliards.
MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE		Le dollar a été à nouveau en chute, malgré l'augmentation des taux d'intérêt américains (le prime-rate est maintenant de 7 3/4 %). Les monnaies européennes sont poussées vers le bas, ce qui leur permet de baisser encore leur taux d'intérêt. La vedette est toujours la livre. Après un nouveau recul du M.L.R. (Minimum Lending Rate) à 5 %, les taux anglais sont maintenant nettement inférieurs aux américains.
ECONOMIQUE		Finalement, la croissance américaine est moins menacée qu'on ne le craignait. Il n'empêche qu'il est indispensable pour résorber le déséquilibre commercial et monétaire qui grandit entre les États-Unis et les autres que les pays occidentaux se remettent en phase: l'activité américaine décroissant, celle des autres accélérant.

I. — TAUX DE CROISSANCE



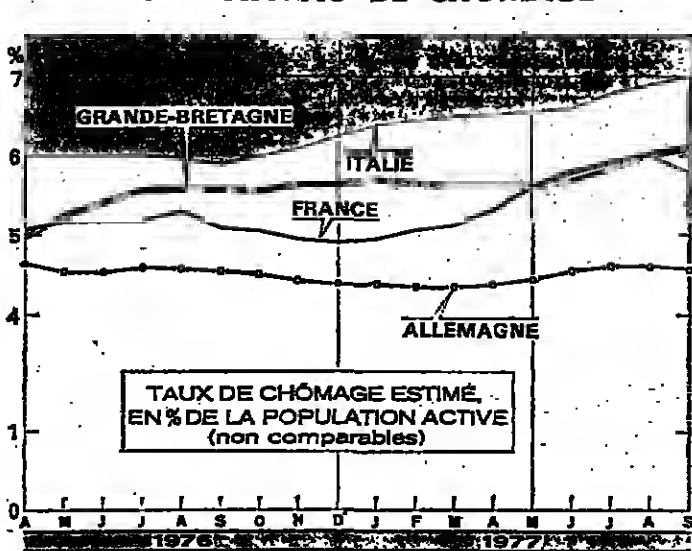
On constate en Allemagne une légère amélioration du rythme de la production industrielle qui repasse de 3 à 4 % et de 4,5 à 4,8 %. En revanche, en France et en Grande-Bretagne où il se redresse de -3 % à 0 %, la production industrielle recule maintenant à -3 % et la production française continue à décroître à -2 %.

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



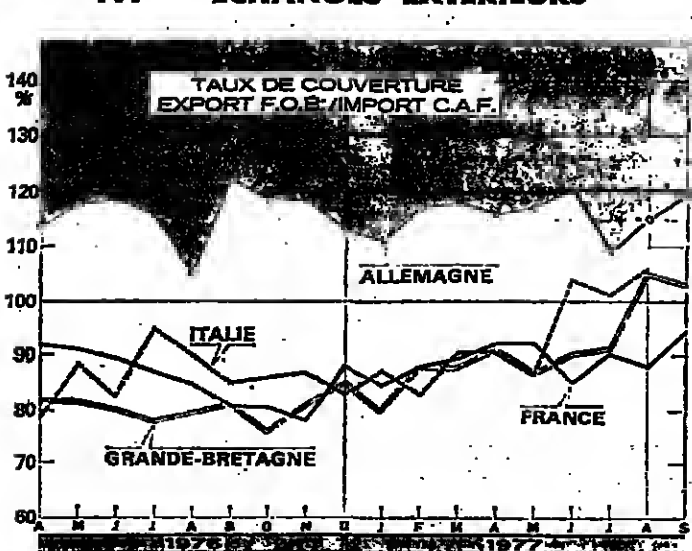
L'inflation moyenne continue à baisser et elle n'est maintenant plus que de 6,5 % en juillet, août et septembre. En Allemagne elle est de 6 %, en Grande-Bretagne de 7 %, en France de 6,5 % et en Italie de 10 % (avec un chiffre moins bon en septembre de 1,1 %/mois dans ce dernier pays).

III. — NIVEAU DE CHOMAGE



En France et en Allemagne les taux de chômage corrigés des variations saisonnières ont reculé en septembre de 6 à 5,8 % et de 4,8 à 4,5 %. En revanche, en Grande-Bretagne le taux a augmenté de 6 % à 6,1 % et en Italie il tend à dépasser maintenant les 7 %. Ces taux sont cependant à juger avec prudence compte tenu de l'incertitude qui pèse sur les mesures administratives (exemple de l'Italie et de la France).

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le taux de couverture des importations par les exportations calculés FOB-CAF et corrigés des variations saisonnières continue à dépasser l'équilibre en Grande-Bretagne avec 103 % en septembre et en Italie avec 106 % en août. En France, ce taux commence maintenant lui aussi à s'en rapprocher avec 94 % en septembre.

Dès lors, les gouvernements sont amenés à intervenir pour corriger cette réticence des entreprises à jouer à nouveau l'avenir, que ce soit pour les investissements ou pour l'emploi. Ils le font, même s'ils continuent toujours à espérer que l'assouplissement ramènera de lui-même un redressement spontané de la consommation, suivi des investissements.

Mais, en dehors de quelques mesures de soutien direct à la consommation ne menaçant pas l'assainissement, ils n'utilisent plus les méthodes traditionnelles enseignées par Keynes. Tout en gardant les yeux fixés sur le cadran de la masse monétaire, gage d'équilibre, ils essaient d'échanger des allègements fiscaux contre des modérations de salaires, comme c'est le cas en Grande-Bretagne, qui vient d'adopter un plan de mini-rentée de 1 milliard de livres, et en Allemagne.

De même ils interviennent pour

renoncer au dogme de l'équilibre budgétaire, en prévoyant dès la présentation du budget un déficit de 9 milliards.

Finalement, les pays occidentaux arrivent tant bien que mal à maintenir leur activité, tout en poursuivant leur assainissement. Car l'Etat continue son intervention sous des formes nouvelles. En attendant que les entreprises reprennent le relais il ne faut pas que le moral tombe, et c'est bien le soutien psychologique qui, avec l'action budgétaire, joue le rôle décisif.

La Grande-Bretagne, grâce à ses perspectives pétrolières, arrive à des résultats étonnants. La France, avec ses soubresauts politiques, s'y exerce maintenant, et ses entreprises essaient de retrouver quelque tonus. Mais, paradoxalement, c'est dans les pays dits forts, comme les États-Unis et l'Allemagne, que le moral reste encore le plus bas.

MAURICE BOMMENSATH.

Christian Borromée SOLUTIONS POUR DEMAIN

Préface de JACQUES RUEFF de l'Académie française

Postface de ALAIN PEYREFITTE de l'Académie française

Grand spécialiste des questions financières, Christian Borromée expose dans ce livre les remèdes aux vices cachés aux apparences, économiques ou financiers.

l'appel PLON

VOYAGE 50 SUR AIR avec les jeunes / e

AIR INTER

هكذا من الأصل

FORUM

L'EUROPE DES ÉTATS-MAJORS

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

ÉCHOS DE BRUXELLES

S ÉTATS-MAJORS

par M. MARTIN

La question des élections est au cœur des préoccupations des dirigeants français. Ils ne veulent pas que les élections européennes soient marquées par une victoire des socialistes. Ils veulent que les élections européennes soient marquées par une victoire des gauchistes.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

Le système de la commune est en train de changer. Les communes sont en train de disparaître.

L'Australie a été pénalisée par l'adhésion britannique à la C.E.E.

Nous déclare M. John Winston Howard

M. John Winston Howard est le premier, et jusqu'à présent le seul ministre au monde exclusivement responsable des relations de son pays avec la Communauté européenne dans son ensemble. Nommé en juillet 1977, il vient juste de terminer son premier séjour à Bruxelles.

Quelles sont, monsieur le ministre de la C.E.E., les fonctions de votre nouveau ministère ?

— Ma nomination a fait suite à la visite en Europe, en juin de cette année, du premier ministre australien. Il est apparu qu'il y avait un besoin très net, pour l'Australie et pour les pays de la C.E.E., d'examiner attentivement l'ensemble de nos relations économiques et commerciales. Il y a, en particulier, une frustration croissante, en Australie, devant le fait que les problèmes que nous rencontrons dans nos relations commerciales créent pour des secteurs-clés de l'économie australienne, non seulement sur les marchés européens, mais aussi sur d'autres marchés à travers le monde.

Cette nomination indique clairement l'importance que nous accordons à l'amélioration des relations avec la C.E.E., et à une solution convenable de nos difficultés commerciales.

Le volume du commerce australien avec les États de la C.E.E. est relativement faible, comparé au volume du commerce avec le Japon et les États-Unis. Pourquoi ?

— La C.E.E. a des barrières tarifaires élevées qui gênent les importations des pays tiers, y compris de l'Australie, surtout dans le secteur agricole. Depuis l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, nous avons perdu nos débouchés européens pour la laine, le bœuf et la viande. Quelles propositions concrètes avez-vous présentées à Bruxelles pour améliorer la situation des échanges avec l'Australie ?

— Non seulement la C.E.E. a des barrières tarifaires élevées, mais elle a aussi des barrières non tarifaires, qui sont tout aussi importantes. Elles consistent en des quotas, en des licences, en des certificats d'origine, etc. Je me suis efforcé de faire comprendre à la C.E.E. que ces barrières non tarifaires sont tout aussi gênantes que les barrières tarifaires.

Pendant mon séjour en Europe, j'ai plaidé la cause d'un meilleur accès de l'Australie aux marchés de la C.E.E. et j'ai insisté sur les problèmes que connaît mon pays sur les marchés tiers à la suite des subventions versées pour les exportations d'excellents produits de la Communauté.

Cela ne veut pas dire que je ne sois pas pleinement conscient des fondements de la politique commune et du rôle important qu'elle joue. Dans sa conception fondamentale, cette politique est une affaire intérieure européenne et elle n'a rien de commun avec l'Australie.

Il y a cependant certains domaines dans lesquels nous croyons que des modifications aux pratiques existantes bénéficieraient de façon sensible à l'Australie et aux autres pays exportateurs tout en apportant des avantages aux consommateurs européens grâce à des prix plus bas. Les propositions

que j'ai présentées pendant mes discussions visaient donc à modifier les politiques de la C.E.E. dans des domaines intéressants l'Australie. En même temps, l'Australie souhaite présenter comme un marché important et en expansion pour beaucoup d'exportations européennes.

La formule magique, c'est l'uranium. Votre gouvernement utilisera-t-il comme moyen de pression pour obtenir des concessions dans les négociations avec la Commission européenne ?

— J'ai été le premier ministre australien à m'entretenir avec la Commission de la C.E.E. et les neuf pays membres depuis que le premier ministre a annoncé, le 25 août 1977, qu'il y aurait un développement supplémentaire de l'uranium en raison de l'intérêt manifesté dans ce domaine par les pays de la C.E.E. Je m'attends certes à discuter dans le détail des politiques de l'Australie en matière d'uranium. Mais, bien que ce dernier soit un important produit de base, je considère que les discussions touchant à sa fourniture par l'Australie ne sont qu'un aspect des consultations générales.

L'Australie est en mesure de jouer à l'avantage un rôle important comme fournisseur régulier et sûr d'un vaste éventail de matières premières (transformées et brutes) ainsi que de sources d'énergie comme le charbon et l'uranium. L'Australie a aussi un intérêt vital à l'exportation des produits agricoles. Dans mes discussions, l'uranium a donc été traité comme un produit de base parmi d'autres, à considérer dans le cadre de l'ensemble des échanges avec la C.E.E. J'ai cherché à parvenir à un équilibre dans ces rapports, pour le bien mutuel de l'Australie et des pays de la C.E.E.

Considérant les importantes exportations de la production agricole de la C.E.E., comment estimez-vous vos chances de succès dans les négociations à venir ?

— Je reconnais que certains des problèmes que je viens d'évoquer représentent aussi des difficultés pour la C.E.E. et que,

dans certains cas, on ne parviendra à des solutions que par des négociations multilatérales. Néanmoins, le moment est approprié pour l'Australie et la C.E.E. de discuter les questions qui se posent en faveur d'un rapprochement commercial entre nous.

Dans toutes les capitales j'ai été très impressionné par la volonté sérieuse que j'ai constatée de coopérer avec l'Australie en tenant compte de l'ensemble des engagements politiques. Cependant, il y a des différences d'une capitale à l'autre mais vous le comprendrez sûrement, je ne voudrais pas en discuter ici.

Vous savez que les véritables négociations avec la Commission de la C.E.E. commencent maintenant. Il est par conséquent prématuré de dévoiler les différentes propositions concrètes présentées par mon pays.

Propos recueillis par PETER BRINKMANN.

Le "code de conduite" des entreprises européennes en Afrique du Sud sera difficile à appliquer

L'Afrique du Sud est l'un des sujets principaux de la coopération politique naissante entre les Neuf. Martin Bailey explique ici les difficultés d'application du "code de conduite" qui a été adopté et évoque les perspectives d'une évolution qui pourrait aboutir à une diminution sensible des relations économiques importantes existant actuellement entre l'Europe et l'Afrique du Sud.

Le jour même où M. Vorster décidait d'organiser des élections pour soutenir sa lutte contre les "interventions" étrangères dans les affaires de l'Afrique du Sud, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. se réunissaient à Bruxelles pour approuver un code de conduite pour les sociétés opérant dans la République Sud-Africaine. Philippe Lemaître dit ci-dessous les difficultés rencontrées par les Neuf pour parvenir à une position commune. Il n'en reste pas moins que pour la communauté blanche d'Afrique du Sud, l'initiative de la C.E.E. est apparue comme un nouveau geste destiné à détruire les bases de sa société. En réalité, ce n'était qu'un effort accompli par la Communauté européenne pour esquiver les pressions exercées en faveur de sanctions économiques contre le régime de l'apartheid.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Le "code de conduite" des entreprises européennes en Afrique du Sud sera difficile à appliquer

L'Afrique du Sud est l'un des sujets principaux de la coopération politique naissante entre les Neuf. Martin Bailey explique ici les difficultés d'application du "code de conduite" qui a été adopté et évoque les perspectives d'une évolution qui pourrait aboutir à une diminution sensible des relations économiques importantes existant actuellement entre l'Europe et l'Afrique du Sud.

Le jour même où M. Vorster décidait d'organiser des élections pour soutenir sa lutte contre les "interventions" étrangères dans les affaires de l'Afrique du Sud, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. se réunissaient à Bruxelles pour approuver un code de conduite pour les sociétés opérant dans la République Sud-Africaine. Philippe Lemaître dit ci-dessous les difficultés rencontrées par les Neuf pour parvenir à une position commune. Il n'en reste pas moins que pour la communauté blanche d'Afrique du Sud, l'initiative de la C.E.E. est apparue comme un nouveau geste destiné à détruire les bases de sa société. En réalité, ce n'était qu'un effort accompli par la Communauté européenne pour esquiver les pressions exercées en faveur de sanctions économiques contre le régime de l'apartheid.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Une fuite vers l'extérieur

(Suite de la page 9.)

Les Neuf, en l'absence de toute intégration politique, ne détachent pas la puissance. Le caractère purement verbal de leur action leur interdit d'avoir une réelle influence. En fait, c'est sur le plan interne de la C.E.E. — la cohésion des membres — que l'exercice présente un intérêt. A cet égard il n'est pas indifférent que les Neuf, nullement à la traîne des États-Unis, mais au contraire parfois les devançant (la déclaration du Conseil européen de juillet 1977 était prise depuis plusieurs semaines avant que les États-Unis prennent position dans le même sens) soient parvenus, de 1973 à 1977, à définir une position commune précise. La coopération politique a eu comme résultat, et ce n'est pas négligeable, une modération des positions extrêmes. Sans elle l'inclination prévalant de l'union européenne aurait été plus marquée, de même, à l'inverse, que les sympathies pro-israéliennes de La Haye.

Les contacts réguliers noués par les diplomates des Neuf sont sans doute utiles. Ils ont contribué à la familiarisation avec la dimension européenne des problèmes. Mais c'est à peine une introduction qui a été émise. Encore une fois la coopération politique restera légère et fragile comme une bulle tant qu'elle ne pourra prendre appui sur une communauté ancrée dans la réalité. C'est là une perspective qui ne se dessine guère.

Philippe Lemaître.

Trois thèmes de coopération

● L'Afrique. — Avec elle ce sont de nouveaux espaces qui s'ouvrent à la coopération politique, et l'opportunité d'une action commune est ici le résultat d'une intervention extérieure, celle de l'Union soviétique. Les Neuf ont une appréhension commune de la situation en Afrique australe. Ils trouvent l'apartheid détestable, mais plus encore redoutable, car il menace la stabilité du continent. Ils ne le combattent pas eux-mêmes, jette dans les bras des Russes devenus l'unique recours les mouvements africains de libération et les gouvernements africains qui les soutiennent.

Cependant, dès lors qu'il s'agit de dépasser le stade de l'analyse, celui de la réaction à l'événement et d'essayer de projeter une intervention commune, leur front uni se disloque. Comment s'en étonner, alors que les intérêts sont tellement différents ? L'histoire encore à peine esquissée des relations communes avec l'Afrique du Sud illustre cette difficulté d'agir. Le 12 juillet 1977, les ministres des affaires étrangères, en pleine euphorie, ont tenté contre le racisme sud-africain et jettent allègrement avec les différentes formes de pression envisageables. Deux semaines plus tard le ton a changé, et les ministres, à nouveau réunis, font preuve d'une remarquable timidité. C'est que, dans l'intervalle, les milieux d'affaires sont intervenus et que les gouvernements ont pris peur. A la rentrée, nouvelle volte-face, à la suite cette fois de protestations d'Afrique noire. C'est ainsi que le code de conduite applicable par les entreprises communautaires opérant en Afrique du Sud est approuvé, mais il est difficile d'imaginer pour un avenir proche un pas supplémentaire substantiel. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, qui ont des intérêts économiques considérables en Afrique du Sud, plaident la prudence. De plus, ceux des Neuf qui siègent au Conseil de sécurité expliquent que la coopération du gouvernement Vorster est indispensable si l'on veut régler d'une manière pacifique les affaires rhodésienne et namibienne.

La détente Est-Ouest, l'Afri-

que du Sud est l'un des sujets principaux de la coopération politique naissante entre les Neuf. Martin Bailey explique ici les difficultés d'application du "code de conduite" qui a été adopté et évoque les perspectives d'une évolution qui pourrait aboutir à une diminution sensible des relations économiques importantes existant actuellement entre l'Europe et l'Afrique du Sud.

Le jour même où M. Vorster décidait d'organiser des élections pour soutenir sa lutte contre les "interventions" étrangères dans les affaires de l'Afrique du Sud, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. se réunissaient à Bruxelles pour approuver un code de conduite pour les sociétés opérant dans la République Sud-Africaine. Philippe Lemaître dit ci-dessous les difficultés rencontrées par les Neuf pour parvenir à une position commune. Il n'en reste pas moins que pour la communauté blanche d'Afrique du Sud, l'initiative de la C.E.E. est apparue comme un nouveau geste destiné à détruire les bases de sa société. En réalité, ce n'était qu'un effort accompli par la Communauté européenne pour esquiver les pressions exercées en faveur de sanctions économiques contre le régime de l'apartheid.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Les sociétés occidentales opérant en Afrique du Sud ont généralement réagi en affirmant qu'elles avaient déjà adopté la plupart des dispositions du code, mais qu'il leur serait difficile d'aller beaucoup plus loin sans entrer en conflit avec la législation sud-africaine.

Le "code de conduite" des entreprises européennes en Afrique du Sud sera difficile à appliquer

L'Afrique du Sud est l'un des sujets principaux de la coopération politique naissante entre les Neuf. Martin Bailey explique ici les difficultés d'application du "code de conduite" qui a été adopté et évoque les perspectives d'une évolution qui pourrait aboutir à une diminution sensible des relations économiques importantes existant actuellement entre l'Europe et l'Afrique du Sud.

Le jour même où M. Vorster décidait d'organiser des élections pour soutenir sa lutte contre les "interventions" étrangères dans les affaires de l'Afrique du Sud, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E.

Des conseillers d'entreprises disent pourquoi l'industrie boude l'Europe

Les investissements en Europe sont notoirement insuffisants. Hans Baumann a interrogé des conseillers d'entreprises. Ceux-ci ont traduit sans ambages l'état d'esprit de leurs clients.

POURQUOI l'économie européenne ne prend-elle pas son rythme ? Pourquoi la légère tendance à l'amélioration enregistrée au printemps redescend-elle en vol plané à la fin de cette année ? « Europe » a interrogé ceux qui doivent le savoir : les conseillers d'entreprises, ces « traducteurs » auxquels on fait toujours appel lorsque l'économie a des soucis. Jusqu'à présent, la réponse est unanime : les capacités de production sont beaucoup trop grandes, les salaires trop élevés, et les entreprises qui voudraient investir trouvent le dos à l'Europe. Elles le font dans les pays où les charges sociales sont moins pesantes.

William E. Hill, principal associé de la société de conseil E. Hill Inc. (New York), apporte une preuve de cette affirmation en faisant remarquer que, l'an dernier, les investissements directs étrangers aux États-Unis ont particulièrement augmenté, la plupart étant le fait de l'Europe. Britanniques en tête ; selon lui, cette tendance se poursuit au même rythme cette année et s'explique par une conjoncture relativement bonne aux États-Unis alors que les charges sociales y sont relativement faibles. Toutefois, William E. Hill refroidit quelque peu un éventuel enthousiasme en faisant remarquer que l'économie américaine s'achemine déjà, une fois de plus, vers la dépression, à l'instar de l'économie européenne.

Il partage cette opinion avec le président de la Banque fédérale américaine, M. Arthur Burns. Même le président des États-Unis commence à s'apercevoir que l'économie de son pays se en train d'abandonner une phase déclinante. Si le taux de croissance du produit national brut devait encore atteindre 4 % en 1977, il ne devrait pas dépasser 2 % en 1978. William E. Hill a de l'humour, ce qui lui permet, face à la dépression qui s'annonce de se souvenir de l'histoire du juge qui dit à l'accusé : « Accusez que vous êtes bête, et que vous avez fumé du kif, et que c'est ainsi qu'il a pris feu », et l'accusé de répondre : « J'ai fumé du kif, mais le kif brûle à jeûne, mais le kif brûle à jeûne, mais le kif brûle à jeûne ».

C'est la longue expérience de William E. Hill qui lui fait donner ce conseil : « N'attendez pas une réaction américaine ; ce serait en vain ».

Un marché qui se rétrécit

Le front soudain, Pier Malinverni à Milan évoque la situation de l'économie italienne. M. Malinverni est président de la plus ancienne société d'études et de conseils de l'Italie, ORCA (fondée en 1926). Depuis l'été chaud de 1960, l'Italie est devenue l'un des meilleurs centres d'attraction de la presse internationale. M. Malinverni en explique les raisons en quelques points :

● Un taux d'inflation qui, s'il est passé de 23 à 16 %, est néanmoins anormalement élevé ;

● La permanence des problèmes de la balance des paiements, même si ceux-ci ont perdu de leur gravité depuis le mois de juin de cette année ;

● Des charges salariales élevées (selon M. Malinverni, la mise à niveau des salaires italiens sur les salaires européens a été beaucoup trop rapide depuis 1968) ;

● Des charges sociales atteignant presque 30 % des salaires et ne servant qu'à peu aux ouvriers pris individuellement ;

● Des conflits sociaux, des grèves et des grèves urbaines qui ébranlent l'économie.

Pier Malinverni considère également comme un inconvénient pour l'économie de son pays la nette séparation qui existe entre cette dernière et la politique, ainsi que le conflit entre le Nord et le Sud, où ni l'une ni l'autre des parties ne mesurent beaucoup de sens pour comprendre la situation. Il déplore par ailleurs l'apparition d'un certain nationalisme économique et la pression croissante qu'exercent les impôts sur les entreprises italiennes. Il se fait aussi du souci pour les exportations, en particulier celles des entreprises de dimensions moyennes qui ne disposent pas suffisamment de « know how ».

C'est maintenant Nicholas Branch, directeur de la Binder Hamlyn Pty de Londres, qui présente les données les plus véridiques. Avec un humour typiquement anglais, il pose l'opération suivante : Royaume-Uni Ltd : profits fictifs + peu d'investissements + législation stupide + gouvernement incompétent.

(1) Savoir-faire, les agents commerciaux spécialisés dans l'exportation, par exemple.

stant + syndicats puissants et non constructifs + pauvreté des incitations + gestion démodée + frais généraux élevés = pays non compétitif.

Une législation socialiste + dépendance à l'égard des importations + pénurie de la mer du Nord = survie à un taux d'inflation élevé accompagné d'un fort chômage.

Ramène au point + accroissement des rentrées invisibles + commercialisation outre-mer = prospérité, bonheur ?

Malgré les points noirs de cette opération, Nicholas Branch estime que son pays, qui, selon sa définition, « offre peu d'attrait pour beaucoup de travail », a une chance de se libérer brusquement de ses soucis grâce au pétrole de la mer du Nord. Il n'est toutefois pas certain que c'est ce qui se passera, et il se traduit en fait par cette restriction : « Tout dépend de ce que nous ferons de l'argent que nous rapporteront le pétrole ».

Reint van der Torn et Jacques Giroire parlent à peu près le même point de vue, l'un sur la situation économique des Pays-Bas, l'autre sur celle de la France. Van der Torn fait partie de la Bunnings à Utrecht. Il est le gestionnaire et il est président de la chambre syndicale néerlandaise des sociétés d'études et de conseil. Jacques Giroire est directeur général de G.M.V. à Paris. Pour Reint van der Torn, le problème principal réside dans un marché qui se rétrécit. C'est ainsi qu'il dresse la liste des

branches de l'industrie dont les capacités sont excédentaires par rapport à la demande : le textile, l'industrie alimentaire, la chaussure, le bâtiment, la navigation, les chantiers navals.

D'accord avec lui, il faut également citer Roland Berger, qui fait partie, à titre de directeur, de la S.A.B.I. qui porte son nom et est également membre du directeur de la B.D.T., la chambre syndicale allemande des sociétés d'études et de conseil. Selon lui, les capacités excédentaires existent plus de problèmes que l'industrie fait vers des pays où les charges sociales sont moins élevées. Four illustrer la gravité de cette « fuite », van der Torn prend l'exemple des Pays-Bas, où le nombre de chômeurs va croissant.

Dès lors qu'on interroge les sociétés d'études et de conseil sur la santé économique des pays où elles exercent, on peut aussi leur demander comment vont leurs propres affaires. La réponse est alors exactement l'inverse : jamais les sociétés de conseil n'ont été aussi florissantes. Ces messieurs de la haute direction les convoquent pour qu'ils les aident à prendre des décisions ; elles conseillent des banques, des gouvernements, des syndicats, analysent les structures économiques, étudient les capacités d'absorption des marchés à l'égard de produits nouveaux, placent l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, ce qui s'impose en période de récession. « Nous vivons les problèmes de nos clients », avoue Reint van der Torn : « Ils ont flattrisé les chômeurs, nous réconfortons le froment ».

H. B.

L'Europe pour vous ?

POUR vous, que signifie l'Europe ? Est-ce un idéal abstrait, une réalité politique, un défi intellectuel ? Cela évoque-t-il chez vous une expérience personnelle, ou simplement de l'indifférence ? La Fondation culturelle européenne d'Amsterdam et les quatre journaux membres d'Europa se posent la question. Aussi la Fondation accordera-t-elle un prix de 3000 florins à l'auteur du meilleur article sur le thème : « L'Europe, qu'est-ce que c'est ? ».

Les textes proposés devront avoir entre mille et mille cinq cents mots (cent à cent cinquante lignes) et être adressés en triple exemplaire à la Fondation culturelle européenne, 5, Jan-Van-Goyenkade, Amsterdam — 1007 Pays-Bas. La date limite sera le 31 janvier 1978. Les articles seront examinés par un jury commun à la Fondation et à Europa, qui publiera le vainqueur dans son numéro d'avril 1978.

H. B.

PORTRAIT

Xiel Federmann, ou comment on devient le plus grand chef d'entreprise d'Israël

Arrivé en Israël avant même la fondation de l'État hébreu, Xiel Federmann est devenu, à travers la pénurie et l'abondance, la paix et plus souvent la guerre, l'un des principaux hommes d'affaires d'Israël. Pour lui, l'économie et la politique sont une seule et même chose.

Il met sa main dans sa poche, en tire un pistolet et la tend à Schwarz, le portier de l'hôtel Acadia, situé dans le quartier chic de Tel-Aviv. Yekutiel Xiel Federmann vient juste de rentrer du sud du pays où l'avaient appelé ses affaires, et d'un repaire de justice s'était évadé. Il voulait donc être armé pour le cas où sa route croiserait celle du fugitif.

Xiel Federmann porte toujours une arme. Il est prêt à se battre pour l'indépendance d'Israël, pour la paix, et pour ses propres affaires. Né en 1915 à Chemnitz, il a un cœur d'acier et, quand il parle, un débit de mitrailleur. Il débordait d'idées qu'il défendait avec force gestes, et ses collaborateurs pressent leur temps à le frapper.

Xiel Federmann est propriétaire de la chaîne des hôtels Dan, dont les fières immeubles se rencontrent à Herzlia (l'Acadia), Jérusalem (le King David), Césarée (le Gold), Tel-Aviv (le Dan) et Haïfa (le Dan Carmel). La famille Federmann habite un appartement avec terrasse sur le toit de ce dernier.

Xiel Federmann dirige une entreprise chimique fabriquant du polyéthylène de vinyle, l'irrigue le pays, produit des matériaux de construction et, toujours dans cette branche, possède 50 % des parts d'une entreprise européenne de premier plan. Il cultive des oranges près de Tel-Aviv et c'est lui, en 1955, a découvert près de cette ville le premier gisement de pétrole et le premier gisement de gaz d'Israël. C'est lui également qui a construit le premier oléoduc (Ednah à Haïfa), avec le groupe Edmond de Rothschild. Le chiffre d'affaires annuel du groupe Federmann s'élève à 1 milliard de livres israéliennes.

Male le champ de ses activités ne se limite pas à Israël. Au Gabon, au Nigeria, au Ghana, en Sierra-Léone et au Congo, le nom de Federmann est synonyme de construction de logements sociaux. L'État d'Israël pratique une aide au développement, dans le sens le plus concret du terme, en allouant des crédits allant jus-

qu'à 50 % de la somme nécessaire à la construction de ces logements par l'intermédiaire de banques américaines et suisses.

Malgré comme un fil de fer, Xiel Federmann ne cesse d'aller de l'avant. Actuellement il négocie une association avec un groupe international de mécanique de précision et d'optique qui devrait être bénéfique à l'État d'Israël d'une façon tout à fait particulière. L'ennemi en a besoin.

Pour lui, économie et politique sont pour ainsi dire synonymes. C'est pourquoi il a noué des liens avec des sociétés européennes d'investissement qui, jusqu'à présent, ont mobilisé 24 millions de deutschemarks dans les forages d'exploration en vue de trouver de nouveaux gisements de gaz et de pétrole.

Le rôle du hasard

C'est vraiment par hasard que Yekutiel Xiel Federmann (Xiel est un sobriquet yiddish pour Xaviar) est devenu le plus grand chef d'entreprise d'Israël. Ses capacités personnelles n'y sont pas pour grand-chose. Dès mars 1940 — donc avant la fondation de l'État d'Israël, le 29 novembre 1948 — il organisait déjà l'immigration illégale en Palestine. Il se trouve en relation avec un officier anglais, après que les troupes britanniques eurent prudemment évacué Alexandrie et se furent retirées à Haïfa. Les Anglais se plaignaient du manque d'uniformes, de chaussures et de chaussettes. Xiel Federmann trouve des entreprises qui se mirent à fabriquer des uniformes, fournir des chaussures et des chaussettes aux soldats britanniques. Alors Xiel Federmann crée un dépôt de ces marchandises rares. C'est là, peut-être, que Xiel Federmann apprend le B. A. BA du commerce.

Comment le chef d'entreprise le plus important d'Israël voit-il les relations entre son pays et l'Europe ? Un véritable flot de paroles déferle sur son interlocuteur : « Israël pense européen, Israël est un morceau d'Europe au Moyen-Orient. La révolution d'Israël est la démocratie libérale. Nous aspirons à la

reconnaissance de l'existence d'Israël par nos voisins arabes. Par là même, nous contribuons au renforcement de l'Europe, car la Méditerranée est devenue une grande zone d'influence de l'U.R.S.S., zone dans laquelle des États comme le Liban, non seulement menacent l'Europe, mais pratiquent une politique de la porte ouverte aux sous-marins russes et aux aéroports et aux stations radars soviétiques. Seul un front israélo-arabe peut contrebalancer cet état de fait. Ces nécessités du moment exigent donc la paix entre Israël et ses voisins arabes ».

Et d'illustrer concrètement cette pensée en allant plus loin que personne n'est jamais allé publiquement : « On peut très bien imaginer qu'en cas de conflit militaire entre l'Amérique, l'Europe et l'U.R.S.S., déclenché par une agression russe, Israël se retrouverait intégré aux schémas militaires de l'OTAN et que l'état de guerre entre Israël et les pays arabes disparaîtrait du jour au lendemain. Israël est plus près que l'Europe des gisements de pétrole arabes. Le potentiel militaire d'Israël vient sans doute en deuxième position après le potentiel militaire de la République fédérale d'Allemagne. Une direction politique responsable au sein de l'OTAN ne peut pas se permettre de l'ignorer et n'en a pas le droit. Au cas où une guerre se déclencherait entre les pays du pacte de Varsovie et l'Europe démocratique, l'armée israélienne pourrait se retrouver du côté de l'armée d'Iran et d'Arabie Saoudite et peut-être même à côté des troupes égyptiennes plutôt que sur leur bord ».

Le chef d'entreprise et le militant israélien font un seul homme, convaincu que l'économie amènera la paix au Moyen-Orient et en sera le garant. « Nous devons investir en territoire arabe. Partout, production et commerce doivent s'épanouir. C'est là le moteur de la paix sociale et du calme politique », dit-il. Et le voici qui accueille qu'une centrale atomique israélo-égyptienne, située juste sur la frontière, se réalise aujourd'hui plutôt que demain. « Ce ne serait pas seulement un nouveau d'énergie, déclarait-il sentencieusement, ce serait également un nouveau de paix sur cette frontière. » Un rêve...

H. B.

Holiday Inn HOTEL

Pourquoi les hommes d'affaires y reviennent-ils en famille ?



A l'hôtel, de quoi a-t-on besoin quand on voyage pour affaires ? D'abord de confort. Pour se reposer, se détendre, et aussi pour travailler. Quand on voyage en famille on a autant besoin de confort, sinon plus. Pourquoi s'en priver ? Holiday Inn reconstruit les hommes d'affaires et leur famille avec l'hôtel.

Point clé du confort : la chambre

De l'espace. 27 m², c'est agréable ; les lits sont toujours grands (un à deux doubles-lits par chambre) ; la salle de bains est spacieuse. Pour travailler, recevoir : un coin bureau, des fauteuils confortables et une ligne de téléphone directe. Climatization : elle se règle à volonté. Détente : il y a toujours la télévision (gratuite).

Des séminaires aux banquets

Dans un Holiday Inn, il est très facile d'organiser des réunions d'affaires ou des fêtes. Pour un brainstorming de cinq à six personnes, vous prendrez un petit salon. Pour une réunion importante, un cocktail, un banquet ou un repas de noces comme autrefois, vous choisirez une grande salle.

Les enfants

Logés gratuitement

Les hommes d'affaires qui connaissent Holiday Inn y font volontiers étape en famille. Holiday Inn loge gratuitement les enfants qui partagent la chambre de leurs parents. Outre le confort, les mamans apprécient des détails comme la chaise spéciale pour le repas des tout-petits.

Nouveau : le forfait week-end

Et quand on voyage à plusieurs, il y a aussi le forfait week-end. Du vendredi soir au lundi matin, la chambre ne vous sera facturée que pour le prix d'une personne, même si vous êtes quatre à l'occuper (du 1^{er} novembre 1977 au 1^{er} mars 1978, sur réservation ; se renseigner auprès du Bureau Central Holiday Inn - Tél. (1) 687.32.33 ou chez votre agent de voyages).

"Holiday" pour réserver dans le monde entier

Avec Holiday, système de communication par ordinateur privé, vous réservez immédiatement votre chambre à Rome, Las Vegas, Acapulco ou dans l'un des 1700 hôtels Holiday Inns du monde. Gratuitement.

Ce sens aigu du confort et des formules adaptées n'explique qu'en partie pourquoi Holiday Inn est si vite devenue la première enseigne hôtelière du monde. C'est aussi le succès d'une ambiance qui vous décontracte et vous met, comme le dit l'enseigne, un peu en vacances.

Holiday Inn en France

Avignon Tél. (90) 82.99.10 - Téléc. 43.19.94

Lille Aéroport/Lesquin Tél. (20) 97.92.02

Téléc. 12.00.51

Lille-Marcq en Baroeul Tél. (20) 72.17.30

Téléc. 12.07.85

Paris/Porte de Versailles Tél. (1) 533.74.63 - Téléc. 25.08.44

Paris/Orly Tél. (1) 687.26.66 - Téléc. 20.46.79

Paris/Rosny Charles de Gaulle Tél. (1) 985.96.11 - Téléc. 69.51.43

Lyon Tél. (78) 35.70.20 - Téléc. 90.00.06

Strasbourg Tél. (88) 32.49.12 - Téléc. 89.05.15

La Guadeloupe Tél. 84.15.00 - Téléc. 02.98.36.61

Réservation centrale à Paris Tél. (1) 687.32.33 - Téléc. 204.69.69 ou par votre Agent de Voyages

هكذا من الأصل

Murique
Les défaillances

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

EXHIBITION L'AMOUR BELLE

2^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'OPÉRA
au Studio MARIGNY - Carré MARIGNY - Champs-Élysées
Devant le succès remporté
Lévon Sayan
est heureux d'annoncer la prolongation du Festival
jusqu'au 15 novembre 1977
(Programmes et horaires : 225.20.74 - 540.09.92)

ALBERT R. BROCCOLI présente
ROGER MOORE
dans le rôle de
JAMES BOND
007
la série de UN FLEMING
L'ESPION QUI M'AIMAIT
"THE SPY WHO LOVED ME"
avec BARBARA BACH et CURT JURGENS dans le rôle de "Smythe" Produit par ALBERT R. BROCCOLI
Réalisé par LEWIS GILBERT Scénario de CHRISTOPHER WOOD et RICHARD MAIBAU
Musique de MARVIN HAMELISH - Filmé en PANAVISION® Distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS
POUR LES SALLES ET LES HORAIRES DE JAMES BOND
Voir lignes programmes

GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES (v.o.) - GRAND REX (v.o.) - MARIGNAN PATHÉ (v.o.)
GRC ODEON 10 - QUINTETTÉ 10 - GAUMONT LUMIÈRE 10 - MONTPARNAISE PATHÉ 10
WEPLER PATHÉ 10 - GAUMONT CONVENTION 10 - MISTRAL 10 - FAUVETTE 10
GAUMONT GAMBETTA 10 - LES 3 MURAT 10
Périphérie : BELLE ÉPINE 10 - CYNAR 10 - VÉLIZY 2 - TRICYCLE Asnières
FRANÇAIS Enghien - MULTIMÉDIA PATHÉ Champigny - GAUMONT ÉVRY
AVIATIC Le Bourget - ARTEL Villeneuve St Georges - ARTEL Rueil

"Le triomphe de la jeunesse...
l'épopée d'une génération qui considère l'espace
comme son nouveau Far-West."
ROBERT CHVOIL - LEFON
"Tourbillon de sensations nouvelles,
d'images incises, de trucages parfaits...
Fantastiquement fantastique!"
ROBERT CHVOIL - FRANCHES
"Que la force soit avec toi!"
GUERRE ÉTOILÉE
FELDMAN - JACQUES - CHVOIL - GUY - JACQUES - JACQUES
FELDMAN - JACQUES - CHVOIL - GUY - JACQUES - JACQUES

MONTPARNAISE PATHÉ
GAMBETTA-CLUNY
FAUVETTE - MARIGNAN
FRANÇAIS - MULTIMÉDIA
STUDIO Party 2
AVIATIC Le Bourget

GEORGE-V - GAUMONT RICHELIEU - WEPLER PATHÉ - GAUMONT-SUD
CAMBRONNE - GAUMONT PALACE - VICTOR-HUGO - MADELEINE -
GAUMONT BOSQUET Champigny - PATHÉ Belle-Épine -
GAUMONT ÉVRY - TRICYCLE Asnières - FRANÇAIS Enghien -
CLUB Maisons-Alfort - FLANADES Sarcelles - VÉLIZY 2 Vélizy -
ARIEL Rueil - ALPHA Argenteuil

CHRISTIAN RECHER
Jean-Paul Belmondo
Raquel Welch
L'Animal
un film de **Claude Zili**
avec DANT SMAIL
RAYMOND COCHON
CHARLES GRAND
JEAN-LOUIS
HAROLD HARRISON
ALDO MACCONE
Michel Amfard

PADRE PADRONE
PALME D'OR FESTIVAL DE CANNES 77
UN FILM DE PAOLO ET VITTORIO TAVIANI
MARIGNAN PATHÉ (v.o.) - ÉLYSÉES LINCOLN (v.o.) - HAUTEFEUILLE (v.o.) - QUARTIER LATIN (v.o.)
14-JUILLET BASTILLE (v.o.) - GAUMONT RICHELIEU (v.f.) - SAINT-LAZARE PASQUIER (v.f.)
GAUMONT CONVENTION (v.f.) - CLICHY PATHÉ (v.f.) - ARTEL Rosny - ALPHA Argenteuil

STUDIO SAINT-SÉVERIN
ACTION LAFAYETTE
OLYMPIC ENTREPOT
HARLAN COUNTY U.S.A.
film de Barbara Kopple
OSCAR HOLLYWOOD 1977

PUBLICIS CHAMPS ÉLYSÉES - PARAMOUNT CHAMPS ÉLYSÉES - PARAMOUNT MARIVAUX - CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PARAMOUNT MARLOT - PARAMOUNT MONTPARNAISE
PARAMOUNT ORLÉANS - CONVENTION SAINT-CHARLES - STUDIO JEAN COCTEAU - MOULIN ROUGE - PARAMOUNT ODEON - PARAMOUNT GALAXIE - LES 3 MURAT
CZL Versailles - PARAMOUNT La Vierge - PARAMOUNT Orly - PARAMOUNT ÉLYSÉES 2 La Colle St-Cloud - RUXY Val d'Yvernet - ALPHA Argenteuil - MARLY Fagden - ARTEL Villeneuve - ARTEL Port Nogent - VÉLIZY 2
Simone Signoret est Madame Rosa...
la vie devant soi
A PARTIR DE MERCREDI
RAYMOND DANOÛ
ROLAND GRAND - JEAN BOUPRY
SIMONE SIGNORET
dans LA VIE DEVANT SOI
d'après le roman de ÉMILE AJAR
adaptation de JACQUES MIZRAHI
UN FILM DE MOSHE MIZRAHI
avec SAMY BEN YOUS - MICHAËL BAT-ADAM - GENEVIÈVE FONTANEL - CLAUDE DAUPHIN
musique de PHILIPPE SARDE interprétée par IVY OTIS. Edité des ALPHATON
Producteur associé RALPH SALIN - LINA PLAZA PIRE - EXPANCON
Quotidien par Vision-Columbia S.A.

STUDIO MÉDICIS - OLYMPIC ENTREPOT et à partir du 2 novembre U.G.C. MARBEUF

Pour l'Éternité
Avec **Eva Darian**

YVES MONTAND **CAROLE LAURE - MARIE DUBOIS**
LA MENACE
un film de **ALAIN CORNEAU**
DANS 14 SALLES PARIS ET PÉRIPHÉRIE
VOIR LIGNES PROGRAMMES

مكتبة من الأصل

Marignan, 8° (359-82-57), Nationale.
12° (343-04-57) Gaumont-Snd. 14°

Les festivals

MARINUS (v.o.) : Studio Galade.
12 (343-04-67). Gammout-rod, 14.
21 (31-81-16). Cambodge, 19 (734-
431-80). Clichy-Pas-de, 15 (352-37-
37).

MORTE & FILMS, 17 (754-07-59)
(v.o.) : L. 13 h. : Janna qui are
28 are l'an 1900. 15 h.
comme les autres. 19 h. : L'importance
comme l'est l'aimer. 19 h.
Un sorde, midi de bien -
19 h. : Jemma. Jemma. Jemma.
14 h. 45 : Le Retour de la car-
thage. 16 h. 45 : Nos plus
romans anciens. 18 h. 45 :
19 h. 30 : 30 Murt & Venice.
22 h. 30 : Phantom in the Par-
adise. 30 h. : 30 h. 30 h.

Délivrance

ALTMAN (v.o.) : Studio Galade.
15 (303-72-77). 15 h. : Buffalo
19 h. : 19 h. 19 h. : Trois Femmes ;
19 h. : 19 h. 22 h. : Californie

CINEMA ITALIEN (v.o.) : Studio
des Arcades, 17 (754-07-83). 14 h. :
Les Contes de Chateaubriat ; 16 h. :
La Dernière Femme ; 18 h. : Affres
sales et méchants ; 20 h. : Forliver

France-Elysées. 8° (723-71-11). et
alternance : la 41°; Documents
d'époque sur la vie de Lénine et

[illegible]

ES PETITES GALERIES (Pt.) : Le
Seine, 3°, à 18 h 30.

LES PETITES GALERIES (Fr.) : Le
Seize, 3^e, p. 18 h 30.
à SALAMANDRE (Suis.) : Olympi-
c-Entrépôt, 14^e, à 18 h. (cf
B. et D.J.).
HEX ILL (A. v.o.) : Olympi, 14^e,
à 18 h. (cf S. et D.J.).
à VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.) :
Cité Internationale, 14^e (389-
97-97), L. à 21 h.
IVES (Norg. v.o.) : Olympi, 14^e,
à 18 h. (cf S. et D.J.).
KARDON (A. v.f.) : Les Tournelles,
20^e (836-51-381, Mar. à 21 h.

SAINT-GERMAIN HUCHETTE
SAINT-LAZARE PASQUIER

SAINT-GERMAIN HUCHETTE
SAINT-LAZARE PASQUIER
OLYMPIC ENTREPOIT

ISABELLE HUPPERT
CHRISTINE PASCAL

*Les indiens
sont
encore loin*



Film de PATRICIA MORAZ

M. Raymond Aron « spectateur engagé »

L'un des thèmes qui reviennent, d'une semaine à l'autre, à travers les éditions successives du « L'homme en question », sur FR3, est celui des rapports entre les intellectuels et le pouvoir. Dernier invité, dimanche soir 26 octobre, Raymond Aron rappelle, au cours de son « autoportrait », avoir dit un jour à Albert Ohliver, qui critiquait le gouvernement : « Mais que feriez-vous à sa place ? » Réponse de son interlocuteur : « Ce n'est pas mon problème. »

Cet échange résume probablement les deux attitudes possibles des intellectuels. M. Raymond Aron est de ceux qui ont pour souci principal de déterminer ce qui est possible et souhaitable « de leur compte des réalités, de se tenir à la pièce de celui qui décide. Il se voit mieux en « conseiller du prince » qu'en « confident de la providence ». Ni prophète ni politique, il « voulu dire, dit-il, un « spectateur engagé ».

Son camp fut celui de l'anti-stalinisme passionné. Il a refusé, ou cela n'était pas très couru, où cela le fut « la réputation (même si le moi), la réédition, lui « mettait un peu tort

à l'égard de mai 1968. Son camp, ce fut aussi pendant trente ans le Figaro, et c'est, pour trois ans, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui l'a reçu au six fois, qui lui a témoigné deux ou trois fois et qui accablait sans irritation ses critiques.

Sa position, affirme-t-il, a été celle d'un « intellectuel libre non d'un « 1601 ». C'est l'image agace. Maurice Duverly lui a reproché dimanche soir de se croire le seul détenteur de la vérité et Nicole Poulantzas accusé de « planer au-dessus du peuple ». M. Raymond Aron a tenté de préserver à la fois l'autonomie de l'homme de science par rapport à l'homme d'État et à leur nécessaire collaboration. Equilibre difficile et, à certains égards, pathétique : on y se le double aussi d'une « modestie » ou d'une « impudence pour reprendre les termes qu'emploie M. Raymond Aron à propos de Max Weber dans sa préface au livre du philosophe allemand la Savant et le Politique.

THOMAS FERENCZI.

CHAINE 1 : TF 1

20 h. 30. FILM (cinéma public) : L'HOMME DE L'OUEST, d. A. Mann (1958), avec G. Connally et J. London. L.-J. Cobb. A. O'Connor. J. Lord (rediffusion).

Un amercu hemitt retrouve des horreurs qui connaissent son passé. Il accepte d'abandonner à eux, pour les supprimer.

Demythification rigoureuse de l'occidentalisme et de l'occidentisme hémitt, par un grand créateur de westerns connus, tantôt l'opposé du genre.

22 h. 5. Journal.

FRANCE - CULTURE

18 h. 30. Facilités : c. Martin Eden a. de J. London, adapt. Cornhill, avec J.-P. Delacour, S. Weiss. R. Menard, réal. J. Rollin-Weiss : 19 h. 35, Presse des arts :

20 h. 30. Moralité légendaire, de Jules Laforgue : c. Hamlet, s. avec F. Hunter, réal. J.W. Garrett (rediffusion) ; 21 h. 45. Ensemble instrumental du Orchestre philharmonique, dir. G. Amy : 21 h. 52, Musique Monteverdi : 22 h. 30, Concerto pour piano par G. B. L. ; 23 h. 4. A propos d'Y. Bonafant (rediffusion).

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 12. Musique magazine : 19 h. Jams tiz : 19 h. 35. Klocque : 19 h. 45. Concours international de guitare.

20 h. 5. Amoureux et guerriers : 19 h. 30, direct de Bonn, l'Orchestre national de France, Y. Anagnostou : c. III^e Symphonie (de fa majeur, Brahms), c. Harold en Italie (Berlioz), c. III^e Sinfonia (S. Strauss) ; 22 h. 30, Franco-Musique op. 8 ; 23 h. 30, Relais.

CHAINE 1 : TF 1

[illegible]

à 14 h. 30, Série : L'homme sans visage (fusion) ; 18 h. 50, FILM ; SALON

[illegible]

prendre la phrase, et j'ai immédiatement donné tous les éclair-

[illegible]

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,15
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

nd Aron « spectateur engagé »

... qui reviennent à l'autre, l'histoire succède à la question... M. Raymond Aron, qui a écrit un livre, qui critique... Mais sa place ?... M. Raymond Aron, qui a écrit un livre, qui critique... Mais sa place ?... M. Raymond Aron, qui a écrit un livre, qui critique... Mais sa place ?...

emploi international

1 directeur d'agence

Société de transit implantée en Afrique Noire francophone recherche :

Le candidat âgé de moins de 35 ans aura assumé les fonctions de chef d'agence ou de chef de département transit dans une importante société implantée en Afrique Noire. Il sera apte à prendre en main une direction générale.

Adresser C.V. et prétentions s'fr. 6862 à P. LICHIAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

1 DELEGUE MEDICAL confirmé

sur l'ALGEROIS

- de nationalité algérienne
- de niveau baccalauréat ou litres années de médecine
- possédant une bonne expérience de la visite médicale.

Envoyer CV avec photo récente sur ref 6324 Réponse et discrétion assurées

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS

recherche pour le lancement de nouveaux produits

1 DELEGUE MEDICAL confirmé

sur l'ALGEROIS

- de nationalité algérienne
- de niveau baccalauréat ou litres années de médecine
- possédant une bonne expérience de la visite médicale.

Envoyer CV avec photo récente sur ref 6324 Réponse et discrétion assurées

OFFRES D'EMPLOI TOUTES QUALIFICATIONS

pour l'Algérie du Sud (Béni, Argente, Venezuela, etc.) dans revue spécialisée. Doc. A.L.E. 102, B.P. 4249, Paris.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

DIRECTEUR GENERAL

Industrie des Loisirs France du Sud-Ouest

Notre client, une importante société anglaise spécialisée dans la vente de maisons mobiles en France et occupant également des services de location recherche un directeur général résidant dans le Sud-Ouest de la France. La préférence sera donnée à un ressortissant ayant à son actif l'expérience des ventes de caravanes/sections de location et du travail au niveau directeur. Les perspectives sont extrêmement bonnes et les primes négociables. Un intérêt sur bénéfices pourrait être accordé à la personne compétente.

Veuillez fournir, en anglais, quelques brèves données sur vos qualifications et votre carrière.

Veuillez les adresser à : P. A. Brooker - Coppen Recruitment Services 21 Poland Street, London W1V 3DD, England

OFFRES PREMIER EMPLOI

Pour un premier emploi

- Vous avez 20 ans environ ;
- Vous êtes diplômés SUP, de com., E.S.E.C. ou équival.

PA G.E.V. (Midi) Banque de l'Union Immobiliaire organise dans le cadre de la politique nationale en faveur de l'emploi des jeunes :

STAGE DE VENTES 6 mois de formation pour quatre stagiaires

En fin de stage des postes pourront vous être offerts au sein de la Société.

Envoy. C.V. détaillé à photo à AGEV, B.P. 237-08, 75204 Paris Cedex 08, référence 320.

STAGE DE VENTES 6 mois de formation pour quatre stagiaires

En fin de stage des postes pourront vous être offerts au sein de la Société.

Envoy. C.V. détaillé à photo à AGEV, B.P. 237-08, 75204 Paris Cedex 08, référence 320.

STAGE DE VENTES 6 mois de formation pour quatre stagiaires

En fin de stage des postes pourront vous être offerts au sein de la Société.

Envoy. C.V. détaillé à photo à AGEV, B.P. 237-08, 75204 Paris Cedex 08, référence 320.

offres d'emploi

La presse tient ses promesses. Et vos annonces de recrutement ?

Pourvus ou non d'un emploi, désirant ou non en changer, les cadres lisent dans leur grande majorité les offres d'emploi diffusées dans la presse.

En confirmant ce point, l'enquête MAKROTEST - HAVAS CONTACT met fin à une vieille polémique comme elle lève aussi la voile sur d'autres interrogations tout aussi essentielles et tout aussi controversées.

Le contenu des annonces, leur taille, la présence ou l'absence du nom de l'entreprise qui recrute sont-ils les cadres ? Joutent-ils un rôle, dans leur décision de répondre aux annonces qui leur sont destinées ?

Quel type d'annonces incite le plus les cadres concernés à répondre ?

HAVAS CONTACT a prévu de présenter les résultats de cette enquête aux responsables de recrutement qui voudraient bien en formuler la demande.

Pour cela, il suffit d'appeler : Marie-France HECKLY (poste 247), ou Sylvie CARPENTIER (poste 246) HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 PARIS. Tél. : 236.42.81 - 755.99.08.

L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIO-VISUEL

recrute PAR VOIE DE CONCOURS

DES CADRES ADMINISTRATIFS ET DES CHEFS DE PRODUCTION

DIPLOMES : Sont diplômés nationaux sanctionnant un second cycle d'études supérieures, soit diplôme ou examen de sortie d'une grande école. Il est souhaitable que les candidats parlent couramment l'anglais ou l'arabe. Remunération mensuelle brute durant les 8 mois de stage : 4.000 F. LIMITE D'AGE : 30 à 45 ans au 1^{er} décembre 77. EPREUVE DE PRESELECTION début décembre.

Adresser candidature avant le 15 novembre 1977, date limite, au Chef du Personnel de l'I.N.A.V. 21-23, boulevard Jules-Ferry, 75011 PARIS.

SOCIETE DE SURVEILLANCE GARDIENNAGE recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Envoyer C.V. et prétentions à : Mlle PRETELEAT, 6, rue Notre-Dame-de-Lorette, 75008 PARIS.

COMPTABLE

Expérimenté (ao) gérance immobilière. Se présenter avec références et C.V. jeudi 3 novembre, de 9 à 17 heures, M.B.T.O., 2, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

Importante Société recherche pour son service commercial :

JEUNE INGENIEUR

Formation Grande Ecole au sein d'une entreprise. Ayant au moins deux années d'expérience dans la fabrication et le développement de produits. Les perspectives sont extrêmement bonnes et les primes négociables. Un intérêt sur bénéfices pourrait être accordé à la personne compétente.

Ecrire avec C.V. et photo à : M. 3337, Publications Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

IMPORTATEUR PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS QUARTIER OPERA

recherche :

CADRE TECHNICO-COM

Bonne formation, et min. 5 ans exp. pr. vente ligne de spécialités à échelon national. Angl. indispens., autre langue étrang. souhaitable. Ecrire avec C.V. à J. C. POULAIN, 57, quai de Seine, 75019 Paris, qui transmettra.

LA VILLE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

40.000 à 80.000 habitants, 20 km. Paris R.E.R., recrute :

UN CHEF DE BUREAU ou UN REDACTEUR

ayant vocation à se spécialiser. Envoy. C.V. M. LAURENCE, 78100 St-Germain-en-Laye.

PRESTA FRANCE

recherche pour mission à l'étranger :

- OFF SHORE
- MAINTRENS SONDERS
- SUPERVISEURS WORKOVER
- ELECTROMECANICIENS

Anglais courant. Env. C.V. complet à : M. VILLEPINTE, 78, allée Jean-Jaures, 31000 TOULOUSE.

E.C.E.

recherche pour son service :

- AERONAUTIQUE
- PARIS (20)
- PERSONNEL

expérience 2 à 3 ans à 3^e ELECTRONIEN

Circuits analogiques et digi. laux. - Niv. B.T.S. ou O.U.I. Adresser C.V. avec prétentions à E.C.E. 157, rue Peltre, 75020 PARIS.

représent. offre

Recherche REPRESENTANT MULTICARTE, introduit comité d'entreprises. R.E.V.I.L.L.A.R.D., 4390 TREILLES.

SI VOUS ETES DOCTE POUR LA VENTE, jeune et dynamique, si vous souhaitez une brillante situation d'avenir au sein d'une importante fabrique de produits alimentaires, nous vous proposons de vous offrir une formation sur le terrain en qualité de représentant des départements suivants :

En fin de stage, si vous avez les qualités requises nous vous donnerons un secteur exclusif ou vous pourrions gagner des ventes de 6 à 8.000 F de commissions brutes par mois.

Nous souhaitons un représentant expérimenté ou non, mais capable de travailler dans les départements suivants :

Clients à prospecter : Restaurants et collectivités. Ecrire à M. LAVAL, 10, rue de la Miffière, MONTE-CARLO.

secrétaires

Importante Société Centre Tours recherche **SECRÉTAIRE DE DIRECTION** ayant bonnes connaissances comptables.

Ce travail comporte des fonctions de traductrice d'anglais commercial et financier. Solide expérience exigée. Ecrire avec C.V. et prétentions à M. 1121, 17018 TOURS CEDEX.

cours et leçons

MATH Rattrapage par Priv. expérimenté. Tél. 276-77-71

capitaux ou proposit. com.

SPECIALISTES EN FRANCHISE

Etendez le rayon d'action de vos affaires actuelles jusqu'à un riche marché des Etats-Unis, grâce à la franchise. Notre expérience de 10 années nous permet de mettre sur pied plus de 100 nouvelles opérations de franchise par an. Pour plus amples informations écrire à :

JOHN R. FIDDES JR., 275 PARK AVENUE, NEW YORK, N.Y. 10022 U.S.A.

occasions

Planos n°s 4.500. Occas. 3.500. Quatre 6.000. Loc. Créd. D'au. 75 av. Wagram. WAG. 54-17

LIVRES. Achat comptant à domicile. - Lafré, 13, rue de Bad (VI). Tél. : 326-66-28.

traductions

Demande

Traductions par cadre supérieur. Trilingue franc.-anglais. Italien. Ecr. à 1875, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

demandes d'emploi

ATTACHE DE DIRECTION

25 ans, nationalité Franco-Allemande. Etudes E.B.S. Paris, Francfort, Londres Economies. Langues courantes : Français, Allemand, Anglais, Espagnol. Actuellement Hong-Kong, libre fin 1977. recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

POUR SOCIÉTÉ AYANT SON SIÈGE SOIT EN FRANCE EN ALLEMAGNE OU EN GRANDE-BRETAGNE. POUR TRAVAILLER JAPON, HONG-KONG, SUD-KORÉE, ASIATIQUE. PHILIPPINES.

Ecrire à J.A. MONHEIM A3 PARK VIEW COURT 1, 1 Park Road, Hong-Kong.

CADRE DIRIGEANT, 53 ANS

INGENIEUR GRANDE ECOLE - M.R.A. - D.R.C.S. Couramment anglais, espagnol, allemand.

Expérience Marketing, commerce international, production, finance et direction de personnel recherche

Responsabilité Direction Générale - Direction Production - Marketing - Relations humaines

Création ou développement de sociétés ou direction retail affairs familiales.

Ecrire sous le numéro 1.563, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens - 75427 PARIS (9^e).

Cadre de Direction, 28 ans

18 ans exp. en affaires, gestion administrative, financière, commerciale, responsabilité dans P.M.E. Etude toutes propositions. Ecrire HAVAS 7207 MELUN N° 8206.

J.F. 30 ans, licence russe, 6 ans exp. en affaires, gestion administrative, financière, commerciale, responsabilité dans P.M.E. Etude toutes propositions. Ecrire HAVAS 7207 MELUN N° 8206.

Assistante de Dir. J.F. 28 ans

Secrétaire franc.-angl., espagn., allemande. Tr. sér. réfer. France et étr. rech. sit. int. av. resp. Ecr. à J. 0689, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

CADRE ADMINISTRATIF. - Autodidacte - Expérience Service Personnel - Administrative - Gestion Stocks - Notions comptables. RECHERCHE : emploi Paris ou proche banlieue - De préférence contrat durée limitée. (Section B.)

CADRE 20 ANS. - Ecole Sup. de Commerce - Anglais, Allemand - Expérience gestion - Relations bancaires avec Entreprises service clientèle.

RECHERCHE : poste à responsabilité direction financière ou marketing. (Section D.)

AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES

12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.45 poste 71.

L'immobilier

appartem. vente

Paris rive gauche

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement parmi celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M. agréées.

PARIS et 120 KM AUTOUR

Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite.

locations non meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations non meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations non meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations non meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations non meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations non meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

locations meublées

Paris

SANS COMMISSION

GARE DU NORD

5 Pces, 5. de Q. ch. cent. tél. 2.200 P. Rm. ch. 10. Tél. 076-23-78, sans lundi, mardi.

ÉQUIPEMENT

A PROPOS DE...
L'ORGANISATION DES TRANSPORTS EN COMMUN
A GRENoble

Retour du trolley

En 1974, les communes de l'agglomération grenobloise, réunies au sein du Syndicat mixte des transports en commun (S.M.T.C.), décident de maintenir en exploitation les deux lignes de trolleybus, représentant une vingtaine de kilomètres sur les 170 kilomètres du réseau, de reconstruire les lignes aériennes selon les normes modernes d'exploitation et de procéder au renouvellement du matériel roulant, mis en service il y a plus de vingt ans.

La crise de l'énergie et la nécessité de lutter contre l'encombrement du centre des villes expliquent la nouvelle faveur du « trolley ». Résultat, dans le cas de Grenoble, à trouver des constructeurs capables de mettre au point des engins à traction électrique dont la production est abandonnée en France depuis une vingtaine d'années. Le « marché grenoblois » étant insuffisant, le syndicat mixte des transports en commun s'est associé avec Lyon, Marseille, Saint-Étienne et Limoges — qui ont conservé leur réseau de trolleybus — afin d'élaborer le cahier des charges d'un nouveau matériel et d'attirer leur attention de réhabiliter ce mode de transport. Deux années d'études ont été nécessaires à la Société Berliet et à la Compagnie électromécanique pour mettre au point un véhicule capable de transporter cent passagers et muni d'un moteur Diesel auxiliaire permettant de maintenir une exploitation du véhicule en cas de rupture de l'alimentation électrique ou de travaux sur le réseau électrique.

Ce nouveau trolleybus, commandé par les réseaux de transports en commun de Lyon, Saint-Étienne et Grenoble, coûte 700 000 francs, soit deux fois plus cher qu'un autobus ordi-

naire. Le coût économique de l'exploitation du trolleybus n'apparaît évidemment pas plus élevé que celui de l'autobus, si l'on prend en considération tous les coûts indirects relevés au niveau de l'agglomération : d'autre part, le coût d'entretien du trolleybus nous semble moins élevé que celui des autobus, fait remarquer M. Gilles Bussy, président de la Société d'économie mixte des transports publics de l'agglomération grenobloise (SEMITAG).

Vingt nouveaux trolleybus vont remplacer dans quelques semaines les anciens véhicules sur la ligne la plus chargée du réseau grenoblois, qui assure le dessert est-ouest de l'agglomération entre Fontaine et La Tronche. Sur cette seule ligne est assuré 20 % du trafic total du réseau. Deux nouvelles lignes seront, d'autre part, prochainement ouvertes : La Tronche-Meylan et Grenoble-Eybans, ce qui correspondra à un doublement du réseau électrifié sur lequel circuleront cinquante trolleybus.

La SEMITAG souhaite, enfin, pouvoir acquérir, dans les prochaines années, des trolleybus articulés pouvant transporter cent cinquante à cent soixante passagers.

Des concurrents

Quant aux partisans du tramway, ils ne désarment pas. Ils ont récemment organisé une fête du vélo et du tramway, qui a rassemblé mille cinq cents personnes dans les rues de Grenoble. Le président de l'Association pour le développement des transports en commun, M. Jean Sivardière, déclare : « Certes, le tramway est coûteux, mais il faut comparer les choses comparables, et comparer le coût des tramways non aux seuls trolleybus, mais aussi aux autoroutes urbaines et aux parkings centraux qu'il faudrait construire si on le refuse. » Le Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération grenobloise a commandé une étude à ce sujet. Celle-ci montre que pour un tracé de 26,5 kilomètres, la mise en place des lignes de tramway coûterait 300 millions de francs, auxquels s'ajouteraient

l'acquisition du matériel roulant, la construction de la ligne, le matériel de signalisation, les travaux de voirie, etc. Le tramway est donc une solution coûteuse, mais elle présente l'avantage d'être silencieuse, non polluante et indépendante de la circulation automobile. L'idée paraît séduisante. Il y a quelques années encore, on soulignait aujourd'hui les difficultés d'insérer dans une ville ce genre de transport et les incertitudes qui subsistent quant à la façon de l'exploiter et à son coût d'entretien.

CLAUDE FRANCHILLON.

CONSTRUCTION NAVALE

La crise européenne et les projets français de restructuration industrielle

Association entre France-Dunkerque et l'armement Worms

De notre correspondant

Dunkerque. — La question du regroupement des constructeurs navals, notamment en ce qui concerne l'établissement de Dunkerque, paraît être au point mort. En revanche, samedi 29 octobre, c'est une autre formule d'association qui a été discutée à l'occasion du lancement du *Ville-de-Dunkerque*. Il s'agit d'un bateau de 170 mètres de long, pouvant embarquer sept cent dix conteneurs et cent dix-sept voitures. Le constructeur, France-Dunkerque (1), avait déjà pris une participation de 10 % dans deux bateaux de la S.P.T.M. (groupe Worms). Le *Ville-de-Dunkerque* mis à l'eau samedi, et son jumeau le *Ville-de-Henri*, qui sera lancé en janvier, seront la propriété de Worms, qui les affectera à la ligne Dunkerque-Henri.

Les avantages pour le constructeur ont été résumés par le président des chantiers, M. Gérard Chanchal : « Ce sont les avantages que comporte l'appartenance au Comité central des armateurs de France, qui vient d'adhérer à la Société d'armement créée par l'industrie navale dunkerquoise pour autofinancer ses bateaux. »

Le plan emploi s'est trouvé mieux assuré. Enfin, plutôt que de vendre des navires à des prix de famine, mieux vaut les construire pour soi-même, sur la garantie d'un affrètement à long terme. Une autre opération fondée sur la copropriété des navires, sans doute des porte-conteneurs, est étudiée actuellement par les mêmes partenaires, dont on connaît déjà les liens de coopération dans le domaine du transport de gaz.

Le secrétaire général de la marine marchande, M. Jean

ENVIRONNEMENT

● Gènes : marée noire jugulée. — La suite d'un accident de déchargement, 1 000 tonnes de pétrole brut s'étaient échappées samedi 29 octobre, des réservoirs d'un tanker au large du port de Gènes. Plusieurs navires ont répandu 20 000 litres de solvants biodégradables sur la nappe qui menaçait de dériver vers la Corse. La marée noire paraît résorbée, mais le capitaine du pétrolier a été inculpé pour pollution. (A.F.P.)

Les Chantiers de La Ciotat pourraient prendre le contrôle du groupe marseillais Terrin

De notre correspondant régional

Marseille. — Au terme de plusieurs mois de négociations, un protocole d'accord aurait été conclu sous l'égide du Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (C.I.A.S.I.) entre le groupe marseillais de réparation navale Terrin et les Chantiers navals de La Ciotat (C.N.C.), réservant à ceux-ci une option de prise de participation majoritaire. Cette option serait valable un an, mais les C.N.C. (dont le capital est détenu par des groupes libanais) se seraient engagés d'ores et déjà à apporter une assistance technique à leur futur partenaire.

Le protocole comprend, d'autre part, certaines conditions suspensives parmi lesquelles figure principalement une renégociation du plan de redressement économique et d'apurement collectif du groupe Terrin pour ce qui concerne les dettes moratoires. Ce plan, homologué le 6 septembre par le tribunal de commerce de Marseille, prévoyait notamment un remboursement de 75 % des sommes dues aux fournisseurs et entreprises locales de sous-traitance — environ 42 millions de francs pour un passif de 400 millions — dans un délai de trois ans.

A la recherche de partenaires

Les C.N.C. proposeraient au groupement des chantiers, qui réunissent deux cent quarante entreprises, un règlement anticipé qui pourrait intervenir au terme de l'option dont ils disposent, mais qui ne porterait que sur 50 % des créances. Les fournisseurs et sous-traitants n'accepteraient cependant le nouveau sacrifice qu'à leur demande qu'à la condition d'être payés avant le 31 décembre 1977.

COLLECTIVITÉS LOCALES

« L'HUMANITÉ » : M. Bécarré fait du forcing et du chantage.

« M. Marc Bécarré fait du forcing » et recourt au « chantage », écrit Jean Le Lagarde dans *L'HUMANITÉ* de lundi 31 octobre, commentant l'article du secrétaire d'État chargé des collectivités locales dans le *Monde* daté 30-31 octobre. « La vérité, c'est que les maires, même une partie de ceux de droite, ne veulent pas porter de responsabilité dans l'opération Giscard-Barre-Guichard, qui vise à restreindre encore les libertés et les moyens des collectivités locales », écrit *L'HUMANITÉ*.

« En fait, le gouvernement Barre veut, comme ses prédécesseurs, engager un processus de regroupement des communes et de nouvelles restrictions financières. Pour réaliser son manège, il cherche l'appui des élus locaux, maires et conseillers. L'exigence de la démocratie les dérange. »

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} 11-77 DÉBUT DE MATINÉE



SITUATION LE 31-10-77 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le lundi 31 octobre à 0 heures et le mardi 1^{er} novembre à 24 heures :

Un front froid s'étendant en début de journée de Marseille à Strasbourg se déplacera lentement en direction du nord-est. Une nouvelle perturbation en provenance du proche Atlantique se dirigera vers les îles Britanniques, et la partie méridionale affectera la Bretagne et les côtes septentrionales de la France mardi en fin de journée.

Mardi le lendemain, se produira des averses le matin sur le nord des Alpes, le Jura, les Vosges et le nord du pays d'Auvergne, le

temps sera variable avec de belles éclaircies. En fin d'après-midi, le temps deviendra très nuageux en Bretagne, et il pourra tomber quelques pluies. Le temps sera généralement assez ensoleillé sur le reste du pays.

Les températures seront en baisse. Les vents, de secteur nord-ouest à ouest, seront modérés.

Le 31 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris de 1 013,2 millibars, soit 797,7 millibars de hauteur.

Températures : le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 30 au 31 ; le troisième, le minimum de la nuit du 31 au 1^{er} novembre.

12 et 4 : Tours, 17 et 11 ; Toulouse, 22 et 12 ; Poitiers-Poitiers, 20 et 24. Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 14 ; Amsterdam, 12 et 9 ; Athènes, 22 et 12 ; Berlin, 12 et 5 ; Bonn, 15 et 8 ; Bruxelles, 13 et 10 ; Les Canaries, 24 et 18 ; Copenhague, 12 et 9 ; Genève, 14 et 4 ; Lisbonne, 21 et 12 ; Londres, 15 et 14 ; Madrid, 19 et 8 ; Moscou, 4 et 2 ; Nairobi, 24 (max.) ; New York, 15 et 7 ; Palma-de-Majorque, 22 et 17 ; Rome, 20 et 10 ; Stockholm, 12 et 4.

Visites, conférences

MARDI 1^{er} NOVEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES : 13 h 30, place de la Concorde, Mme Oswald : « Le charme de Paris ». 15 h, rue du Mont-Cenis, Mme Bouchard : « De l'église de la Madeleine à la Bastille ». 17 h, rue de Valenciennes, Mme Fournier : « Le quartier Montmartre et la Casse nationale des monuments historiques ». 19 h, rue de Rivoli : « Splendides salons du ministère des finances (Mme Bouchard) ». 19 h 30, rue de Valenciennes : « Les tombes célèbres du cimetière Montmartre » (Connaissances d'ici et d'ailleurs). 20 h, rue de Valenciennes, angle rue de la Chapelle : « Le Palais du Louvre » (Paris et son histoire). 20 h 30, devant l'église Saint-Pierre : « Le cimetière Saint-Pierre et le cimetière des Mathurins » (Mme Bouchard). 21 h, place du Fuite-de-l'Ermitage : « Le musée de la Ville de Paris » (Mme Bouchard). 21 h 30, rue de Valenciennes : « Le musée de la Ville de Paris » (Mme Bouchard). 22 h, rue de Valenciennes : « Le musée de la Ville de Paris » (Mme Bouchard).

Reproduction interdite de tous droits, sans accord avec l'administration. Commission nationale des Journaux et publications : n° 5187.

CARNET

Décès

— Mme Joseph Basciet, née Marie-Henriette Condroyer, 81 ans, M. et Mme Robert Ganne, 81 ans, M. et Mme Dominique Basciet et leurs enfants, et leur famille, ont le deuil de faire part du décès de

M. Joseph BASCINET, avocat général honoraire, président d'honneur des anciens combattants de l'Alsace, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, et croix du combattant 1914-1918, commandeur de l'Ordre national du Mérite, des Palmes académiques, du Mérite social, de l'Instruction publique, de l'Ordre de la Santé publique, survenu en son domicile, le 28 octobre, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques seront célébrées, le mercredi 2 novembre, à 14 heures, en l'église du Saint-Esprit, 184, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

(Né en 1914, à Paris, Joseph Basciet, entra dans la magistrature en 1932. Il fut successivement juge à Rome, substitut à Compiègne, procureur de la République à Paris, substitut à Angoulême, à Lille, puis à La Seyne. Il exerça les fonctions de chef de cabinet de M. Champetier de Ribes, ministre des anciens combattants de 1953 à 1958 et de 1958 à 1959. A l'issue de la deuxième guerre mondiale il est nommé lieutenant-colonel assistant de justice militaire. Substitut du procureur de la République à Paris en 1954, il est nommé avocat général près la cour d'appel de Paris en 1957.)

— On nous prie d'annoncer la mort de M. Stéphane EYVARD, président de chambre honoraire au tribunal de commerce de Paris, chevalier de l'Ordre national du Mérite, décédé, le 29 octobre 1977, à l'âge de soixante-cinq ans, en son domicile à Neuilly, muni des sacrements de l'Eglise.

De la part de : Mme Stéphane Eyvard, son épouse, M. et Mme Michel Eyvard et leurs enfants.

Le docteur et Mme Jérôme Eyvard et leurs enfants, M. et Mme Jean-Pierre Eyvard, et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. Jérôme EYVARD, 54 ans, docteur en médecine, chef de clinique à l'hôpital de la Pitié, survenu le 29 octobre 1977, en l'église Saint-Nicolas de Reims.

Les obsèques auront lieu, le lundi 30 octobre 1977, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Reims.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire part. Abbaye Saint-Martin, 53, rue de l'Alouette, 21200 Beaune.

Messes anniversaires

— Pour la quarantième anniversaire de la mort de M. LAUGARDIERE, une messe sera célébrée au Cimetière de Bourges, le 3 novembre 1977, à 18 h 30.

« Indes Toul » de SCHWEPPE. Une palatine pélagienne. Un pélagien palatine.

Journal officiel

En publiant au Journal officiel du 30 octobre 1977 :

UN DÉCRET :

— Oportant application des dispositions de l'article 54 de la loi n° 76-1233 du 29 décembre 1976 fixant les conditions de répartition et d'affectation des ressources du fonds d'équipement des collectivités locales.

— M. Jean Pierre-Bloch signataire.

« Le Temps d'ici » pour encore 4 semaines à 10 francs.

Le lundi 3 novembre 1977, à partir de 18 heures.

An Droguerie Méditerranée, 4, avenue Méditerranée, 75013 Paris.

مكتبة من الأصل

EN ILE-DE-FRANCE

«Cagibi» dans l'Essonne, «palace» dans le Val-d'Oise

Les casernements de pompiers d'un siècle à l'autre

LES sapeurs-pompiers sont en colère. Au point d'avoir suivi, pour 90 % d'entre eux, une grève administrative de quarante-huit heures qui a étonné tout le monde. C'est, il est vrai, d'une juste colère dont il s'agit. Deux motifs principaux : les horaires de travail et l'état des casernements.

Leur dévouement prend l'allure d'un sacerdoce dont souffre trop souvent leur vie familiale. Leurs horaires les mobilisent pratiquement vingt-quatre heures de suite un jour sur deux, ce qui rend délicate toute adaptation au mode de vie traditionnel. Sur ce premier point leurs revendications correspondent simplement à un souci de voir plus souvent leurs femmes et leurs enfants.

Pour le reste, l'exemple de la caserne d'Arpajon est éloquent. Trente-sept pompiers professionnels y veillent jour et nuit à la sécurité de trente et une communes et de 90 000 habitants. Mais pour les accueillir, on ne trouve que des locaux d'un autre siècle qui auraient même besoin d'une visite de sécurité. Les chambres pour les nuits de garde : deux dortoirs étroits, avec des lits superposés. L'une de ces pièces jointe même la cuisine et ses odeurs, le standard téléphonique et le sonnerie y est impossible. Les sanitaires n'existent pas. Les douches : quatre pommes, pour un espace de 3 mètres sur 2, sans aération. Les locaux administratifs : deux pièces de quelques mètres carrés où s'empilent meubles et dossiers. La réserve de matériel : une sorte de minuscule cagibi. Cette énumération concernant un service qui pour lequel vitesse et précision

sont des conditions indispensables. Il faut pourtant y ajouter le garage trop petit pour recevoir tous les véhicules. « La nuit, explique un des délégués syndicaux, M. Claude Durand, lorsque l'on n'a pas de véhicule, on se voit obligé de partir avec le groupe électrogène, il faut compter des heures minutes pour décharger les trois véhicules qui sont devant. » « Au cours de notre dernière réunion avec les représentants du préfet et du conseil général, poursuit un collègue, M. Jean-François Rispaill, ils nous ont proposé quelques améliorations provisoires et de détail, par oral et non par écrit. »

Pourtant, depuis quelques années, un certain nombre de nouvelles casernes ont été mises en service. C'est le cas, notamment, de celle de Cergy-Pontoise, récemment inaugurée. Située dans la zone industrielle d'Osny, cet ensemble de 23 000 mètres carrés, en remplacement de 2 000 mètres carrés de locaux vétustes dans lesquels, chaque jour, soixante-dix sapeurs-pompiers professionnels et quelque trente volontaires essayaient de s'entraîner malgré l'insalubrité de la cour.

« C'est presque un palace pour nous », s'exclame un jeune pompier visiblement enchanté. Une zone réservée aux activités techniques, avec aire de manœuvre, une cour d'exercice, une aire sportive, une cour d'honneur et des locaux spacieux et modernes. Les locaux administratifs de cet équipement est, sans conteste, le standard, entièrement électronique, à partir duquel tous les services sont assurés. Les interventions sont alertées, l'appel enregistré, l'ouverture des portes

programmées ainsi que les : ix tricolores leur facilitant la sortie. Un tableau lumineux signale au fonctionnaire l'état du parc automobile lors de chaque appel, ce qui permet d'évaluer le nombre des véhicules disponibles. « Une telle caserne n'est pas exceptionnelle en France », confie pourtant le commandant Daniel Pleaut.

Il reste que dans l'Essonne, comme dans le Val-d'Oise, les services d'incendie sont départementalisés et constituent une très lourde charge pour les conseils généraux. Ainsi, c'est une somme de quelque 28 millions de francs que lui a consacré le Val-d'Oise en 1977. Pour l'Essonne, il s'agit de 33 millions de francs, pour quatre cent quinze professionnels et mille trois cent trente-six volontaires. Les conseils généraux sont dans l'impossibilité de satisfaire les nouvelles revendications des pompiers et se retournent vers l'Etat. « Le service d'incendie a de plus en plus tendance à devenir un service médical », indique-t-on à Evry. « De plus, l'Essonne est traversée par de grands axes routiers où les interventions sont nombreuses. »

M. Christian Bonnier, ministre de l'Intérieur, a annoncé, pour 1979, l'ouverture d'une Ecole nationale des sapeurs-pompiers, à Nainville-les-Roches (Essonne), et s'est déclaré, à cette occasion : « La politique du gouvernement est bien de conserver aux sapeurs-pompiers les missions de secours qui sont les leurs et cela veut, en particulier, pour les secours aux blessés et aux accidentés de la route. » Cette définition annonce-t-elle de nouvelles subventions ?

JACQUELINE MEILLON et STEPHANE BUGAET.

POINT DE VUE

Une région pour entraîner la province

par JEAN GARDIN (*)

LA région d'Ile-de-France est arrivée à un carrefour de son évolution : sa population et ses activités subissent d'incontestables bouleversements dont il faut tirer les conclusions.

Premier phénomène qui retient l'attention, la croissance de la population marque le pas. Les hypothèses exprimées par le VII^e plan prévoyaient, en effet, pour fin 1975, 10 millions 250 000 habitants en Ile-de-France, chiffre qui correspondait à un accroissement de 995 000 habitants entre les deux derniers recensements. Or, on constate un gain de population qui n'a pas dépassé 650 000 habitants pour cette période. Nous sommes loin des prévisions des années 60 qui pouvaient faire grandir une population de 2 millions d'habitants en 1965 et 14 millions en l'an 2000 (sans parler des 10 millions qui étaient annoncés avant que ne soit mise en place le schéma directeur). Le président de la République avait d'ailleurs lui-même demandé, en 1975, que les objectifs soient ramenés à 11 et à 12 millions.

Les responsables et les habitants de notre région n'ayant jamais eu l'habitude d'une progression démographique dont l'ampleur était devenue excessive, nous pourrions, certes, nous réjouir de ces résultats que l'on doit, pour une part importante, à la politique de décentralisation. Mais parallèlement à la tendance que nous venons d'évoquer, un second mouvement se dessine : la population, comme poussée par une force centrifuge, est rejetée du centre de Paris et s'installe à la périphérie, de plus en plus loin. Quelques chiffres sont particulièrement significatifs à cet égard : Paris intra muros a perdu, entre 1968 et 1975, 340 000 habitants (13 %) et entrait aujourd'hui son niveau de 1960 ; cette diminution se poursuit ; la petite couronne (Haute-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) dont la population s'était accrue, entre les deux derniers recensements, de 130 000 habitants, a vu cette tendance s'atténuer en 1975 et se retourner très nettement en 1976 : l'opposé, la grande couronne (Essonne, Yvelines, Val-d'Oise et Seine-et-Marne) se développe très rapidement : le gain a été de 850 000 habitants entre 1968 et 1976 et le département de l'Essonne (+ 40 % en huit ans) a atteint le record absolu en France.

Il est évident que le double phénomène que nous venons de rappeler, d'ores et déjà, des conséquences sur le plan des investissements collectifs. En ne raisonnant que sur les chiffres globaux de population, on pourrait être tenté de penser que la situation actuelle justifie une sensible diminution des crédits d'équipements régionaux. Mais une telle analyse, qui ne retiendrait pas l'aspect structurel, déboucherait à terme sur une situation bloquée : à l'évidence, cette nouvelle distribu-

tion de la population doit s'accompagner d'un effort d'équipement, particulièrement dans le grand centre. En outre, il ne faut pas oublier que, dans la partie centrale de l'agglomération, des retards considérables ont été pris pendant un demi-siècle de carence ; beaucoup d'installations vétustes n'ont pu être encore modernisées.

Dans le même temps, une évolution de l'emploi, inquiétante à certains égards, s'est dessinée. Partant d'une double hypothèse de population et de taux d'activité, les planificateurs avaient prévu la création, en Ile-de-France, de 300 000 à 350 000 emplois pour le durée du VI^e Plan. A son terme, on ne constate qu'un accroissement d'environ 120 000 (y compris la fonction publique). Deux explications peuvent être avancées pour justifier ces distorsions : la croissance démographique, qui s'est révélée en deçà de ce que l'on attendait, et le fait que l'on prenait, comme point de départ, des années de « haute conjoncture ».

170 000 emplois perdus

L'élément le plus préoccupant réside dans l'évolution opposée des secteurs secondaires (industries) et tertiaires (bureaux, services). La création de 65 000 à 85 000 emplois secondaires avait été prévue pour les cinq années du Plan, alors que, en réalité, c'est une perte de plus de 170 000 emplois que l'on enregistre. L'écart, par rapport aux prévisions, est donc supérieur à 235 000. Face à un secteur secondaire en pleine déclin, la croissance du tertiaire, qui s'est révélée en deçà de ce que l'on attendait, est donc un point de départ, comme point de départ, des années de « haute conjoncture ».

Ce renversement de la structure de l'emploi s'explique dans les données suivantes : fin 1970, sur 100 emplois salariés du secteur privé, 46 appartenaient au tertiaire, chiffre qui passe à 52 cinq ans plus tard. Cette tendance, qui paraît devoir se poursuivre, est, en outre, aggravée par la crise actuelle, puisque, de fin 1973 à fin 1976, plus de 150 000 emplois secondaires ont été perdus. Tous secteurs confondus, la région d'Ile-de-France accuse, au cours de ces trois années, un déficit de près de 30 000 emplois.

La politique de décentralisation s'est réalisée au-delà de toutes les espérances de ses concepteurs. Certes, le départ de certaines grosses unités industrielles, polluantes et mal adaptées à l'environne-

ment, était nécessaire, mais les mesures incitatives conçues à cet effet, faute d'avoir évolué, ne sont plus de mise aujourd'hui. Il est paradoxal de constater que, entre 1973 et 1975, alors que chutaient le nombre des demandes d'agréments pour les locaux à usage industriel, le taux de refus de l'administration faisait plus que doubler.

Toute création d'activités est, cependant, un bienfait pour tous. Les suppressions d'emploi en région d'Ile-de-France sont souvent sans profit pour la province. En outre, on a pu souligner que, si l'Ile-de-France perdait des emplois industriels, le pari de la valeur ajoutée imputable à ce secteur par rapport au total national était en progression. Cela était vrai entre 1962 et 1970, mais il faut remarquer que, en incluant le bâtiment et les travaux publics, il n'y a pas eu de perte d'emplois dans le secteur secondaire pendant cette période. De surcroît, cette augmentation résulte essentiellement de la très forte hausse de productivité des branches de l'énergie. Les secteurs traditionnels ont, au contraire, régressé le plus souvent. Enfin, les premiers éléments d'une étude en cours ont apparé une baisse très nette de la part de la valeur ajoutée de l'industrie en Ile-de-France dans le total national pour les années postérieures à 1970.

Souvent accusée, dans le passé, de faire un complexe de supériorité par rapport aux autres régions françaises, l'Ile-de-France ne doit pas, aujourd'hui, se sentir culpabilisée : sa croissance ne se fait pas au détriment du « désert » français. Elle se trouve affectée de mutations profondes de ses structures et a une situation délicate en certains domaines, qui nécessitent que soient levées les mesures d'exceptions qui lui sont trop souvent appliquées, notamment en matière de création d'emploi.

Il ne serait pas raisonnable de remettre en cause la politique d'aménagement du territoire suivie jusqu'à présent, mais il est souhaitable que le cadencement des investissements publics dans cette région ne soit pas relâché. Dans le domaine de l'emploi, il est heureux que les dispositions récentes qui permettent aux établissements publics régionaux d'aider les petites et moyennes entreprises, lorsqu'elles créent des emplois nouveaux, s'appliquent également à la région d'Ile-de-France. La mise en place de SOFIPARIL, Société de développement régional « incomplet », ainsi que la promesse de la création d'une véritable S.D.R., dans un futur assez proche, sont également des éléments rassurants. Mais il ne faut pas en rester là, et se rappeler que, par ses dimensions et ses activités, l'Ile-de-France doit demeurer une force d'entraînement pour l'ensemble du pays, qui lui est redevable d'une partie de sa prospérité.

(*) Président du Comité économique et social d'Ile-de-France.

A TRAVERS LES DÉPARTEMENTS

Les routes nous coûtent trop cher

Tous les départements ont actuellement la charge de l'entretien des routes nationales secondaires. En échange, elles reçoivent une subvention de l'Etat. Seules les Bouches-du-Rhône et l'Essonne n'ont pas encore accepté ce transfert de responsabilité. Pour ce qui est de ce dernier département, sa réserve concerne moins le principe de l'opération que l'importance de la contribution financière de l'Etat. Le réseau dont le département aurait la charge passerait de 670 kilomètres à 1 080 kilomètres. Or, l'Etat propose une subvention annuelle de 7 000 F au kilomètre, alors que les élus veulent environ le triple.

« L'Etat, nous a déclaré Robert Lakota, président (communiste) du conseil général, a fait pression pour essayer de nous entraîner à accepter ses conditions. Il a une technique qui consiste à ne pas enlever ses routes. » Il semble pourtant qu'un accord soit en vue, ne serait-ce que parce que le litige bloque un certain nombre de projets routiers du département.

Belles carrières ?

Les carrières de sable et de gravier, dont l'exploitation dégrade considérablement le paysage, peuvent à l'issue de leur exploitation être aménagées de façon agréable et profitable à la collectivité. C'est ce que veut montrer le Comité des carrières de la Seine qui met en valeur ces deux exemples en Ile-de-France.

A Saint-Fargeau (Seine-et-Marne) en bordure de Seine, une ancienne carrière d'où avaient

été extraits 4 millions de tonnes de sable et de gravier, a été transformée en zone d'aménagement concerté (ZAC), avec plans d'eau, espaces verts et équipements sportifs. De 1974 à 1977, la Compagnie des sables de la Seine a remblayé quelque 350 000 mètres cubes, planté cinq mille arbres, réaménagé les berges de la Seine, viabilisé les terrains. Sur 60 hectares, 20 seront réservés à la construction.

A Misy-sur-Yonne, toujours en Seine-et-Marne, sur une anclenne exploitation de 80 hectares, 57 ont été aménagés en plans d'eau, actuellement réservés à la pêche. Une base nautique devrait être réalisée dans les prochaines années.

Des projets sous contrats

Dans quelques jours, le conseil régional d'Ile-de-France se réunira pour examiner son budget. Son président, M. Michel Giraud, a expliqué le sens de la nouvelle ligne budgétaire qui appelle à cette occasion et qui sera consacrée à la politique contractuelle.

Des communes ou groupes de communes ont demandé la possibilité de l'aide financière de l'établissement public régional, afin de réaliser une opération particulière qui ne relève pas des financements traditionnels.

Trente demandes ont déjà été adressées à la région. La ville de Coulommiers, en Seine-et-Marne, a sollicité l'aide de l'établissement public pour la réhabilitation du centre de la ville et l'aménagement de voies piétonnes ; Pontoise, dans le Val-d'Oise, pour la restauration d'un quartier et l'aménagement d'espaces verts ; Provins, en Seine-et-

Marne, pour l'amélioration des conditions de circulation et de stationnement. Enfin, dix-neuf communes des Yvelines se sont groupées pour proposer un aménagement de leur territoire en tenant compte du fait qu'elles font partie de la zone naturelle d'équilibre du Hurepoix.

Les W.C. sont sur le palier

Un million cent mille logements de l'Ile-de-France ne disposent pas du confort minimum et vingt-deux mille n'ont même pas l'eau courante. Indique une étude, réalisée par l'INSEE, que publie dans son numéro d'octobre la revue Aspects statistiques de l'Ile-de-France.

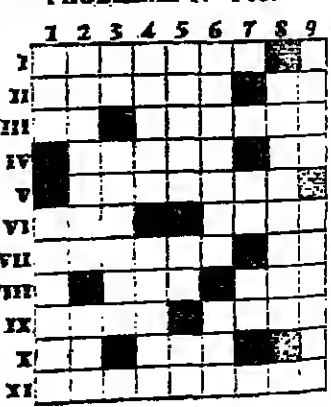
En dépit d'une amélioration constatée depuis le dernier recensement 1968, précède la revue, près de 25 % des résidences n'ont pas d'installations sanitaires et près de 20 % pas de W.C.

C'est à Paris que la situation est la plus mauvaise : plus de 40 % des logements de la capitale ne disposent pas, selon l'INSEE, du confort minimum, c'est-à-dire qu'il y manque au moins l'un de ces éléments : cuisine, eau courante, W.C. ou installation sanitaire (baignoire ou douche). Dans le quartier Bonne-Nouvelle (2^e arr.), indique l'étude, 27 % seulement des logements ont le confort. Le quartier d'Auteuil (16^e arr.) en revanche atteint le taux de confort le plus élevé de la capitale (75 %).

La revue étudie par ailleurs la taille des logements et constate une amélioration de leur occupation : en 1962, indiquait-elle, on dénombrait presque un logement surpeuplé sur deux, aujourd'hui moins d'un sur trois.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1907



HORIZONTALEMENT

1. Tendue... à moins qu'elle ne soit peinte. — II. Porte le chapeau. — III. Possède un grand collier. — IV. Partie de chasse. — V. Bordé. — VI. Partie de chasse. — VII. Partie de chasse. — VIII. Partie de chasse. — IX. Partie de chasse. — X. Partie de chasse. — XI. Partie de chasse.

VERTICALEMENT

1. Occupe moins de place que le pain. — II. Suivant, avec des yeux fatigués pour qu'on... — III. Partie de chasse. — IV. Partie de chasse. — V. Partie de chasse. — VI. Partie de chasse. — VII. Partie de chasse. — VIII. Partie de chasse. — IX. Partie de chasse. — X. Partie de chasse. — XI. Partie de chasse.

Solution du problème n° 1906

Remarque : — I. Usé. — II. Usé. — III. Usé. — IV. Usé. — V. Usé. — VI. Usé. — VII. Usé. — VIII. Usé. — IX. Usé. — X. Usé. — XI. Usé.

Remarque : — I. Usé. — II. Usé. — III. Usé. — IV. Usé. — V. Usé. — VI. Usé. — VII. Usé. — VIII. Usé. — IX. Usé. — X. Usé. — XI. Usé.

GUY BROUTY.

YAMAHA.

le son!

YAMAHA CHAINES HI-FI STEREO

SOCIAL - ÉCONOMIE

AUTOMOBILE

Démonstration de force au Salon de Tokyo

Tokyo. — Yamaha, le second constructeur japonais de motos, a choisi la France pour présenter sa production : une place de village a été reconstruite pour servir de décor aux « gros ondes » de la firme. Et les champions de Maria Lafont s'élevaient au-dessus du « fleuriste Rata-ta-ta », du « restaurant Chapeau-Rouge », du « Café de la Paix » et du « boulanger Capone ». C'est le seul aspect réjouissant — pour un Français — du vingt-deuxième Motor Show de Tokyo (1), qui s'est ouvert vendredi matin. Car les voitures de nos constructeurs sont, ici, inexistantes en presque.

Dans le hall des automobiles importées : on les produits allemands et britanniques (Forsche, B.M.W., Mercedes, Audi-VW, Jaguar, Rover, Rolls-Royce, Triumph) font assaut de séduction, une seule Citroën C.K. 2400 Pallas et une GS Pallas valent avec un Peugeot 604 S.I. Dans un coin, et derrière une cloison, se cachent trois Renault (R4 Safari, R5 GTL et R17 TS) dont une seule, la R5 GTL, est homologuée. Encore font-ils presser que cette dernière est équipée d'un toit ouvrant, de la radio et de pare-chocs américains, mais que son poste de conduite est à gauche alors que l'on circule à gauche au Japon. Son prix, 2.185.000 yens (environ 43.000 francs) est trois fois supérieur à un modèle similaire japonais au égal à une très grosse berline japonaise de style américain.

Bien sûr, on ne peut pas ven-

De notre envoyé spécial

dre si facilement au Japon. Bien sûr, les normes anti-pollution en vigueur ici sont un obstacle au libre-échange. Bien sûr, les règlements sont imprécis, mal connus ou changeants. Pourtant, les Britanniques ont obtenu l'homologation de onze de leurs modèles, les Italiens, cinq, les Suédois, deux, et les Allemands de l'Ouest, vingt-six, quand nous réussissons à en avoir quatre. Ainsi, nous avons vendu l'an dernier quatre cent cinquante véhicules aux Japonais quand les Allemands en ont vendu près de 85 % du marché des importations avec vingt-deux mille soixante-quatre véhicules.

Il faut naturellement préciser que, si l'effort de la France est négligeable, les résultats allemands ne sont qu'une mine de rien sur soixante-une étrangères et rien n'indique que cette situation puisse rapidement évoluer. Il y a à cela plusieurs raisons. Les nouveaux modèles japonais sont séduisants pour la plupart. Toyota présente une nouvelle Carenza bien dessinée, ainsi qu'une nouvelle Celica dont la ligne et l'équipement sont résolument modernes. Honda, qui exporte les deux tiers de sa production, révèle l'Accord, quatre portes, une berline au goût européen. Mazda propose un nouveau modèle, dont la silhouette est proche de la Chrysler Sunbeam et de la Simca Horizon, dont la commercialisation est proche. De nombreuses autres firmes (Daihatsu, Isuzu, Suzuki, Mitsubishi), absentes pour l'instant de notre marché, surprennent par l'abandon des chromes et des reliefs qui faisaient jadis le bonheur de leur clientèle. Les carrosseries

sont désormais agréables à l'œil, pratiques et souvent originales, pour les petites voitures notamment.

La technique progresse. Les ressorts à lames n'ont pas encore totalement disparu, mais la « traction avant » gagne du terrain. Honda, toujours, mais aussi Daihatsu, filiale de Toyota, Mitsubishi et Datsun. Et les ponts autobloquants (ce qui n'est pas toujours une mauvaise solution) sont mieux guidés. Quant aux moteurs, dont les carburateurs grossissent toujours plus en devenant plus complexes, ils adoptent des solutions techniques souvent inédites pour être moins polluants (des normes de 1978, encore plus sévères, sont déjà dépassées par tous les constructeurs japonais, et plus économiquement, l'accent est d'ailleurs mis sur les économies d'énergie, puisque la consommation de tous les modèles présentés est précisée sur les pare-brise. Ils les 4 litres aux 100 kilomètres (à 90 kilomètres-heure) sont compris :

Véhicules urbains

Le moteur rotatif continue ici sa carrière — assez discrète, toutefois — mais le diesel apparaît chez Isuzu (un 2,2 litres), qui en équipera prochainement un véhicule de sa gamme.

Les véhicules électriques foisonnent dans les trois halls du salon. Mais la création la plus originale est un moteur à quatre temps et à trois cylindres à arbres à cames en tête de 993 cm³ qui anime une Daihatsu — son coût est pratiquement constant entre 3.000 tours et 4.000 tours par minute. Les petits véhicules urbains (y compris les utilitaires légers), grâce à une législation particulière qui les classe (moins de 550 cm³, moins de 3,20 mètres de long, 1,40 mètre de large et 2 mètres de haut), prouvent l'avance du Japon dans ce domaine. L'un porte 13.500 F en moyenne, y compris les utilitaires, et leur aspect est particulièrement attrayant. Ils pourraient être un élément déterminant de la nouvelle poussée de l'offensive japonaise en Europe.

Enfin, la présence de nombreux prototypes de véhicules et de motos dans chaque stand prouve que le Japon garde des atouts dans son combat économique. Au moment où son marché automobile s'aggrave (moins de 10 % l'an dernier), sa production ne fait que s'accroître (5.027.793 automobiles en 1976 contre 4.567.854 en 1975). Toyota, pour sa part, a évoqué 30 nouveaux modèles, dans une interview à la Nouvelle Agence de presse, la situation des travailleurs immigrés. Il a notamment estimé : « L'immigration est une préoccupation majeure pour les Français, mais bon nombre d'entre eux ont des spécialisations appréciables et indispensables à

LES NOUVELLES NORMES DE CRÉDIT SONT PLUS FAVORABLES POUR L'EXPORTATION ET MOINS POUR LES VENTES A TEMPERAMENT.

Un communiqué du ministère de l'économie et des finances annonce que le Journal officiel va prochainement publier une instruction de la Banque de France qui fixera les dispositions applicables pour ajuster le volume de la contribution des crédits bancaires en 1978 à l'objectif retenu pour la progression de la masse monétaire.

Cet objectif est de 12 % (contre 12,5 % en 1976). Les normes de progression des crédits sont à l'exportation, « c'est-à-dire pour le développement global de 13,2 % de l'ensemble des crédits bancaires ». Ces normes, précisées le communiqué, « ont été fixées au même niveau qu'en 1977 ». On note cependant quelques différences. Par rapport à une base 100 au 31 décembre 1977, les indices autorisés à la fin de 1978 sont :

— 105 pour les établissements de première catégorie, c'est-à-dire les quelques banques les plus importantes (même coefficient que pour 1977) ;

— 108 pour les établissements de seconde catégorie (sans changement non plus), c'est-à-dire pour l'ensemble des autres banques et des établissements financiers ;

— Et 100 pour les établissements spécialisés dans le financement des ventes à crédit (contre 110 en 1977), ce qui correspond à un arrêt de la croissance de cette forme de crédit, après sa vive progression en 1975 et 1976 (+ 22 % en deux ans).

Enfin, les crédits à court terme à l'exportation bénéficieront d'un indice particulier de 114 à fin décembre 1978 (contre 115 en 1977), afin, notamment, de faciliter le financement des exportations de petites et moyennes entreprises.

« Le système adopté, lit-on dans le communiqué, vise à favoriser la poursuite des efforts engagés dans les domaines prioritaires, et notamment ceux de l'exportation et des économies d'énergie.

CONJONCTURE

Il ne suffit pas de souffler dans une trompette pour que les prix baissent

déclare M. Barre

M. Raymond Barre réunit au début du mois — vraisemblablement mercredi — un comité interministériel consacré à la hausse des prix. Cette réunion annoncée après la publication du mauvais indice de septembre (+ 0,8 %) traduit la volonté du premier ministre de ne pas laisser la situation se dégrader.

On semble exclure que M. Barre décide le retour à un système de blocage des prix, contraire à sa philosophie et qui ne serait efficace qu'à terme. L'examen se fera plutôt secteur par secteur ; seules les professions coupables de hausses injustifiées pourraient se voir éventuellement sanctionnées par un blocage temporaire de leurs prix.

On suppose dans les milieux du commerce qu'un certain nombre de sanctions seraient prises « pour l'exemple » à l'encontre de détaillants qui n'auraient pas répercuté dans leurs prix de vente une baisse des prix à la production.

Le gouvernement pourrait réviser également les structures des marchés d'intérêt national, et en particulier au plus important d'entre eux, celui de Rungis, qui ravivait la capitale.

Dans l'événement qui le ramenait de Budapest à Paris, M. Barre a déclaré samedi que la hausse de septembre n'avait rien de « catastrophique », et qu'elle s'expliquait par l'augmentation des prix des produits agricoles et par celle, difficilement contrôlable, des produits alimentaires. La hausse globale des prix en 1977 restera, selon M. Barre, inférieure à celle de 1976. La hausse des produits manufacturés n'aurait été que de 0,5 % en septembre sans la hausse des produits pharmaceutiques.

En 1976, a ajouté le premier ministre, le taux d'inflation a été de 9,9 % grâce à un blocage des prix de trois mois ; la tendance inflationniste était de 12 à 13 %. Cette année, les résultats seront nettement meilleurs.

On m'explique, a poursuivi

SÉCURITÉ SOCIALE

F.O. SE PRONONCE POUR UNE GRÈVE NATIONALE DE VINGT-QUATRE HEURES

Limoges. — Un préavis de grève nationale de vingt-quatre heures pour le vendredi 4 novembre a été déposé par la confédération nationale des syndicats F.O. de la Sécurité sociale. Cette grève a pour but de protester contre « la répression syndicaliste exercée par la direction de la caisse primaire d'assurance-maladie de Reims ».

Dans cette caisse, précise le communiqué, le personnel est en grève illimitée à la suite de sanctions disciplinaires (six avertissements et deux rétrogradations) prises à l'encontre de huit délégués syndicaux quatre F.O. et C.F.D.T., deux C.G.T. Ces sanctions ont été infligées par le directeur à la suite de l'action syndicale légale menée par les intéressés.

Cette action a reçu l'appui du congrès national des employés et cadres F.O. qui a terminé ses travaux samedi 29 octobre à Limoges, où M. Marc Blondel a été réélu secrétaire général de la Fédération des employés F.O.

Le congrès, qui a réaffirmé l'opposition du syndicat à toute politique autoritaire des revenus, s'est prononcé pour la cinquième semaine de congés payés mais aussi pour la réduction du temps de travail à trente-cinq heures par semaine, l'abaissement de l'âge de la retraite et la suppression du cumul salaire et pension. (Corresp.)

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice à Paris, le mardi 7 novembre 1977, à 14 h

UN SEUL LOT : Un

MAISON grand standing

à sa, habitat, sur 2 niveaux - Surf. au sol 240 m² - sur terr. de 6.520 m² com. de BAZIAN (17) Test. conf. - J. de

Mise à prix : 297.000 F

A'adr. M^{rs} Baumgartner, 8, Paris, 6, r. de la Couleterie, 40-50 et M^{rs} Hache, Auch, Bougeret, avoc. assoc., Saintes, et la avoc. au Bar Saintes ; greffe Trib. Saintes

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 24 novembre 1977, à 14 h

UN SEUL LOT : Un

APPARTEMENT de 5 pièces

principales, cuisine, W.C., - CAVES au sous-sol - au 1^{er} étage dans un immeuble à

PARIS (13^e)

9, boulevard de Port-Royal

Mise à prix : 250.000 francs

A'adresser à M^{rs} J. BORDAT, avocat à Paris, 84, rue d'Amsterdam, tél. 874-17-24 ; à tous avocats exerçant près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; et sur les lieux pour visiter

Vente au Palais de Justice à PONTAISE, le jeudi 17 novembre 1977 à 14 h

Propriété - 1.691 m² - FRANCONVILLE (Val d'Oise)

200-208, rue du Général-Leclerc - Jardin attenant 650 m²

MISE A PRIX : 450.000 FRANCS

S'adr. pour rens. : M^{rs} BUISSON, avocat à Pontoise, tél. 464-31-62

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 14 novembre 1977, à 14 heures

EN 2 LOTS AVEC FACULTE DE REUNION

2 IMMEUBLES, 83-95 Bd BERTHIER PARIS (17^e)

1^{er} lot : IMMEUBLE 83, bd Berthier, compr. 3 étages sur 1/2 sous-sol - Jardin - Contenance 265 m² env

2^e lot : HOTEL PARTICULIER 85, bd Berthier, compr. 3 étages formant veranda - Jardin derrière - Contenance 265 m² environ

Mise à Prix - 1) 800 000 F - 2) 1 200 000 F

A'adr. M^{rs} GUYONNET, avocat pourrnt, 20, rue de la République, Paris (9^e) ; M^{rs} E. INBONA, avocat, Paris (6^e) ; 2, rue Danton ; à tous avocats exerçant près les Trib. de Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre ; sur lieux pour visiter les lieux et vendus de 9 h à 12 h, les mercredi de 14 h à 18 h et le samedi 2 sur de 9 h à 13 h

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Le mercredi 22 novembre 1977, à 10 h du matin, à l'aud. des criées du Trib. de Première Instance de la Principauté de Monaco, étant au Palais de Justice, rue du Colonel-Bellando-de-Castro, il sera procédé à l'adjudication sur saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur d'une

PORTION d'IMMEUBLE de 210 m²

située au deuxième étage de l'immeuble « LE PANORAMA »

51, rue Grimaldi à Monaco (Principauté)

correspondant au lot n° 106

Mise à Prix : 900.000 Francs

Contre les charges, clauses et conditions mentionnées au cah. des charges F. de renseignements, à adr. : M^{rs} J.-C. BAZIAN, avocat à Pontoise, 2, bd des Moulins, ou consulter le cah. des charges au Greffe du Trib. de Monaco.

AGRICULTURE

Le Congrès de la F.N.S.E.A. les 22 et 23 février. Le conseil d'administration de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) a décidé que le congrès national de l'organisation se tiendrait les 22 et 23 février.

MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES

Bourse Craignant que la forte hausse du sterling, dont la mise en circulation vient d'être décidée d'autre part, ne contrarie le développement des exportations, le marché se replie sur un large front. L'indice des prix industriels accusait une baisse de 6,6 points à 502,7. Abaissement des pétroles et des mines d'or. Seuls les fonds d'Etat progressent sensiblement.

VALEURS	CLÔTURE 27/10	COURS 28/10
Banque d'Angleterre	645	652
Banque de France	122	118
Banque de Paris	282	288
Banque de l'Inde	465	460
Banque de Chine	201	194
Banque de l'Inde	578	582
Banque de l'Inde	58	55
Banque de l'Inde	35	34
Banque de l'Inde	17	14

(1) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investisseur.

CORRESPONDANCE

L'immigration familiale en question

Les mesures récentes prises par le gouvernement pour encourager le retour des immigrés dans leur pays d'origine ou pour limiter l'immigration familiale continuent à susciter de nombreuses réactions parmi nos lecteurs, français et étrangers.

M. Jean Reim de Moogins (Alpes-Maritimes) nous écrit notamment :

La position qu'a prise le Monde sur la suspension de l'immigration familiale est véritablement surprenante. Au lieu de la traiter avec l'esprit d'un écrivain, le Monde a fait Lionel Stoléru, votre journal a embolié le pas à tous les groupements de gauche qui ont saisi cette occasion pour ne voir que le côté prétendument social de la mesure (...).

Pourquoi s'émouvoir de cette mesure puisque les immigrés qui travaillent chez nous n'avaient pas jugé bon jusqu'à présent de faire venir leur famille ? Ils devraient donc continuer à vivre en célibataire comme par le passé en adressant leurs économies au-delà de la Méditerranée. Au surplus, je ne vois pas comment ils pourraient légitimement se désolent de la vie en communauté leur est déjà imposée.

La presse économique, qui est impartiale, a donné récemment le total de l'aide au logement et à la scolarisation des étrangers qui s'élèvera à 1.300 millions de francs en 1978. Il eût été intéressant pour vos lecteurs de rappeler ces chiffres au lieu de les inonder de communiqués sentimentaux pleurichards des groupements de gauche (...).

J'en arrive à la question qui se pose dans l'hypothèse qui n'a rien d'intrinsèque d'une détermination très grave des conditions de vie prévus actuellement en Algérie et qui provoquerait un afflux massif des familles venant rejoindre leur chef en France. Devrions-nous alors accueillir bénévolement cette masse de femmes et d'enfants quasi illettrés au risque de mettre en péril notre éco-

nomie qui se passerait bien de cette menace (...).

Un groupe de femmes algériennes immigrées écrit : Il y a environ 800.000 Algériens en France, mais croyez-vous honnêtement qu'ils ne puissent prendre le pain des Français. Nous avons fait un rapide calcul pour qu'ils aient un avenir meilleur que le nôtre. Car, enfin, serait-ce une solution que chacun retourne chez lui, bien tranquille dans ses petites poteries ? Il y a suffisamment de place pour tout le monde, d'autant plus que ce ne serait pas les émigrés qui seraient les plus perdants dans l'histoire.

Polémique autour d'une lettre

De nombreux lecteurs nous ont adressé des commentaires après la publication dans le Monde du 7 octobre d'une correspondance de M. Jean Reversade. Ce « cadre en chômage », de cinquante ans, ayant toujours voté à gauche, expliquait qu'il était hostile à la présence massive de travailleurs étrangers en France.

M. Jean-Pierre Lescop, d'Ar-

gentien, répond : A la lecture des arguments développés par ce lecteur, on relève immédiatement l'impressionnisme sur le fait que, principalement, ces immigrés viennent de pays colonisés par la France dans un passé récent. M. Reversade souligne qu'il n'est pas sans de quitter son pays pour gagner sa vie... A qui faire croire qu'il n'y a pas de nécessité urgente pour les immigrés de trouver du travail pour survivre ? (...) « Ils

attristent la vie partout », écrit-il, relève du racisme pur et simple, et du refus de l'étranger. Je ne suis pas cadre, je n'ai pas cinquante ans, ne suis pas chômeur et je n'habite pas le 17^e arrondissement ; j'ai seulement vingt-cinq ans mais j'aspire à des idées neuves, et M. Reversade me fait penser aux nostalgiques de l'O.A.S.

M. P. Leprie, de Neuilly, écrit :

La lettre de M. Reversade me paraît intéressante à deux points de vue. Le premier c'est qu'elle m'appartient la confirmation du fait que la droite n'a pas le triste privilège du racisme. Peut-être un jour réussirons-nous à dépasser le faux débat entre une gauche qui aime à se présenter comme sympathique et une droite qui est, en fait, hostile à toute forme de vraie justice, donc raciste par définition. Certains propos tenus dans cette lettre ont des accents vraiment maurrassiens : votre lecteur semble être un adepte du principe « chacun chez soi ». Mais que signifie cela au juste ? Un individu n'est pas responsable du degré de développement du pays dans lequel il est placé par le hasard de sa naissance. Faut-il lui interdire de tenter sa chance ? ailleurs, d'essayer d'améliorer, si peu que ce soit, un sort misérable ?

Cette lettre est également intéressante en ce qu'elle me semble élever le problème essentiel (...) à la limite, est-il souhaitable pour les immigrés eux-mêmes de partir naïvement dépenser leurs maigres économies à la poursuite d'un élan d'émigration qu'ils ne trouveront pas ? Sans supprimer autoritairement les migrations, ne faut-il pas, quand même dans l'intérêt de tous, essayer de les régulariser, de les adapter aux possibilités d'accueil ?

ECONOMIE

IBIZA

مكتبة من الأصول

SOCIAL - ÉCONOMIE

A L'ÉTRANGER

La Chambre américaine des représentants repousse à 70 ans l'âge de la retraite obligatoire

De notre correspondant

New-York. — L'âge de la retraite obligatoire, qui était fixé à soixante-cinq ans, vient d'être repoussé à soixante-dix ans par la Chambre des représentants. La mesure doit encore être examinée par le Sénat, où elle pourrait être amendée de façon que la retraite obligatoire soit réservée aux salariés de l'industrie et du commerce, laissant ainsi aux salariés de la fonction publique la liberté de choisir leur date de départ de la vie active.

La préoccupation — inépuisable aux États-Unis — que les élus de la nation témoignent à l'égard du vieillissement démographique. Par un retour du pendule, la prédominance des moins de vingt-cinq ans, dans les années 60, céda la place, depuis 1975, à celle du troisième âge : vingt-trois millions d'Américains — 10 % de la population — sont âgés de plus de soixante-cinq ans.

L'Amérique des « rocking-chairs » a succédé à l'Amérique du rock. Les personnes âgées s'organisent politiquement et mènent le combat pour mettre fin à la discrimination par l'âge, aussi insidieuse pour elles que la discrimination raciale et sexuelle. Des associations, des groupes de pression de « vieux », ont surgi dans nombre de grandes villes : les « Panthers grises » (sic), le Conseil national des personnes âgées, l'Association nationale des employés fédéraux retraités, le Conseil national des « Seniors Citizens », ils luttent pour un même objectif : la « droit au travail ».

Le nombre et l'influence — économique et politique — croissantes du troisième âge ont incité, ces dernières années, certaines firmes à entreprendre des expériences destinées à recruter ou à utiliser à temps partiel leurs employés lorsqu'ils atteignent l'âge de la retraite. Mais les institutions elles-mêmes doivent s'adapter à la réalité démographique. Dans un ouvrage qui fait autorité, *« Pourquoi vieillir »*, Robert Butler examine plusieurs scénarios visant à substituer à la retraite obligatoire une retraite graduelle, assoupie ou partielle.

La décision du Congrès n'a pas fait que des heureux. Elle est actuellement très controversée. Elle risque d'avoir un impact sévère sur la répartition du taux de chômage, en diminuant notamment le nombre déjà déprimé des jeunes. Si un tiers des personnes âgées de soixante-cinq ans décident de ne pas prendre leur retraite, cela ferait 2,5 millions d'emplois en moins disponibles.

Au Danemark

UNE GRANDE BANQUE PRIVÉE PRÉCONISE LE RETRAIT DE LA COUROUNE DU « SERPENT » MONÉTAIRE.

(De notre correspondant.) Copenhague. — La direction de la Handelsbank (la plus importante des banques privées du Danemark) pour le volume de ses transactions vient de proposer de renouer dans les milieux politiques et économiques de Copenhague en préconisant, dans son dernier bulletin de conjoncture trimestriel, le retrait de la couronne danoise du « serpent » communautaire. Selon les auteurs de cette analyse, la couronne danoise ne pourra continuer à être indifféremment liée au deutschmark, un compagnonnage qui la réveille artificiellement — sans risque d'exposer l'économie du royaume à de nouvelles crises. Selon eux, il aurait au contraire intérêt à la rattacher de façon plus flexible aux monnaies de pays qui jouent un rôle important dans les échanges extérieurs danois, allusion qui vise vraisemblablement la Grande-Bretagne, la Suède et la Finlande.

Ce diagnostic a été approuvé aussitôt par un certain nombre d'experts, dont deux professeurs d'économie politique connus, les professeurs Gørling et Thorlund Ipsen. En revanche il a suscité la colère du ministre de l'Économie, M. Hækkerup. Celui-ci a déclaré en substance que douter pour l'instant du bien-fondé de la politique monétaire du gouvernement ne servait à rien, mais qu'il était raisonnable de réclamer la sortie de la couronne du « serpent » revenant à prêter une forte dévaluation — perspective inacceptable.

À ces attaques, le principal directeur de la banque, M. Bencks-Hansen, a répondu qu'être en démocratie impliquait une réelle liberté d'expression et qu'il estimait du devoir de l'établissement qu'il dirige de faire connaître à l'opinion son point de vue sur cette question, un point de vue qui avait été soigneusement pesé et mûri.

CAMILLE OLSEN.

possibles pour les moins de vingt-cinq ans, à l'heure où 3,25 millions d'entre eux ne trouvent pas de travail. Quant au taux de chômage national, il passerait de 7 % à 10 %.

Le gouvernement et l'entreprisisme ont toujours mis l'accent sur le rajustement des cordes. « Couper le bois mort », a été de tout temps le leitmotiv de l'« américain way of life ». Certes, l'expérience et la sagesse de nombre de personnes âgées ont été ainsi gaspillées. Mais ce parti pris de jeunesse comportait aussi des avantages. Redécouvrir, réhabiliter, maintenir à son poste le troisième âge ne peut qu'enrichir les incidences à long terme, et en partie imprévisibles sur tous les aspects de la vie américaine. Le choix que le gouvernement se voit sommé de faire — non pas entre deux classes sociales ou entre deux minorités ethniques, mais entre deux âges — est grave. Aux personnes âgées qui s'opposent à la « retraite qu'il faut », sous prétexte qu'elles s'ennuient et que les pensions sont insuffisantes, les jeunes répondent, dans les « mass media », et par le truchement de leurs amis au Capitole : « Et nous ? Nous ne nous ennuions pas ? Nous qui n'avons pas de pensions, n'avons nous pas besoin de travailler pour vivre ? »

LOUIS WIZNITZER.

« CHINE NOUVELLE » : la chute du dollar provoque le chaos.

Tokyo (A.P.). — L'agence C.N. nouvelle a commenté, samedi, le recul du dollar sur les places financières, estimant que la chute brutale des cours de la devise américaine a provoqué le chaos dans le système monétaire et commercial occidental. L'affaiblissement des positions du dollar est dû principalement à la reprise hésitante de l'économie américaine, qui est en proie à des difficultés, et de façon plus directe aux énormes déficits commerciaux enregistrés par les États-Unis.

ÉNERGIE

LE SÉNAT AMÉRICAIN NE S'OPPOSERAIT PLUS À LA TAXE SUR LA PRODUCTION INTÉRIEURE DE PÉTROLE.

Le Sénat américain a voté, dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 octobre, par cinquante et une voix contre trente, une loi de dispositions fiscales visant à encourager les investissements économiques dans l'énergie. Au total, des crédits d'impôt d'un montant de 32 milliards de dollars sur huit ans ont été votés. Ils devraient inciter les industriels soit à économiser l'énergie, soit à recourir à d'autres sources que le pétrole ou le gaz naturel. Par 72 voix contre 1, les sénateurs ont cependant rejeté une mesure spécifique prévoyant des abattements d'impôts représentant un montant total de 27 milliards de dollars, en faveur des nouvelles sources d'énergie. Jusqu'à présent, les sénateurs, notamment la commission des finances, avaient manifesté leur opposition à cette taxe qui joue un rôle essentiel dans le « plein énergie » du président Carter.

● *Équipement de bureau :* Adress-Graph, filiale de CIT-Alcatel (groupe C.G.E.), vient de conclure un accord avec le numéro un mondial de l'équipement de bureau, la firme américaine Addressograph-Multigraph. D'une part, Adress-Graph obtient une licence exclusive de fabrication aux États-Unis (pour le marché nord-américain) de sa nouvelle machine à estamper les cartes plastiques et plaques métalliques. D'autre part, les produits Adress-Graph pourront être vendus à travers le réseau commercial du groupe américain dans les pays où l'implantation de la C.G.E. est insuffisante.

● *Équipement de bureau :* Adress-Graph, filiale de CIT-Alcatel (groupe C.G.E.), vient de conclure un accord avec le numéro un mondial de l'équipement de bureau, la firme américaine Addressograph-Multigraph. D'une part, Adress-Graph obtient une licence exclusive de fabrication aux États-Unis (pour le marché nord-américain) de sa nouvelle machine à estamper les cartes plastiques et plaques métalliques. D'autre part, les produits Adress-Graph pourront être vendus à travers le réseau commercial du groupe américain dans les pays où l'implantation de la C.G.E. est insuffisante.

IBIZA

Cherchons organisation de vente avec expérience de l'Espagne, pour plus de 100 appartements déjà terminés, dans une des plus belles urbanisations d'Ibiza. Commission élevée.

Ecrire à A-1043 Wien, Postfach 83 - Tél. 57-67-51, TX. 13 825.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ ANONYME DES USINES CHAUSSON

La situation provisoire du bilan, arrêtée au 30 juin 1977, fait ressortir, après amortissement, un bénéfice net d'impôt de 4 515 000 F. Une somme de 3 412 000 F a été affectée à la constitution d'un fonds de réserve. Les revenus nets de l'exercice s'établissent à 109 M.F. contre 105 M.F. en 1976. Cette progression est due principalement à l'augmentation importante des dividendes sociaux des filiales intégrées, en progression de plus de 20 %.

Le conseil a décidé d'amortir les provisions pour risques de 25 M.F. par suite notamment des frais financiers qui passent de 28 à 36 M.F.

Le conseil a décidé d'enregistrer une provision pour risques de 25 M.F. par suite notamment des frais financiers qui passent de 28 à 36 M.F.

SOLEIL INVESTISSEMENT

Au 30 septembre 1977, le capital de la société s'élevait à 68 812 000 F. L'actif net d'un montant de 79 564 640, 14 F, se répartissait comme suit :

- Obligations françaises... 41,31 %
- Obligations étrangères... 10,53 %
- Actions françaises... 4,26 %
- Actions étrangères... 11,86 %
- Autres valeurs d'actif... 1,50 %

ASSURANCES PLACEMENTS

Au 30 septembre 1977, le capital de la société s'élevait à 23 millions 668 500 F. L'actif net d'un montant de 12 182 788,40 F, se répartissait comme suit :

- Obligations françaises... 44,04 %
- Obligations étrangères... 15,75 %
- Actions françaises... 5,80 %
- Actions étrangères... 29,71 %
- Autres valeurs d'actif... 1,50 %

ÉNERGIE

chefs d'entreprise, responsables du recrutement

de la région parisienne qui n'êtes pas déjà en relations suivies avec une agence locale de l'AN.P.E. pour déposer rapidement vos offres d'emploi ou de stage pratique en entreprise appelez

central-emploi

un nouveau service de l'Agence Nationale pour l'emploi

797-11-19 (10 lignes groupées) Tél. EMPLOI 21995 24 heures sur 24

ANPE Agence Nationale Pour l'emploi

RIDEAUX VOILAGES

Marcel SELCER Maître Artisan Tapissier. 1, Impasse Druirot Paris-12 628.35.30

COMPAGNIE LA HENIN

Le conseil de la Compagnie La Henin, qui s'est tenu le 27 octobre 1977, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1977. Les revenus nets de l'exercice s'établissent à 109 M.F. contre 105 M.F. en 1976. Cette progression est due principalement à l'augmentation importante des dividendes sociaux des filiales intégrées, en progression de plus de 20 %.

Le conseil a décidé d'amortir les provisions pour risques de 25 M.F. par suite notamment des frais financiers qui passent de 28 à 36 M.F.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

EMPRUNT 5 % 1962 : ÉCHÉANCE OPTIONNELLE AU GRÉ DES PORTEURS

Électricité de France a émis en février 1962 un emprunt représenté par des obligations de 250 F portant intérêt au taux nominal net de 5 %.

Les porteurs peuvent en outre obtenir par anticipation le remboursement de leurs titres une première fois le 1^{er} mars 1978 à 275 F, à condition de les avoir déposés, au plus tard le 1^{er} décembre 1977, à l'une des caisses désignées par la Caisse nationale de l'épargne.

Toutefois, Électricité de France a l'intention d'offrir une augmentation du taux d'intérêt et, éventuellement, des primes de remboursement aux porteurs qui ne consentiraient pas le remboursement de leurs titres au 1^{er} mars 1978.

De plus, l'échéance optionnelle au gré des porteurs du 1^{er} mars 1986 serait avancée au 1^{er} mars 1984.

Les autres caractéristiques des titres demeurent inchangées. Un second coupon d'intérêt, payable vers le milieu de mois de novembre, précèdera le détail de ces nouvelles modalités, ainsi que les conditions dans lesquelles les porteurs auront à demander l'estampillage de leurs titres pour en bénéficier.

BANQUE SCALBERT-DUPONT

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

« La valeur de l'actif net comptable se chiffrait à 265 millions de francs, c'est-à-dire 185 F par action ex-droit ».

Dans sa séance du 28 mars 1977, le conseil d'administration de la Banque Scalbert-Dupont a décidé de porter le capital social de 47 500 000 F à 71 250 000 F par incorporation de réserves et création de 475 000 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissant du 1^{er} janvier 1977, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

La répartition matérielle de ces actions nouvelles a été effectuée le 24 octobre 1977, le droit d'attribution étant représenté par le coupon n° 2. L'action nouvelle attribuée est entièrement assimilée à l'ancienne.

Dans une lettre adressée aux actionnaires, M. Louis Decoster, président de la Banque Scalbert-Dupont a rappelé que : « Les fonds propres de la Banque Scalbert-Dupont s'élevaient, au 1^{er} janvier 1977, à 173,4 millions de francs, soit 121 F par action de 50 F nominal, ex-droit d'attribution, faisant ressortir une décote de 30 % par rapport au cours actuel (167 F le 24 octobre 1977) ».

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. DESS**
POINTS DE VUE SUR LA GAUCHE : La gauche de la gauche, par Raymond Jean ; Octobre 1977 ; par Jean-Paul Dollé ; « Le mouvement communiste international et l'eurocommunisme », par Philippe Robieux.
- 3. ETRANGER**
La dissidence dans les pays de l'Est.
- 4. AFRIQUE**
REPUBLIQUE SUD-AFRICAIN : nouvelle vague d'arrestations d'agitateurs.
- 4. DIPLOMATIE**
Le dollar a récemment baissé sensiblement, et la confiance dans le dollar est en baisse.
- 5. AMERIQUES**
« Mini - Watergate » au Canada.
- 5. PROCHE-ORIENT**
Deux heures pour Israël.
- 6. POLITIQUE**
Le congrès des élus socialistes à Villeneuve.
- 7. RELIGION**
Après la clôture du synode sur la cathédrale.
- 7. MEDICINE**
SOCIÉTÉ : Le 30^e Salon de l'enfance.
- 8. JUSTICE**
SPORTS

EUROPA
PAGES 9 A 14
— L'évolution de la gauche italienne : Une interview de M. Liana et quatre des communistes vont à l'école.
— La coopération diplomatique des Russ.
— Les chefs d'entreprise et la politique.

- 15 A 18. ARTS ET SPECTACLES**
— MUSIQUE : Les concerts Lemoine voyagent.
— THÉÂTRE : deux jours pour les jeunes troupes.
- 20. EQUIPEMENT**
- 21. EN RE-DE VUE :**
POINT DE VUE : « Une région pour contrôler la province », par Jean Gardin.
- 22. AUTOMOBILE**
— Le Salon de Tokyo.
- 22-23. ECONOMIE - SOCIAL**
— CORRESPONDANCE : l'immigration familiale en question.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (18)
Annonces classées (19) ;
Annonces classées (20) ;
« Journal officiel » (20) ;
Météorologie (20) ; Mots croisés (20).

L'OPÉRATION JANUS-IV EST TERMINÉE

L'opération Janus-IV, qui a permis à six plongeurs français d'atteindre des profondeurs records (travail à 400 mètres et à 300 mètres), a pris fin le 29 octobre à 18 heures. A cette heure-là, les six hommes sont sortis des caissons dans lesquels ils avaient vécu — à l'exception des temps de plongée — pendant deux semaines. M. Antoine Rufenacht, secrétaire d'Etat, représentant M. René Herry, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Janus-IV était organisée conjointement par le Centre national pour l'exploitation des océans, la marine nationale (groupe d'intervention sous la mer), la COMEX et le groupe ECR-Aquiline. Elle a permis de prouver que le travail sous-marin était possible jusqu'à la profondeur de 400 mètres.

Le numéro du « Monde », daté 30-31 octobre 1977 a été tiré à 489 760 exemplaires.

CALCULATRICES
DE POCHES ET DE BUREAU
Plus de 5.000 en stock
AUX MEILLEURS PRIX !
DISTRIBUTEUR EXCLUSIF
MAUBERT ELECTRONIC
40, Bd Saint-Germain, PARIS-6
(Place MAUBERT) 33-46-68
METRO MAUBERT

A B C D E F G H

La Banque d'Angleterre cesse de freiner la hausse du sterling

Le cours monte de près de 4 %

Le cours de la livre sterling a fait un bond en avant ce lundi 30 octobre : il est passé à 1,84 dollar, alors que la cotation enregistrée vendredi après-midi, à la clôture du marché, était de 1,772 dollar. La progression ressort à quelque 3,9 %.

Ce brusque mouvement est dû à la décision prise par les autorités monétaires britanniques de cesser d'intervenir sur le marché des changes pour freiner la hausse du sterling face à un dollar faible. Au début de la matinée, la réserve a publié un communiqué qui déclarait notamment :

« Le dollar a récemment baissé sensiblement, et la confiance dans le dollar est en baisse. Les marchés de capitaux en ont résulté sur la place de Londres. Le gouvernement estime qu'une perpétuation de cet afflux à une grande échelle pourrait entraîner une dépréciation de la livre sterling. Dans ces conditions, la politique d'intervention de la Banque d'Angleterre va être ajustée de façon correspondante ».

Fortes pressions

De fortes pressions se sont exercées sur les jours derniers, et encore pendant le week-end, sur le gouvernement pour qu'il se résolve à laisser la livre sterling se revaloriser sur le marché des changes. Plusieurs articles sont parus dans les journaux pour presser le gouvernement. Si notamment dans l'heb-

DEVANT LES JEUNES GISCARDIENS Le P.S. est le parti de l'équivoque et de l'illusion déclare M. Soisson

Le mouvement des jeunes giscardiens Autrement dit, organisé samedi après-midi 29 octobre, à Paris, sous le chapiteau de l'ancien Jean Richard. Deux mille personnes environ ont participé à cette manifestation. M. Hugues de Wavrin a ainsi défini les objectifs de la formation dont il est le porte-parole : « Nous ne présentons aucun candidat à aucune élection. Nous ne voulons rien avoir à négocier, et surtout pas des places contre des idées. Il s'agit pour nous de prouver aux jeunes de tout âge qu'il existe une autre France. L'existence n'est pas une honte ».

Des débats ont permis aux participants d'interroger plusieurs membres du gouvernement, notamment M. Alice Saunier-Seïte, secrétaire d'Etat aux universités, René Herry, ministre de l'Education, Christian Bessière, ministre du Travail, Michel d'Ornano, ministre de la Culture.

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain,

a déclaré au cours de la séance de clôture : « La jeunesse est difficile, mais d'autres partis nous donnent l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Le parti communiste d'abord, qui se présente plus que jamais attaché à une société hiérarchisée et centralisée. Sa conception autoritaire du pouvoir est incompatible avec les aspirations des jeunes. [...] Mais le parti socialiste aussi, qui se révèle de plus en plus le parti de l'équivoque et de l'illusion. Je prendrais un exemple : celui du moratoire nucléaire. [...] Cette attitude, destinée à récupérer la sensibilité écologiste, est en profonde contradiction avec ses déclarations passées selon lesquelles la réduction du programme commun impliquerait une croissance très forte. Elle ne repose sur aucune étude sérieuse du problème de l'énergie ».

Le référendum du 28 octobre

M. ALI SOULI A ETE MAINTENU A LA TÊTE DE L'ETAT COMORIEN PAR 55 % DES VOIX.

Moroni (A.F.P.). — La population comorienne s'est prononcée par 86 068 voix — soit 55 % des votes — en faveur du maintien à la tête de l'Etat de M. Ali Souli. Lors du référendum organisé le vendredi 28 octobre, cette consultation avait été annoncée le 16 octobre par le chef de l'Etat. Celui-ci avait alors reconnu n'être pas en mesure d'achever, dans les délais prévus, la réforme administrative qu'il avait engagée.

Le référendum avait pour but de proposer à la population, soit d'accorder à M. Souli un nouveau délai, soit de le lui refuser pour que soit nommé à sa place un nouveau chef d'Etat.

Sur les 155 558 votants, la composition des votes est la suivante : 86 068 pour le maintien de M. Souli, 69 490 en faveur de l'élection d'un remplaçant, soit 44,5 %. Il y a eu également 5 999 votes nuls et 13 228 abstentions.

QUATRE RESSORTISSANTS ALLEMANDS ET UN MAROCAIN HOSTILE A RABAT SONT EXPULSES.

Quatre ressortissants allemands, M. Jean Rudiger von Tiedemann, âgé de trente-six ans, et Mmes Iris von Tiedemann, âgée de vingt-quatre ans, Charlotte Cylla von Tiedemann, âgée également de vingt-quatre ans, et Gabrielle Paoli, âgée de vingt-neuf ans, interpellés, samedi 29 octobre, à 6 h 30 du matin, à Amiens (Hauts-de-Seine) ont été expulsés. Le ministre de l'Intérieur se refuse à donner la moindre explication sur les conditions de ces expulsions.

L'autre parti, selon les comités de lutte contre la répression au Maroc, M. Said Smih, « militant marxiste léniniste, favorable à l'autodétermination du Sahara », a été interpellé à son domicile, samedi 29 octobre, à l'aube, et « emmené par la force jusqu'à un avion en partance pour l'Algérie », sans avoir pu entrer en contact avec ses proches.

Les comités de lutte contre la répression au Maroc dénoncent la mesure prise à l'encontre de ces quatre personnes, qui ont été expulsées de France, sans aucune justification, et par les autorités françaises, qui ont agi de façon arbitraire et sans aucune justification.

Tandis que le « Daily Mail » conteste la thèse du crime crapuleux

Sanaa se dit prêt à indemniser les familles de deux jeunes Françaises assassinées

Le gouvernement de la République de Yémen ne dispose pas de ressources financières suffisantes pour indemniser les familles des deux jeunes Françaises, Françoise Scrimmo et Véronique Troy, trouvées mortes, le 29 octobre, dans le désert de Marib, aux confins du désert. A l'annonce dimanche l'ambassade à Paris, l'ambassade affirme que l'enquête a établi que les deux jeunes femmes avaient été tuées et « décapitées » de tout ce qu'elles possédaient à par et des pillards qui se manifestent parfois dans des régions isolées et lointaines du pays.

A Londres, en revanche, le « Daily Mail » a lié la mort des deux Françaises à l'assassinat, le 12 octobre dernier, du président de la République, M. Ibrahim al Hamdi. Le journal britannique, qui cite une « haute personnalité yéménite » dont il ne révèle pas l'identité, affirme qu'en fait les deux jeunes Françaises auraient été assassinées alors qu'elles se trouvaient avec le chef de l'Etat yéménite dans une résidence privée située dans les montagnes entourant Sanaa. Un groupe de musulmans fanatiques aurait commis le crime pour punir la violation de la morale par les socialistes yéménites et ses campagnes avaient été menées par balles, mais les deux jeunes femmes auraient été déshabillées, froissées et lapidées à mort, et leurs corps auraient été mutilés.

Après le voyage de M. Barre à Budapest

LE COMMUNIQUÉ FRANCO-HONGROIS

Le communiqué franco-hongrois publié samedi 29 octobre déclare que la visite de M. Barre à Budapest a permis de donner l'assurance de la volonté de la France d'approfondir la relation de coopération dans plusieurs secteurs économiques.

Record d'embouteillages pour les départs de la Toussaint

Les spécialistes affirment que depuis 1971 on n'avait jamais noté pour les départs de la Toussaint d'aussi nombreux et d'aussi importants embouteillages sur les routes. Le fait que les congés scolaires coïncident avec le week-end et les fêtes, et, toujours selon les spécialistes, l'indiscipline des automobilistes qui n'ont pas su ou voulu adapter suffisamment leurs déplacements aux circonstances, expliquent ces embouteillages. D'où les conseils que donne la Prévention routière : rentrer mercredi plutôt que mardi, et si vous devez rentrer mardi, trouvez-vous aux portes de Paris avant 15 heures.

Perturbations à Air France

D'autre part, comme nous l'avons indiqué dans nos éditions de samedi, le Syndicat national du personnel navigant commercial (S.N.P.N.C.), les hôtesses et stewards d'Air France, et appelé ses adhérents à cesser le travail durant vingt-quatre heures, le mardi 31 octobre. Les congés-courriers seront assurés ; les deux flottes de moyen-courriers seront supprimées (renseignements au 535-61-61).

Selon le S.N.P.N.C., cet arrêt de travail « fait suite à la décision de la direction d'Air France de mettre un service un nouveau modèle de Boeing-747 dit « Combi », sans qu'un accord ait été conclu sur la composition de l'équipage. Le syndicat fait, d'autre part, état de réductions de personnel sur certaines lignes où le compagnon national exploite des Boeing-747 ».

Aux Pays-Bas

La famille de M. Caransa demande aux ravisseurs de « se mettre en rapport avec elle par n'importe quel moyen »

De notre correspondant

Amsterdam. — Selon la police d'Amsterdam, les ravisseurs de l'homme d'affaires Maup Caransa, enlevé dans la nuit du 27 au 28 octobre, ne se sont toujours pas manifestés. La famille Caransa leur a lancé un appel et leur a demandé de « se mettre en contact avec elle par n'importe quel moyen ». Cet appel n'a pas eu de résultat.

C'est du moins ce que déclare la police d'Amsterdam, qui affirme ne pas prendre au sérieux les nombreux coups de téléphone qui ont continué à parvenir aux rédactions de différents journaux.

Bien que la plupart des interlocuteurs semblent avoir demandé la libération d'un membre allemand du groupe Basler, Rudi Folkerts, emprisonné aux Pays-Bas pour avoir tué un agent de police, les autorités affirment qu'elles n'ont pas d'indications précises qu'il s'agit d'un enlèvement politique. Mais on peut se demander si les autorités néerlandaises n'ont pas décidé de suspendre toute information, comme cela a été le cas en Allemagne après l'enlèvement de Hannu-Martin Schleyer. Aucune trace de disparu n'aurait été répétée, aucune indication donnée par le public n'aurait été utile. C'est peu probable, d'autant qu'environ quarante policiers

La formation du nouveau gouvernement

L'affaire Caransa survient au moment où M. Den Uyl, le premier ministre démissionnaire, a des difficultés pour former son nouveau gouvernement de centre gauche. Le parti socialiste a, en effet, refusé l'accord sur la répartition des postes ministériels conclu par le leader du groupe parlementaire, M. Van Thijn avec les chrétiens-démocrates et les démocrates 66 (radicaux de gauche). M. Van Thijn aurait fait 11,3 de concessions, par exemple, en laissant la portefeuille de la coopération, tenu jusqu'maintenant par le socialiste M. De Jong, aux chrétiens-démocrates et en gardant pour les socialistes des portefeuilles réputés plus « conservateurs » comme les affaires étrangères et la défense nationale.

Selon Radio-Hanoi

SINGAPOUR AURAIT ACCEPTÉ D'EXTRADER LES PIRATES DE L'AIR

Radio Hanoi a annoncé lundi 30 octobre, que Singapour avait accepté d'extrader quatre pirates de l'air qui avaient été capturés, samedi, un DC-3 des lignes aériennes vietnamiennes (le monde du 30-31 octobre). Une confirmation n'a encore été obtenue à Singapour. L'appareil est reparti dimanche pour Ho Chi Minh-Ville (Saigon) avec quatre passagers à bord. Les quatre pirates de l'air qui avaient été le mécanicien et le radio et blessé grièvement le pilote, se sont rendus aux autorités singapouriennes auxquelles ils ont demandé le droit d'asile. Un seul passager a refusé de rentrer au Vietnam.

SELON LE « SUNDAY TELEGRAPH », DES MILLIERS DE PARTISANS DE LA « BANDE DES QUATRE » AURAIENT ETE FUSILLÉS EN CHINE

Les purges de « contre-révolutionnaires » et de partisans de la « bande des quatre » auraient fait « des milliers » de victimes, fusillées récemment dans plusieurs provinces chinoises, écrit le correspondant à Pékin du journal britannique « Sunday Telegraph ». Les purges récentes ont lieu à Kunming, la capitale de la province méridionale du Yunnan, où des affiches ont annoncé l'exécution de vingt-trois personnes, dont des femmes. Selon des rumeurs, le leur aurait été reproché d'avoir eu des « activités » contre-révolutionnaires, ou d'avoir distribué des tracts au nom des groupes supposés au régime.

LES ETATS-UNIS VONT PROPOSER A L'UNION SOVIETIQUE UNE LIMITATION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES ARMES

Washington (A.F.P.). — Les Etats-Unis soumettront sous peu à l'Union soviétique des propositions pour limiter le commerce international des armes classiques, a indiqué le président Carter dans un entretien avec des journalistes américains.

M. Carter avait annoncé, au mois de mai dernier, que les Etats-Unis comptent restreindre substantiellement leurs ventes d'armes à l'étranger, considérant le danger que la diffusion de celles-ci représente pour la sécurité internationale.

Le président a reconnu devant les journalistes que, dans ce domaine, les Etats-Unis étaient « les plus grands fournisseurs actuels ». Les Soviétiques viennent peut-être après, mais les Français, les Britanniques et les Belges participent à un certain degré à ces ventes excessives d'armes, a-t-il ajouté.

« Nous sentons tous que cela doit être réglé », affirme encore le président. « La manière d'y parvenir est un autre problème, mais sûr, une question à laquelle il sera très difficile de répondre », conclut-il.

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE

LA DIPLOMATIE AMERICAINE